

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173 N° 139	<b>TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI</b>	Mahana 3 nō Titema 2024
------------------------	---	-------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE	Pages
<b>Délibérations de l'Assemblée de la Polynésie française ou de la commission permanente</b>	
Délibération n° 2024-108 APF du 28 novembre 2024 portant approbation du compte financier de l'exercice 2023 de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva et affectation de son résultat	22384
Délibération n° 2024-110 APF du 28 novembre 2024 portant approbation du compte financier de l'exercice 2023 de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de la Polynésie française et affectation de son résultat	22425
<b>ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES</b>	
Arrêté n° 2159 CM du 21 novembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 pris pour application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements	22458
Arrêté n° 2193 CM du 22 novembre 2024 rendant exécutoire la délibération n° 10-24 CAPF du 28 octobre 2024 du conseil d'administration du Conservatoire artistique de la Polynésie française portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 pour l'exercice 2024	22459
Arrêté n° 2204 CM du 26 novembre 2024 rendant exécutoire la délibération du conseil d'administration n° 4-2024 GREPFOC du 13 mai 2024 portant adoption du compte financier 2023 de l'établissement public dénommé GREPFOC et affectation de son résultat	22472
Arrêté n° 2212 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Tahiti Iti Diving au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	22474
Arrêté n° 2216 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Cold Tahiti au titre des aides à l'équipement des petites entreprises	22476
Arrêté n° 2217 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Le Foodcourt Papeete au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants	22478
Arrêté n° 2218 CM du 28 novembre 2024 rendant exécutoire les délibérations n° 6-2022 du 3 mai 2022 et n° 7-2022 du 3 mai 2022 du lycée polyvalent de Taravao portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2021	22480
Arrêté n° 2234 CM du 28 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention complémentaire de fonctionnement en faveur de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision pour l'exercice 2024	22482

## ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

**Présidence**

Arrêté n° 2707 PR du 27 novembre 2024 autorisant le transfert d'autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime, dans le cadre de l'exploitation de l'hôtel Kia Ora Moorea, au profit de la SAS Eimeo Holding **22487**

Arrêté n° 2708 PR du 27 novembre 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis au droit de la parcelle de terre cadastrée section AO n° 123, sis commune de Mo'orea-Mai'ao, commune associée de Afareaitu, formulée par Mme Laïza ALLOUCHE veuve ATENI **22491**

Arrêté n° 2719 PR du 27 novembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 244 PR du 19 janvier 2011 modifié portant autorisation d'ouverture et d'exploitation du laboratoire d'analyses de biologie médicale à l'institut Louis-Malardé **22493**

**Ministère des grands travaux, de l'équipement**

Arrêté n° 11994 MGT du 27 novembre 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Rurutu n° 020 VMT-RUR 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à Mme Teinavaiuru, Ginette UTIA épouse TEIKIHOKATOUA **22495**

Arrêté n° 11995 MGT du 27 novembre 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Ua Pou n° 205 VMT-UAP 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à Mme Yvonne BONNO épouse TEIKIHAKAUPOKO **22496**

**Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement**

Arrêté n° 12037 MPR/DBS du 28 novembre 2024 portant agrément de l'établissement Multi Imp-Exp pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux **22497**

**Ministère des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance**

Arrêté n° 11976 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Aelan VAAST, en catégorie « Élite », pour l'année 2024 **22499**

Arrêté n° 11977 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Kohai FIERRO, en catégorie « Élite », pour l'année 2024 **22500**

Arrêté n° 11978 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Angèle RICHARD, en catégorie « Accession », pour l'année 2024 **22501**

Arrêté n° 11979 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Lanilei TEUA, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024 **22502**

Arrêté n° 11980 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Hiritea TEPEA, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024 **22503**

Arrêté n° 11981 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Aurore COTTET, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024 **22504**

Arrêté n° 11982 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Teina RUI, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024 **22505**

Arrêté n° 11983 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Kauli VAAST, en catégorie « Élite », pour l'année 2024 **22506**

Arrêté n° 11984 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Titouan RONCIN, en catégorie « Élite », pour l'année 2024 **22507**

Arrêté n° 11986 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Haunui HAUMANI, en catégorie « Accession », pour l'année 2024 **22508**

Arrêté n° 11987 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Hiva KELLEY, en catégorie « Accession », pour l'année 2024 **22509**

**ACTES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL**

Avis n° 38 du 27 novembre 2024 sur le projet de loi du pays relative au crédit à la consommation et au crédit immobilier, selon la procédure d'urgence (15 jours) **22510**

Décision n° 2024-8 CESEC/PR du 28 novembre 2024 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur de la présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française au profit de Mme Patricia TERIITERAAHAUMEA, deuxième vice-présidente de l'institution

22515

## ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION

### ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### Avis officiels

Composition du bureau de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers de Polynésie française (CCISM) (Assemblée générale du 28 novembre 2024)

22516

Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 4 au 15 novembre 2024

22517

Direction de la construction et de l'aménagement - Décisions d'autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de novembre 2024

22520

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

**Délibération n° 2024-108 APF du 28 novembre 2024 portant approbation du compte financier de l'exercice 2023 de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva et affectation de son résultat**

*NOR : EGA24202517DL-5*

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 modifiée portant création de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva ;

Vu l'arrêté n° 647 CM du 2 juillet 1985 modifié fixant l'organisation, le fonctionnement et les règles financières, budgétaires et comptables de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva ;

Vu l'arrêté n° 1760 CM du 30 septembre 2024 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2033/2024/APF/SG du 19 novembre 2024 portant convocation en séance des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 121-2024 du 15 novembre 2024 de la commission du tourisme et de la culture ;

Dans sa séance du 28 novembre 2024,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2023 est arrêté à la somme de 406 041 775 F CFP (quatre-cent-six-millions-quarante-et-un-mille-sept-cent-soixante-quinze francs CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement : 310 215 875 F CFP

Section II d'investissement : 95 825 900 F CFP

Total : 406 041 775 F CFP

Art. 2. — Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2023 est arrêté à la somme de 418 263 771 F CFP (quatre-cent-dix-huit-millions-deux-cent-soixante-trois-mille-sept-cent-soixante-et-onze francs CFP) se décomposant comme suit :



Section I de fonctionnement : 285 161 286 F CFP

Section II d'investissement : 133 102 485 F CFP

Total : 418 263 771 F CFP

Art. 3. — Le compte financier de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2023 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	TOTAL
Recettes (en F CFP)	310 215 875	95 825 900	406 041 775
Dépenses (en F CFP)	285 161 286	133 102 485	418 263 771
Résultats	+ 25 054 589	- 37 276 585	-12 221 996

Art. 4. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2023, soit un excédent de 25 054 589 F CFP est affecté au compte :

- 1068 : autres réserves : + 25 054 589 F CFP

Art. 5. — Au 31 décembre de l'exercice 2023, le fonds de roulement de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva est de 131 509 436 F CFP (cent-trente-et-un-millions-cinq-cent-neuf-mille-quatre-cent-trente-six francs CFP).

Art. 6. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*Le président,*  
Antony GÉROS

*La secrétaire,*  
Odette HOMAI

**ETABLISSEMENT DE GESTION ET  
D'AMENAGEMENT DE TEVA**

**COMPTE FINANCIER  
DE L'EXERCICE 2023**

**Présenté par**

**Monsieur Philippe HENROT du 1er Janvier 2023 au 31 Décembre 2023**

Palérite de Polynésie Française

Le 14/03/2024      ETAT : A

Organisme : 109    Etablissement de gestion et d'aménagement de TEVA

Exercice : 2023

Ucg : B09    Budget principal

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
139		SUB. INV. INSCR...	72 500 000	72 500 000		0	100,00
		Sous-total	72 500 000				100,00
151		PROVISIONS POUR RISQU	2 107 224	2 107 224		0	100,00
		Sous-total	2 107 224	2 107 224			100,00
205		CONCESSIONS DROITS	2 000 000			2 000 000	00,00
		Sous-total	2 000 000			2 000 000	00,00
212		AGENC. AMEN. TERRAIN	10 125 386			10 125 386	00,00
		Sous-total	10 125 386			10 125 386	00,00
213		CONSTRUCTIONS	6 000 000	617 731		5 382 269	10,30
		Sous-total	6 000 000	617 731		5 382 269	10,30
215		INST. TECHN. MAT. OU	10 000 000	7 327 129	- 584 908	3 257 779	67,42
		Sous-total	10 000 000	7 327 129	- 584 908	3 257 779	73,27
218		AUT. IMMOB. CORPOR	16 000 000	13 082 674	- 235 335	3 152 661	80,30
		Sous-total	16 000 000	13 082 674	- 235 335	3 152 661	81,77
231		IMMOB. EN COURS	98 500 000	38 287 970		60 212 030	38,87
		Sous-total	98 500 000	38 287 970		60 212 030	38,87
Total Investissement			217 232 610	133 922 728	- 620 243	84 130 125	61,65

ETAT : A

Paierie de Polynésie Française

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Organisme : 109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA  
Exercice : 2023  
Ucg : B09 Budget principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
606		ACHATS APPRO. NON ST	15 000 000	12 515 732	- 659 571	3 143 839	79,04
			15 000 000	12 515 732	- 659 571	3 143 839	83,44
607		ACHATS DE MARCHANDIS	10 000 000	3 819 283		6 180 717	38,19
			10 000 000	3 819 283		6 180 717	38,19
613		LOCATIONS	2 000 000	1 976 176		23 824	98,81
			2 000 000	1 976 176		23 824	98,81
615		TRAV. ENTR. ET REPAR	4 500 000	4 551 461	- 216 119	164 658	96,34
			4 500 000	4 551 461	- 216 119	164 658	101,14
616		PRIMES ASSURANCES	1 800 000	1 841 366		158 634	91,19
			1 800 000	1 841 366		158 634	91,19
622		REMUNERATIONS INTERM	6 550 000	5 090 496	- 109 672	1 569 176	76,04
			6 550 000	5 090 496	- 109 672	1 569 176	77,72
623		PUBLICITE INFOR PUBL	2 600 000	779 196		1 820 804	29,97
			2 600 000	779 196		1 820 804	29,97
625		DEPLACEMENTS	2 700 000	4 556 375	- 2 590 991	734 616	72,79
			2 700 000	4 556 375	- 2 590 991	734 616	166,75
626		FRAIS POSTAUX ET TEL	2 000 000	1 070 617	- 640	930 023	53,50
			2 000 000	1 070 617	- 640	930 023	53,53
627		SERVICES BANCAIRES E	1 400 000	1 118 672		281 328	79,91
			1 400 000	1 118 672		281 328	79,91
628		CHARGES EXTERNES DIV	4 700 000	1 382 512		3 317 488	29,42
			4 700 000	1 382 512		3 317 488	29,42
631		VERSEMENTS ASSIMILES	800 000	794 016		5 984	99,25
			800 000	794 016		5 984	99,25
635		AUT. IMPOTS TAXES ..	10 200 000	9 153 587		1 046 413	89,74

ETAT : A

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Paierie de Polynésie Française  
Organisme : 109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA  
Exercice : 2023  
Uog : B09 Budget principal

DEPENSES

Compte	Programme	Libellé	Sous-total	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles	% Cred. Cons.
641		REMUNERATION PERSONN	Sous-total	10 200 000	9 153 587		1 046 413	89,74
				127 200 000	126 225 480	- 1 483 010	2 457 530	98,07
645		CHARGES SOCIALES CPS	Sous-total	127 200 000	126 225 480	- 1 483 010	2 457 530	99,23
				38 000 000	35 248 804	- 1 441 783	4 192 979	88,97
647		AUTRES CHARGES SOCIA	Sous-total	38 000 000	35 248 804	- 1 441 783	4 192 979	92,76
				500 000	425 300		73 700	85,26
648		AUTRES CHARGES DE PE	Sous-total	500 000	425 300		73 700	85,26
				100 000	68 615		31 385	68,62
651		REDEVANCES BREVETS	Sous-total	100 000	68 615		31 385	68,62
				2 200 000	1 573 302		626 698	71,51
671		CHARGES EXCEPT.	Sous-total	2 200 000	1 573 302		626 698	71,51
				1 024 300	169 182		855 118	16,52
672		CHARGES EXCEPT.	Sous-total	1 024 300	169 182		855 118	16,52
				500 000			500 000	00,00
681		DOTATIONS AUX AMORTI	Sous-total	500 000			500 000	00,00
				70 800 000	69 825 900		974 100	98,62
695		IMPOTS SUR LES BENEF	Sous-total	70 800 000	69 825 900		974 100	98,62
				13 000 000	9 676 000		3 324 000	74,43
				13 000 000	9 676 000		3 324 000	74,43
Total Fonctionnement				317 574 300	291 663 072	- 6 501 786	32 413 014	91,84
TOTAL				534 806 910	425 585 800	- 7 322 029	116 543 139	79,58

Paierie de Polynésie Française			ETAT : A				
Organisme : 109    ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA			ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION				
Exercice : 2023							
Ucg : B09    Budget principal							
RECETTES							
Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
131		SUBVENTION	148 500 000 148 500 000	26 000 000 26 000 000		122 500 000 122 500 000	17,51 17,51
275		DEPOTS ET CAUTIONN		307 500 307 500	- 307 500 - 307 500	0	00,00
280		AMORT. IMMOB. INCORP	800 000 800 000			800 000 800 000	00,00
281		AMORT. IMMOB. CORPOR	70 000 000 70 000 000	69 825 900 69 825 900		174 100 174 100	99,75 99,75
Total Investissement			219 300 000	96 133 400	- 307 500	123 474 100	43,84

ETAT : A

ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

Paierie de Polynésie Française  
Organisme : 109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA  
Exercice : 2023  
Ucg : B09 Budget principal

RECETTES

Compte	Programme	Libellé	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions	% Cred. Cons.
706		PRESTATIONS SERVICES	51 245 000	55 435 240	- 3 401 773	- 788 467	
7067		LOCATIONS		201 645		- 201 645	
		Sous-total	51 245 000	55 636 885	- 3 401 773	- 990 112	108,57
707		VENTES MARCHANDISES	5 000 000	4 090 055	- 428 838	1 338 783	73,85
		Sous-total	5 000 000	4 090 055	- 428 838	1 338 783	81,80
708		PROD. ACTIV. ANNEXES	27 755 000	28 624 363	- 1 624 258	754 895	97,28
		Sous-total	27 755 000	28 624 363	- 1 624 258	754 895	103,13
722		IMMOBILISATIONS CORP	5 000 000			5 000 000	
		Sous-total	5 000 000			5 000 000	00,00
744		SUBV. EXPLOIT. TERRI	150 000 000	150 000 000			100,00
		Sous-total	150 000 000	150 000 000		0	100,00
766		GAINS AU CHANGE	0	6		- 6	
		Sous-total	0	6		- 6	00,00
771		PRODUITS EXCEP. OPER	0	789 533		- 789 533	
		Sous-total	0	789 533		- 789 533	00,00
777		QUOTE-PART SUB INVES	72 500 000	72 500 000			100,00
		Sous-total	72 500 000	72 500 000		0	100,00
778		AUTRES PRODUITS OPER	2 500 000	1 922 678		577 322	76,91
		Sous-total	2 500 000	1 922 678		577 322	76,91
781		REPRISES AMORT ET P	2 107 224	2 107 224			100,00
		Sous-total	2 107 224	2 107 224		0	100,00
Total Fonctionnement			316 107 224	315 670 744	- 5 454 869	5 891 349	99,86
TOTAL			535 407 224	411 804 144	- 5 762 369	129 365 449	76,91

Patente de Polynésie Française

Organisme : 109    Etablissement de Gestion et d'Aménagement de Teva

Exercice : 2023

Ucg : B09    Budget principal

Le 14/03/2024

ETAT : B

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

DEPENSES				
Compte	Crédits ouverts	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Crédits disponibles
13	72 500 000	72 500 000		0
15	2 107 224	2 107 224		0
20	2 000 000			2 000 000
21	42 125 366	21 027 534	- 820 243	21 918 095
23	98 500 000	38 287 970		60 212 030
Total Investissement	217 232 610	133 922 728	- 820 243	84 130 125
60	25 000 000	16 335 015	- 659 571	9 324 556
61	8 300 000	8 169 003	- 216 119	347 116
62	19 950 000	13 997 868	- 2 701 303	8 653 435
63	11 000 000	9 947 603		1 052 397
64	165 800 000	161 969 199	- 2 924 793	6 755 594
65	2 200 000	1 573 302		626 698
67	1 524 300	169 182		1 355 118
68	70 800 000	69 825 900		974 100
69	13 000 000	9 676 000		3 324 000
Total Fonctionnement	317 574 300	291 663 072	- 6 501 786	32 413 014
TOTAL	534 806 910	425 585 800	- 7 322 029	116 543 139



Palerie de Polynésie Française

Organisme : 109    ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

Exercice : 2023

Ucg : B09    Budget principal

ETAT : B

SYNTHESE ETAT DE CONSOMMATION ET DE REALISATION

RECETTES

Compte	Prévisions	Mandats ou OR émis	Mandats ou OR annulés	Différence sur prévisions
13	148 500 000	26 000 000		122 500 000
27	0	307 500	- 307 500	0
28	70 800 000	69 825 900		974 100
Total Investissement	219 300 000	96 133 400	- 307 500	123 474 100
60	0			0
61	0			0
62	0			0
64	0			0
70	84 000 000	86 351 303	- 5 454 869	1 103 566
72	5 000 000			5 000 000
74	150 000 000	150 000 000		0
76	0	6		- 6
77	75 000 000	75 212 211		- 212 211
78	2 107 224	2 107 224		0
Total Fonctionnement	316 107 224	315 670 744	- 5 454 869	5 891 349
TOTAL	535 407 224	411 804 144	- 5 762 369	129 365 449

ETAT C

RESULTATS BUDGETAIRES DE L'EXERCICE 2023

109 : ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA  
B09 : Budget principal  
Le : 14-MARS -24 13:51:17

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
<b>Recettes</b>			
Prévisions budgétaires totales	219 300 000	316 107 224	535 407 224
Titres de recettes émis	96 133 400	315 670 744	411 804 144
Réductions de titres	307 500	5 454 869	5 762 369
<b>Recettes nettes</b>	95 825 900	310 215 875	406 041 775
<b>Dépenses</b>			
Autorisations budgétaires totales	217 232 610	317 574 300	534 806 910
Mandats émis	133 922 728	291 663 072	425 585 800
Annulations de mandats	820 243	6 501 786	7 322 029
<b>Dépenses nettes</b>	133 102 485	285 161 286	418 263 771
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>			
Excédent		25 054 589	12 221 996
Déficit	37 276 585		

1 - EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE					
Opérations de fonctionnement			Opérations d'investissement		
PRODUITS (classe 7)		310 215 875	Recettes d'investissement		95 825 900
CHARGES (classe 6)		285 161 286	Dépenses d'investissement		133 102 485
Résultat de l'exercice à reporter	Excédent	25 054 589	Solde des opérations d'investissement	Déficit	- 37 276 585
			Rajout au résultat cptes non budgétaire (c/165)		0
			Solde du compte 165 au 31/12/2023		0
			Déduction faite du solde du c/165 au 31/12/2022		0
			Soit résultat non budgétaire		0
			Diminution du fonds de roulement		- 12 221 996
2 - SITUATION GENERALE					
	Réserves	Situation initiale	Résultats de l'exercice	Résultat non budgétaire	Situation finale
Résultats de fonctionnement reportés		62 091 189	25 054 589		87 145 778
Différence entre Investissements et financements		81 640 243	- 37 276 585		44 363 658
Situation globale		143 731 432	- 12 221 996		131 509 436

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10211		5 954 365 000						5 954 365 000		5 954 365 000
10212		80 000 000						80 000 000		80 000 000
TOTAL 102		6 034 365 000						6 034 365 000		6 034 365 000
1035		5 400 000						5 400 000		5 400 000
TOTAL 103		5 400 000						5 400 000		5 400 000
1068		94 384 907			32 293 718			32 293 718	94 384 907	62 091 189
TOTAL 106		94 384 907			32 293 718			32 293 718	94 384 907	62 091 189
TOTAL 10		6 134 149 907			32 293 718			6 134 149 907		6 101 855 189
129	32 293 718					32 293 718		32 293 718		
TOTAL 129	32 293 718					32 293 718		32 293 718		
TOTAL 12	32 293 718					32 293 718		32 293 718		
1312		885 066 918			26 000 000			891 066 918		891 066 918
TOTAL 131		885 066 918			26 000 000			891 066 918		891 066 918
139	451 469 452		72 500 000					523 969 452	523 969 452	
TOTAL 139	451 469 452		72 500 000					523 969 452	523 969 452	
TOTAL 13	451 469 452		72 500 000		25 000 000			523 969 452	523 969 452	891 066 918
1511		2 107 224	2 107 224					2 107 224		
1518		6 594 347						6 594 347		6 594 347
TOTAL 151		8 701 571	2 107 224					8 701 571	8 701 571	6 594 347
TOTAL 15		8 701 571	2 107 224					8 701 571	8 701 571	6 594 347
TOTAL 1	483 763 170	7 007 918 396	74 607 224	26 000 000		32 293 718		590 664 112	7 066 212 114	6 999 517 454
TOTAL 203										
205	737 802					737 802		737 802		
2053	4 406 639					1 405 490		4 406 639	1 405 490	3 001 149

ETAT E

Le : 14-03-24 01:51 PM

Organisme 109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

Exercice 2023

Ucg B09

BALANCE AU 31/12/23

Page 002 / 010

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE				SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année	
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2058	119 540				737 802		857 342	857 342
TOTAL 205	5 263 981				737 802	2 143 292	6 001 783	2 143 292
TOTAL 20	5 263 981				737 802	2 143 292	6 001 783	2 143 292
21116	5 954 365 000						5 954 365 000	5 954 365 000
TOTAL 211	5 954 365 000						5 954 365 000	5 954 365 000
2121	256 529 070				500 000	4 379 042	257 029 070	4 379 042
2122	103 213 219					1 300 000	103 213 219	1 300 000
TOTAL 212	359 742 289				500 000	5 679 042	360 242 289	5 679 042
213			617 731				617 731	617 731
21316	330 800 000						330 800 000	330 800 000
21317	83 625 952				177 057 583		260 683 535	260 683 535
2135	294 259 112				747 590	997 988	295 006 702	997 988
TOTAL 213	708 685 064		617 731		177 805 173	997 988	887 107 968	997 988
215	126 060					126 060	126 060	126 060
2153					126 060		126 060	126 060
2154	118 510 723					36 106 170	118 510 723	36 106 170
2155	2 025 036		7 327 129	584 908			9 352 165	584 908
TOTAL 215	120 661 819		7 327 129	584 908	126 060	36 232 230	128 115 008	36 817 138
218			2 398 871	235 335			2 398 871	235 335
2181	23 351 948		10 043 578				33 395 526	33 395 526
2182	16 867 337					5 014 454	16 867 337	5 014 454
2183	11 006 227					82 757	11 006 227	82 757
2184	3 920 884		640 225				3 920 884	3 920 884
TOTAL 218	55 146 396		13 062 674	235 335		5 097 211	68 229 070	5 332 546
TOTAL 21	7 198 600 568		21 027 534	820 243	178 431 233	48 006 471	7 398 059 335	48 826 714

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
			Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année			
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
231	747 590				747 590		747 590		747 590	
2313	194 493 410		38 287 970		177 057 583		232 781 380		177 057 583	55 723 797
2318	500 000				500 000		500 000		500 000	
TOTAL 231	195 741 000		38 287 970		178 305 173		234 028 970		178 305 173	55 723 797
TOTAL 23	195 741 000		38 287 970		178 305 173		234 028 970		178 305 173	55 723 797
2751	114 736						114 736		114 736	
2755			307 500	307 500			307 500	307 500		
TOTAL 275	114 736		307 500	307 500			422 236	307 500	114 736	
TOTAL 27	114 736		307 500	307 500			422 236	307 500	114 736	
28053		4 406 639					1 405 490	4 406 639		3 001 149
28058		857 342						857 342		857 342
TOTAL 280		5 263 981					1 405 490	5 263 981		3 858 491
28121		233 882 012		4 889 738			4 379 042	238 571 750		234 192 708
28122		79 985 866		3 651 891			1 300 000	83 637 757		82 337 757
281316		20 000 000		20 000 000			20 000 000	40 000 000		20 000 000
281317		70 699 634		3 231 581				73 931 215		73 931 215
28135		221 352 820		17 190 926			997 988	238 543 746		237 545 758
28153		18 009		18 009		18 009		54 027		54 027
281536		18 009					18 009	18 009		
28154		85 917 838		14 037 643			36 106 170	99 955 481		63 849 311
28155		97 263		302 365				399 628		399 628
28181		4 660 155		4 453 984				9 114 139		9 114 139
28182		14 727 762		482 805			5 014 454	15 210 567		10 196 113
28183		8 152 258		1 566 958			82 757	9 719 216		9 636 459
28184		3 920 884						3 920 884		3 920 884



COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE				SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année	
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
TOTAL 281	743 232 510		69 825 900		67 898 420	18 009	67 898 420	813 076 419
28431	270 800 000					20 000 000		290 800 000
TOTAL 284	270 800 000					20 000 000		290 800 000
TOTAL 28	1 019 296 491		69 825 900		69 303 910	20 018 009	69 303 910	1 109 140 400
TOTAL 2	7 399 720 285	1 019 296 491	59 623 004	70 953 643	248 472 945	248 472 945	7 707 816 234	1 338 723 079
4011		1 202 885			1 202 885		1 202 885	1 202 885
4012					60 758 357	60 758 357	60 758 357	60 758 357
4041		9 179 338			9 179 338		9 179 338	9 179 338
4042					61 376 862	61 376 862	61 376 862	61 376 862
4047		10 763 951			2 199 181	2 716 780	2 199 181	13 480 731
408		5 060 003			5 060 003	361 096	5 060 003	5 421 099
TOTAL 40	26 206 177				139 776 626	125 213 095	139 776 626	151 419 272
411109	345 437						345 437	345 437
411111	1 000 000						1 000 000	1 000 000
411112	1 212 850						1 212 850	1 212 850
411113	1 000 000						1 000 000	1 000 000
411114	1 780						1 780	1 780
411116	77 690						77 690	77 690
411117	1 776 600					32 000	1 776 600	1 744 600
411118	522 114						522 114	522 114
411119	441 456						441 456	441 456
411120	225 435					189 840	225 435	189 840

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
411121	1 583 003					142 380	1 583 003	142 380	1 440 623	
411122	2 267 215					629 992	2 267 215	629 992	1 637 223	
411123					103 791 561	101 225 483	103 791 561	101 225 483	2 566 078	
418	5 328 869					5 328 869	5 328 869	5 328 869		
TOTAL 41	15 782 449				103 791 561	107 548 564	119 574 010	107 548 564	12 025 446	
421		525 411			114 895 652	114 370 241	114 895 652	114 895 652		
427					51 710	51 710	51 710	51 710		
TOTAL 42		525 411			114 947 362	114 421 951	114 947 362	114 947 362		
431					48 115 798	48 115 798	48 115 798	48 115 798		
4378		8 534			39 655	31 261	39 655	39 795		140
TOTAL 43		8 534			48 155 453	48 147 059	48 155 453	48 155 593		140
4411					26 000 000	26 000 000	26 000 000	26 000 000		
4417					150 000 000	150 000 000	150 000 000	150 000 000		
4455		640 779			7 295 687	8 036 621	7 295 687	8 677 400		1 381 713
44562					2 061 358	2 061 358	2 061 358	2 061 358		
44566					1 079 559	1 079 559	1 079 559	1 079 559		
44567					11 177 538	11 177 538	11 177 538	11 177 538		
4457		681 032			11 193 918	10 947 497	11 193 918	11 628 529		434 611
TOTAL 44		1 321 811			208 808 060	209 302 573	208 808 060	210 624 394		1 816 324



BALANCE AU 31/12/23

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE				SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année	
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4664		685 314	131 993	415 349	131 993	1 100 663	131 993	968 670
4668			58 350	58 350	58 350	58 350	58 350	
TOTAL 46		685 314	190 343	473 699	190 343	1 159 013	190 343	968 670
4713		4	6	9	6	13		7
47151		71 190	91 149 341	91 078 151	91 149 341	91 149 341	91 149 341	
4718		283 468	39 869 683	39 851 150	39 869 683	40 134 618	39 869 683	264 935
4721			10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	
TOTAL 47		354 662	131 029 030	130 939 310	131 029 030	131 293 972	131 029 030	264 942
TOTAL 4	15 782 449	29 101 909	746 698 435	738 046 251	762 480 884	765 148 160	12 025 446	14 692 722
515	156 980 892		276 442 937	299 317 117	433 423 829	299 317 117	134 105 712	
543	50 000		131 482	131 482	181 482	131 482	50 000	
5451	20 000				20 000		20 000	
581			145 429 183	145 429 183	145 429 183	145 429 183	145 429 183	
TOTAL 5	157 050 892		422 003 602	444 877 782	579 054 494	444 877 782	134 176 712	
6061			7 306 167	638 202	7 306 167	638 202		
6063			2 785 834	18 369	2 785 834	18 369		
6064			127 837		127 837			

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE				SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année	
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6065			65 740				65 740	
6068			2 250 154	3 000			2 250 154	3 000
6071			3 819 283				3 819 283	
TOTAL 60			16 335 015	659 571			16 335 015	659 571
613			1 976 176				1 976 176	
615			61 475	61 475			61 475	61 475
6152			1 970 626	124 980			1 970 626	124 980
6155			456 143	25 030			456 143	25 030
6156			2 063 217	4 634			2 063 217	4 634
6161			1 641 366				1 641 366	
TOTAL 61			8 169 003	216 119			8 169 003	216 119
622			780 000				780 000	
6226			4 119 549	109 672			4 119 549	109 672
6227			66 837				66 837	
6228			124 110				124 110	
6231			529 615				529 615	
6233			197 837				197 837	
6236			18 842				18 842	
6238			32 902				32 902	
625			3 870 527	2 590 991			3 870 527	2 590 991
6251			685 848				685 848	

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE				SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année	
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
626			1 069 977	640			1 069 977	640
6261			640				640	
627			10 000				10 000	
6271			1 108 672				1 108 672	
628			29 575				29 575	
6281			35 000				35 000	
6282			499 930				499 930	
6288			818 007				818 007	
TOTAL 62			13 997 868	2 701 303			13 997 868	2 701 303
6313			611 286				611 286	
6318			182 730				182 730	
6351			9 153 587				9 153 587	
TOTAL 63			9 947 603				9 947 603	
6411			120 860 992	1 245 559			120 860 992	1 245 559
6412			203 262				203 262	
6414			5 161 226	237 451			5 161 226	237 451
6451			35 248 804	1 441 783			35 248 804	1 441 783
647			426 300				426 300	
6481			68 615				68 615	
TOTAL 64			161 969 199	2 924 793			161 969 199	2 924 793

COMpte	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE						SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année		Débit	Crédit
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit		
6511			1 573 302				1 573 302		1 573 302	
TOTAL 65			1 573 302				1 573 302		1 573 302	
67183			169 182				169 182		169 182	
TOTAL 67			169 182				169 182		169 182	
6811			69 825 900				69 825 900		69 825 900	
TOTAL 68			69 825 900				69 825 900		69 825 900	
695			9 676 000				9 676 000		9 676 000	
TOTAL 69			9 676 000				9 676 000		9 676 000	
TOTAL 6			291 663 072	6 501 786			291 663 072	6 501 786		
706			3 401 773	55 329 046			3 401 773	55 329 046		
70640				75 221				75 221		
70641				30 973				30 973		
7067				201 645				201 645		
707			428 838	4 090 055			428 838	4 090 055		
708			1 498 258	20 850 363			1 498 258	20 850 363		
7083			126 000	7 774 000			126 000	7 774 000		
TOTAL 70			5 454 869	88 351 303			5 454 869	88 351 303		

COMPTE	BALANCE D'ENTREE		OPERATIONS DE L'ANNEE				SOLDE	
	Débit	Crédit	Opérations budgétaires		Opérations non budgétaires		Total de l'année	
			Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
7441				150 000 000				150 000 000
TOTAL 74				150 000 000				150 000 000
766				6				6
TOTAL 76				6				6
7712				789 533				789 533
777				72 500 000				72 500 000
778				592 566				592 566
7788				1 330 112				1 330 112
TOTAL 77				75 212 211				75 212 211
781				2 107 224				2 107 224
TOTAL 78				2 107 224				2 107 224
TOTAL 7			5 454 869	315 670 744			5 454 869	315 670 744
Résultat								25 054 589
Résultat ONB								
TOTAL	8 056 316 796	8 056 316 796	431 348 169	419 126 173	1 449 468 700	1 461 690 696	9 937 133 665	9 937 133 665
							8 079 101 255	8 079 101 255

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<u>Immobilisations incorporelles</u>				
201 Frais d'établissement				
203 Frais de recherche et de développement				
205 Concessions et droits similaires	3 858 491	3 858 491		
206 Droit au bail				
208 Autres immobilisations incorporelles				
237 Avances et acomptes				
232 Immobilisations incorporelles en cours				
<u>Immobilisations corporelles</u>				
211 Terrains	5 954 365 000		5 954 365 000	5 954 365 000
212 Aménagements de terrains	354 563 247	316 530 465	38 032 782	46 074 411
213 Constructions	886 109 960	622 276 973	263 833 007	125 832 610
214 Constructions sur sol d'autrui				
215 Installations techniques, matériels, outillage	91 297 870	64 302 966	26 994 904	34 610 700
216 Collections				
218 Autres immobilisations	62 896 524	32 867 595	30 028 929	23 685 337
231 Immobilisations corporelles en cours	55 723 797		55 723 797	195 741 000
238 Avances et acomptes				
<u>Immobilisations financières</u>				
261 Participations et créances rattachées à la participation				
271 Titres immobilisés (droits de propriété)				
272 Titres immobilisés (droits de créance)				

CADRE 6 - BILAN

14-MARS-24 13:51:52

ETAT F

Ucg : B09

Organisme : 109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	NET	
<u>Immobilisations financières</u>				
274 Prêts				114 736
275 Dépôts et cautionnements versés	114 736		114 736	
277 Autres créances immobilisées				
TOTAL 1	7 408 929 645	1 039 836 490	6 369 093 155	6 380 423 794
ACTIF CIRCULANT				
<u>Stocks en cours</u>				
371 Marchandises (à revendre en l'état)				
<u>Créances d'exploitation : Clients</u>				
411 Clients divers				10 453 560
413 Douane	12 025 446		12 025 446	
418 Clients, produits non encore facturés				5 328 869
<u>Créances d'exploitation : autres</u>				
429 Déficits et débits des régisseurs				
438 Produits à recevoir CPS				
4411 Subventions d'investissement				
4417 Subventions d'exploitation				
445 TVA				
462 Créances sur cession d'immobilisations				
463 Autres comptes débiteurs				
458 Comptabilités distinctes rattachées				



Organisme : 109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

ACTIF	Exercice 2023		Exercice 2022
	BRUT	AMORTISSEMENTS PROVISIONS	
		NET	
<u>Créances d'exploitation : autres</u>			
4581 Maîtrise d'ouvrage			
443 Opérations part. avec état et collectivités			
4684 Produits à recevoir sur RA			
4687 Produits à recevoir			
<u>Créances diverses</u>			
50 Valeurs mobilières de placement			
5117 Chèques impayés			
515 Compte au Trésor	134 106 712	134 106 712	156 980 892
543 Régie d'avance	50 000	50 000	50 000
545 Régie de recettes	20 000	20 000	20 000
531 Caisse			
<b>TOTAL 2</b>	<b>146 202 158</b>	<b>146 202 158</b>	<b>172 833 341</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>			
<u>Comptes de régularisation</u>			
481 Charges à répartir			
472 Dépenses à régulariser			
486 Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL 3</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>7 555 131 803</b>	<b>1 039 836 490</b>	<b>6 515 295 313</b>
			<b>6 553 257 135</b>



CADRE 6 - BILAN14-MARS -24 13:51:59ETAT G

109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVAUcg : B09

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
102 Affectations	6 034 365 000	6 034 365 000
103 Biens remis en pleine propriété des établissements	5 400 000	5 400 000
106 Réserves	62 091 189	94 384 907
110 Report à nouveau (solde créditeur)		
119 Report à nouveau (perte)	25 054 589	
120 Résultat de l'exercice (bénéfices)		- 32 293 718
129 Résultat de l'exercice (pertes)	367 097 466	413 597 466
13 Subventions d'investissement	6 494 008 244	6 515 453 655
TOTAL 1		
PROVISIONS		
15 Provisions pour risques et charges	6 594 347	8 701 571
TOTAL 2	6 594 347	8 701 571
DETTES		
Dettes Financières		
16 sauf 165 Emprunts auprès des établissements		
165 Dépôts et cautionnements reçus		
519 Concours bancaires courants		
Dettes d'exploitation: Fournisseurs		
401 Fournisseurs		1 202 885

CADRE 6 - BILAN		14-MARS -24 13:51:59	ETAT G
109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA		Ucg : B09	
PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022	
	NET	NET	
<u>Dettes d'exploitation: Fournisseurs</u>			
408 Fournisseurs-Factures non parvenues	361 096	5 060 003	
<u>Dettes d'exploitation: Fiscales et sociales</u>			
421 Personnel		525 411	
427 Oppositions			
431 CPS			
4378 Contribution pour la Solidarité	140	8 534	
438 Autres charges sociales			
428 Personnel - Charges à payer			
445 TVA	1 816 324	1 321 811	
<u>Dettes d'exploitation: Dettes diverses</u>			
404 Fournisseurs d'immobilisation			
407 Oppositions			
4191 Avances et acomptes reçus	11 281 550	19 943 289	
4582 Maîtrise d'ouvrage			
466 Créanciers divers	968 670	685 314	
467 Autres comptes créditeurs			
4682 Charges à payer sur RA			
473 Recettes à transférer			
TOTAL 3	14 427 780	28 747 247	
COMPTES DE REGULARISATION			

CADRE 6 - BILAN		14-MARS -24 13:51:59		ETAT G	
109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA		Ucg : B09			
PASSIF		Exercice 2023	Exercice 2022		
		NET	NET		
4386	Autres charges à payer				
471	Recettes à classer				
487	Produits constatés d'avance	264 942	354 862		
4781	Frais de poursuites				
448	Territoire Charges à payer				
477	Gain au change	264 942	354 862		
TOTAL 4		264 942	354 862		
TOTAL GENERAL		6 515 235 313	6 553 257 135		
Total Classe 1		6 500 602 591			
Fonds de roulement consolidé des provisions pour créances douteuses		131 509 436			

COMPTE DE RESULTAT		14-MARS -24 13:52:10	ETAT H
109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA		Ucg : B09	
CHARGES (hors taxes)		Exercice 2023	Exercice 2022
CHARGES D'EXPLOITATION			
Coût d'achat des marchandises vendues dans l'exercice			
807,608 Achats de marchandises		3 819 283	3 765 117
6037 Variation des stocks de marchandises		3 819 283	3 765 117
609 Rabais,remises, ristournes obtenus sur achat			
CONSOMMATION DE L'EXERCICE EN PROVENANCE DES TIERS			
Achats stockés d'approvisionnement		19 809 045	21 382 344
601 Achats de matières premières			
602 Autres approvisionnements			
603 sauf 6037 Variation des stocks d'approvisionnement		7 952 884	6 312 959
61 Achats de sous-traitance		11 856 161	15 049 385
604,605,606 Achats non stockés de matière et fournitures		11 236 565	16 082 454
Services extérieurs			
621 Personnel intérimaire		11 296 565	16 082 454
62 sauf 621 Autres			
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES			
Impôts		9 947 603	9 911 319
63 Impôts		9 947 603	9 911 319
Charges de personnel		159 044 406	141 559 952
641 Rémunération du personnel permanent		124 742 470	112 140 460
643 Rémunération du personnel sur crédits			
644 Rémunération du personnel recruté sur convention			

COMPTES DE RESULTAT		14-MARS -24 13:52:10		ETAT H	
109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA		Ucg : B09			
CHARGES (hors taxes)		Exercice 2023	Exercice 2022		
<u>Charges de personnel</u>					
645 Charges sociales		33 807 021	29 119 184		
646,647,648 Autres		494 915	300 308		
<u>Autres charges</u>					
65 Autres charges de gestion courante		1 573 302	2 037 704		
<u>Charges financières</u>					
666 Dotations aux amortissements et aux provisions					
661 Charges d'intérêts					
665 Escomptes accordés					
666 Pertes au change					
667 Charge nette sur cession de valeurs mobilières de placement					
668 Autres charges financières		1 573 302	2 037 704		
<u>Charges exceptionnelles</u>					
671 Charges exceptionnelles sur opérations de l'exercice		159 182	656 740		
672 Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs		169 182	656 740		
675 Valeur comptable des éléments d'actif cédés					
678 Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital					
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>					
		69 825 900	59 540 838		

COMPTES DE RESULTAT		14-MARS -24 13:52:10	ETAT H
109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA		Ucg : B09	
CHARGES (hors taxes)		Exercice 2023	Exercice 2022
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>			
681 Sur immobilisations : dotations aux amortissements et aux provisions (a)		69 825 900	59 540 838
687 Dotations aux amortissements et aux provisions (charges exceptionnelles)			
<u>Impôts sur les bénéfices</u>			
69 Impôts sur les bénéfices		9 676 000	11 190 150
		9 676 000	11 190 150
	Sous - total	285 161 286	266 106 618
	Solde créditeur : Bénéfice	25 054 589	
TOTAL GENERAL		310 215 875	266 106 618

COMPTE DE RESULTAT		14-MARS-24 13:52:18	ETAT I
109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA		Ucg : B09	
PRODUITS (hors taxes)		Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
707 Ventes de marchandises vendues dans l'exercice		3 661 217	5 027 352
<u>Production vendue</u>		3 661 217	5 027 352
701 702 703 Ventes		79 235 217	73 929 453
704 Travaux			
705 706 708 Prestations de services et études, activités annexes		79 235 217	73 929 453
709 Rabais, remises et ristournes accordées par l'établissement			
Montant net du chiffre d'affaires		82 896 434	78 956 805
<u>Production stockée</u>			
71251 Taxe spécifique des Grands Travaux			
7133 En cours de production de biens			
7134 En cours de production de services			
7135 Produits			
<u>Production immobilisée</u>			
72 Production immobilisée			
<u>Subvention d'exploitation</u>		150 000 000	150 000 000
74 Subvention d'exploitation		150 000 000	150 000 000
<u>Reprises sur amortissements et provisions</u>		2 107 224	
78 Reprises sur amortissements et provisions		2 107 224	
<u>Transferts de charges</u>			
79 Transferts de charges			

COMPTE DE RESULTAT		14-MARS -24 13:52:18	ETAT I
109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA		Ucg : B09	
PRODUITS (hors taxes)		Exercice 2023	Exercice 2022
<u>Autres produits</u>			
75 Autres produits			
PRODUITS FINANCIERS			
<u>Produits financiers</u>			
761 De participation		6	
762 D'autres immobilisations financières			
763 D'autres créances			
764 Revenus de valeurs mobilières de placement			
765 Escomptes obtenus			
766 Gains de change		6	
767 Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
768 Autres produits financiers			
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
<u>Produits exceptionnels</u>			
771 Produits exceptionnels sur opérations de gestion		75 212 211	4 856 095
775 Produits de cessions d'éléments d'actifs		788 533	390 000
776 Produits issus de la neutralisation des amortissements			
777 Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat		72 500 000	3 984 365
778 Autres produits exceptionnels		1 922 678	481 730
774 Produits exceptionnels ope. antérieures			
Sous - total		310 215 875	233 812 900
			32 293 718
TOTAL GENERAL		310 215 875	266 106 618



ETAT J

VALEURS INACTIVES

109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

EXERCICE 2023

DESIGNATION DES COMPTES		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
COMpte	INTITULE	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteur	Créditeur

NIÉANT

ETAT K

PAIERIE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2023

109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

COMPTES	DEBIT	CREDIT
10211		5 954 365 000
10212		80 000 000
1035		5 400 000
1068		62 091 189
120		25 054 589
1312		891 066 918
1391	523 969 452	
1518		
2053	3 001 149	
2058	857 342	
21116	5 954 365 000	
2121	252 650 028	
2122	101 913 219	
213	617 731	
21316	330 800 000	
21317	260 683 535	
2135	294 008 714	
2153	126 060	
2154	82 404 553	
2155	8 767 257	
218	2 163 536	
2181	33 395 526	
2182	11 852 883	
2183	11 563 695	
2184	3 920 884	
2313	55 723 797	

ETAT K

PAIERIE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2023

109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

COMPTES	DEBIT	CREDIT
2751	114 736	3 001 149
28053		857 342
28058		234 192 708
28121		82 337 757
28122		20 000 000
281316		73 931 215
281317		237 545 758
28135		54 027
28153		63 849 311
28154		399 628
28155		9 114 139
28181		10 196 113
28182		9 636 459
28183		3 920 884
28184		290 800 000
28431		
4047		11 281 550
408		361 096
411109	345 437	
411111	1 000 000	
411112	1 212 850	
411113	1 000 000	
411114	1 780	
411116	77 690	
411117	1 744 600	
411118	522 114	
411119	441 456	
411120	35 595	

ETAT K

PAIERIE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

BALANCE DEFINITIVE DE L'EXERCICE 2023

109 ETABLISSEMENT DE GESTION ET D'AMENAGEMENT DE TEVA

COMPTES	DEBIT	CREDIT
411121	1 440 623	140
411122	1 637 223	1 381 713
411123	2 566 078	434 611
4378		968 670
4455		7
4457		264 935
4664		
4713		
4718		
516	134 106 712	
543	50 000	
5451	20 000	
TOTAUX	8 079 101 255	8 079 101 255

Le comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier. Il affirme, en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

28 MAR 2024  
Pour l'Administrateur Général  
des Finances  
La responsable  
du réseau des finances  
Anne-Sophie LOCQUETON-BOUPIL  
Inspectrice Financière

Le payeur de la Polynésie française  
par procuration  
A Papeete, le 15 MAR 2024  
Isabelle COZIEN

L'Ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des mandats de dépenses et du montant des titres de recette inscrits au présent compte financier.

A Papeete, le 09 avril 2024  
  
Le Directeur  
de la Trésorerie  
de la Polynésie Française

Adopté par le conseil d'Administration dans sa séance du

A Papeete, le

Le président du conseil d'Administration,


ETABLISSEMENT DE GESTION ET  
D'AMENAGEMENT DE TEVA

ATTESTATION DE CONFORMITE

L'ordonnateur soussigné certifie que les montants des opérations budgétaires mentionnés sur la balance générale au 31/12/2023 correspondent à la totalité des opérations budgétaires mandatées et mises en recouvrement par l'établissement au titre de l'exercice 2023

Cette attestation remplace la validation générale portée sur les derniers bordereaux de mandats et de titres.  
Celle-ci n'est plus possible du fait de la non intégration dans Poly-GF du montant des rejets effectués par le comptable dans le cumul des émissions des mandats et des ordres de recette.

A Papeete,  
Le 03 décembre 2023  
L'ordonnateur



**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : EGA23202450DL-5

**DÉLIBÉRATION N° 2024 -1/APF**

**DU 18 JANVIER 2024**

portant approbation du compte financier de  
l'exercice 2022 de l'Établissement de gestion et  
d'aménagement de Teva et affectation de son résultat

**LA COMMISSION PERMANENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 85-1034 AT du 23 mai 1985 portant création de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva ;

Vu l'arrêté n° 647 CM du 2 juillet 1985 relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva ;

Vu l'arrêté n° 1837 CM du 12 octobre 2023 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 21/2024/APF/SG du 11 janvier 2024 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 106-2023 du 8 novembre 2023 de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien ;

Dans sa séance du 18 janvier 2024

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le montant définitif des recettes du compte financier de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2022 est arrêté à la somme de trois cent quarante-trois millions trois cent cinquante-trois mille sept cent trente-huit F CFP (343 353 738 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement .....	233 812 900 F CFP
Section II d'investissement .....	109 540 838 F CFP
<b>TOTAL .....</b>	<b>343 353 738 F CFP</b>

**Article 2.-** Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2022 est arrêté à la somme de quatre cent millions cinq cent soixante-dix-huit mille neuf cent cinquante F CFP (400 578 950 F CFP) se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement .....	266 106 618 F CFP
Section II d'investissement .....	134 472 332 F CFP
<b>TOTAL .....</b>	<b>400 578 950 F CFP</b>

**Article 3.-** Le compte financier de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva pour l'exercice 2022 annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I FONCTIONNEMENT	Section II OPÉRATIONS EN CAPITAL	TOTAL
RECETTES (en F CFP)	233 812 900	109 540 838	343 353 738
DÉPENSES (en F CFP)	266 106 618	134 472 332	400 578 950
RÉSULTATS	-32 293 718	- 24 931 494	- 57 225 212

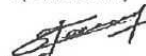
**Article 4.-** Le résultat d'exploitation de l'exercice 2022, soit un déficit de 32 293 718 F CFP est affecté au compte :

- 1068 : autres réserves ..... - 32 293 718 F CFP

**Article 5.-** Au 31 décembre de l'exercice 2022, le fonds de roulement de l'Établissement de gestion et d'aménagement de Teva est de cent quarante-trois millions sept cent trente et un mille quatre cent trente-deux F CFP (143 731 432 F CFP).

**Article 6.-** Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La Secrétaire,



Jeanne VAIANUI

Le Président,



Oscar, Manutahi TEMARU



**Délibération n° 2024-110 APF du 28 novembre 2024 portant approbation du compte financier de l'exercice 2023 de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de la Polynésie française et affectation de son résultat***NOR : EPE24202043DL-5*

L'Assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 94-77 AT du 23 juin 1994 portant création de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 351 CM du 14 mars 2001 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement, aux règles financières, budgétaires et comptables de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1498 CM du 2 septembre 2024 soumettant un projet de délibération à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 2033-2024 APF/SG du 19 novembre 2024 portant convocation en séance des représentants à l'Assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 100-2024 du 23 septembre 2024 de la commission de l'agriculture et des ressources marines ;

Dans sa séance du 28 novembre 2024,

Adopte :

Article 1er. — Le montant définitif des recettes du compte financier de l'exercice 2023 de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de la Polynésie française est arrêté à la somme de 579 871 641 F CFP (cinq-cent-soixante-dix-neuf-millions-huit-cent-soixante-et-onze-mille-six-cent-quarante-et-un francs CFP), se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement : 546 619 177 F CFP

Section II d'investissement : 33 252 464 F CFP

Total : 579 871 641 F CFP

Art. 2. — Le montant définitif des dépenses du compte financier de l'exercice 2023 de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de la Polynésie française est arrêté à la somme de 611 406 725 F CFP (six-cent-onze-millions-quatre-cent-six-mille-sept-cent-vingt-cinq francs CFP), se décomposant comme suit :

Section I de fonctionnement : 527 315 352 F CFP

Section II d'investissement : 84 091 373 F CFP

Total : 611 406 725 F CFP

Art. 3. — Le compte financier de l'exercice 2023 de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de la Polynésie française, annexé à la présente délibération, est définitivement fixé ainsi qu'il suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes (en F CFP)	546 619 177	33 252 464	579 871 641
Dépenses (en F CFP)	527 315 352	84 091 373	611 406 725
Résultats	19 303 825	- 50 838 909	- 31 535 084
CAF	31 958 197		
Variation du fonds de roulement	- 18 080 712		

Art. 4. — Le résultat de l'exercice 2023 de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de la Polynésie française soit un excédent de 19 303 825 F CFP est affecté aux comptes :

119 - Report à nouveau (solde débiteur) (LPA) pour 4 740 536 F CFP ;

1062 - Réserves facultatives (solde créditeur) (CFPPA) pour 38 265 968 F CFP ;

119 - Report à nouveau (solde débiteur) (exploitation agricole) pour 14 221 608 F CFP.

Art. 5. — Au 31 décembre de l'exercice 2023, le fonds de roulement de l'Établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) de la Polynésie française est de 276 565 761 F CFP (deux-cent-soixante-seize-millions-cinq-cent-soixante-cinq-mille-sept-cent-soixante-et-un francs CFP).

Art. 6. — Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*  
Odette HOMAI

*Le président,*  
Antony GÉROS

EPEFFPA Opunohu  
Exercice 2023

BALANCE GENERALE de l'exercice 2023  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 1 / 10

Compte	Libellé du compte	DEBITS		CREDITS		SOLDES			
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Credit
1021	Dotation	0,00	0,00	0,00	71 768 233,00	0,00	71 768 233,00	0,00	71 768 233,00
1041	Valeur initiale des financements rattachés a des actifs	0,00	0,00	0,00	8 364 320,00	9 553 699,00	17 918 019,00	0,00	17 918 019,00
10413	Financement des autres actifs - Etat	0,00	0,00	0,00	149 752 675,00	0,00	149 752 675,00	0,00	149 752 675,00
10493	Reprise au résultat du financement des autres actifs - E	66 227 657,00	0,00	66 227 657,00	0,00	0,00	66 227 657,00	0,00	0,00
1062	Réserves facultatives	0,00	0,00	0,00	375 029 210,00	38 333 266,49	413 362 476,49	0,00	413 362 476,49
10	CAPITAL ET RESERVES	66 227 657,00	0,00	66 227 657,00	604 914 438,00	47 886 965,49	652 801 403,49	66 227 657,00	652 801 403,49
119	Report à nouveau (solde débiteur)	87 779 528,56	18 998 147,79	106 777 676,35	0,00	0,00	106 777 676,35	0,00	0,00
11	REPORT A NOUVEAU(solde crédit ou débit.)	87 779 528,56	18 998 147,79	106 777 676,35	0,00	0,00	106 777 676,35	0,00	0,00
12	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéf. ou perte)	0,00	38 333 266,49	38 333 266,49	19 335 118,70	18 998 147,79	38 333 266,49	0,00	0,00
12	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéf. ou perte)	0,00	38 333 266,49	38 333 266,49	19 335 118,70	18 998 147,79	38 333 266,49	0,00	0,00
13412	Régions	0,00	0,00	0,00	549 807 767,00	23 698 765,00	573 506 532,00	0,00	573 506 532,00
13417	Autres organismes	0,00	0,00	0,00	6 563 246,00	0,00	6 563 246,00	0,00	6 563 246,00
13492	Régions	228 003 605,00	0,00	228 003 605,00	0,00	0,00	228 003 605,00	0,00	0,00
13497	Autres organismes	849 150,00	0,00	849 150,00	0,00	0,00	849 150,00	0,00	0,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	228 852 755,00	0,00	228 852 755,00	556 371 013,00	23 698 765,00	580 069 778,00	228 852 755,00	580 069 778,00
1	COMPTES DE CAPITAUX	382 859 940,56	57 331 414,28	440 191 354,84	1 180 620 569,70	90 583 878,28	1 271 204 447,98	401 858 088,35	1 232 871 181,49
201	Frais d'établissement	1 141 300,00	0,00	1 141 300,00	0,00	0,00	1 141 300,00	0,00	0,00
205	Conces droits simil.brevets, licences,...	821 185,00	0,00	821 185,00	0,00	0,00	821 185,00	0,00	0,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 962 485,00	0,00	1 962 485,00	0,00	0,00	1 962 485,00	0,00	0,00
21111	Reçus en dotation ou en affectation	39 524 552,00	0,00	39 524 552,00	0,00	0,00	39 524 552,00	0,00	0,00
2121	Terrains nus	1 939 787,00	0,00	1 939 787,00	0,00	0,00	1 939 787,00	0,00	0,00
2131	Bâiments	211 141 351,00	0,00	211 141 351,00	0,00	0,00	211 141 351,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements, aménagements	231 171 666,00	7 140 043,00	238 311 709,00	0,00	0,00	238 311 709,00	0,00	0,00
2138	Ouvrages d'infrastructure	4 395 456,00	0,00	4 395 456,00	0,00	0,00	4 395 456,00	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	26 783 739,00	0,00	26 783 739,00	0,00	0,00	26 783 739,00	0,00	0,00
21512	Acquis	0,00	927 930,00	927 930,00	0,00	0,00	927 930,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	12 087 185,00	0,00	12 087 185,00	0,00	0,00	12 087 185,00	0,00	0,00
2154	Matériel, outillage, agencements et aménagements	145 562 114,00	50 155 045,00	195 717 159,00	0,00	0,00	195 717 159,00	0,00	0,00
21542	Acquis	0,00	3 339 791,00	3 339 791,00	0,00	0,00	3 339 791,00	0,00	0,00

EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023

BALANCE GENERALE de l'exercice 2023  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 2 / 10

Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
217	Amélioration du fonds	8 777 825,00	0,00	8 777 825,00	0,00	0,00	0,00	8 777 825,00	0,00
2181	Instal. gles. agencements, aménag. divers (non insc. b	148 068 036,00	0,00	148 068 036,00	0,00	0,00	0,00	148 068 036,00	0,00
2182	Matériel de transport	86 402 576,00	5 720 000,00	92 122 576,00	0,00	0,00	0,00	92 122 576,00	0,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	68 770 218,00	4 223 923,00	72 994 141,00	0,00	0,00	0,00	72 994 141,00	0,00
2184	Mobilier	81 802 173,00	601 042,00	82 403 215,00	0,00	0,00	0,00	82 403 215,00	0,00
2188	Autres	44 008 737,00	3 749 302,00	47 758 039,00	0,00	0,00	0,00	47 758 039,00	0,00
21	IMMO. CORPORELLES (hors biens vivants)	1 110 435 415,00	75 857 076,00	1 186 292 491,00	0,00	0,00	0,00	1 186 292 491,00	0,00
2313	Constructions	5 177 721,00	12 502 018,00	17 679 739,00	0,00	4 267 721,00	4 267 721,00	13 412 018,00	0,00
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 177 721,00	12 502 018,00	17 679 739,00	0,00	4 267 721,00	4 267 721,00	13 412 018,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	15 000,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
2801	Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	913 040,00	114 130,00	1 027 170,00	0,00	1 027 170,00
2805	Concessions et droits similaires, brevet, licences, logici	0,00	0,00	0,00	821 185,00	0,00	821 185,00	0,00	821 185,00
28121	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	1 563 787,00	0,00	1 563 787,00	0,00	1 563 787,00
28125	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	376 000,00	0,00	376 000,00	0,00	376 000,00
28131	Bâtiments	0,00	1 632 183,00	1 632 183,00	73 327 042,00	2 669 017,00	75 996 059,00	0,00	74 363 876,00
28135	Installations générales, agencements,...	0,00	13 057 060,00	13 057 060,00	108 416 873,00	18 586 104,00	127 002 977,00	0,00	113 945 917,00
28138	Ouvrages d'infrastructure	0,00	0,00	0,00	4 395 456,00	0,00	4 395 456,00	0,00	4 395 456,00
28151	Installations complexes spécialisées	0,00	3 838 738,00	3 838 738,00	253 943,00	4 044 016,00	4 297 959,00	0,00	459 221,00
28153	Installations à caractère spécifique	0,00	99 167,00	99 167,00	9 688 752,00	345 992,00	10 034 744,00	0,00	9 935 577,00
28154	Matériel, outillage, agencements aména.	0,00	9 429 725,00	9 429 725,00	95 043 959,00	12 049 438,00	107 093 397,00	0,00	97 663 672,00
2817	Amélioration du fonds	0,00	0,00	0,00	8 777 825,00	0,00	8 777 825,00	0,00	8 777 825,00
28181	Installations générales, agencements,...	0,00	808 790,00	808 790,00	116 598 794,00	1 207 969,00	117 806 763,00	0,00	116 997 973,00
28182	Matériel de transport	0,00	8 773 626,00	8 773 626,00	40 483 519,00	9 171 626,00	49 655 145,00	0,00	40 881 519,00
28183	Matériel de bureau et matériel informat.	0,00	3 208 445,00	3 208 445,00	54 439 557,00	4 959 793,00	59 399 350,00	0,00	56 190 905,00
28184	Mobilier	0,00	363 908,00	363 908,00	68 324 943,00	432 064,00	68 757 007,00	0,00	68 393 099,00
28188	Autres	0,00	2 489 821,00	2 489 821,00	30 363 952,00	3 291 604,00	33 655 556,00	0,00	31 165 735,00
28753	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	718 533,00	262 878,00	981 411,00	0,00	981 411,00
28783	Matériel de bureau et matériel informat.	0,00	0,00	0,00	69 305,00	21 204,00	90 509,00	0,00	90 509,00

EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023

BALANCE GENERALE de l'exercice 2023  
COMPTES FINANCIERS DEFINITIFS

Edité le 21/01/2024  
Page 3 / 10

Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	0,00	43 701 463,00	43 701 463,00	614 576 465,00	57 155 835,00	671 732 300,00	0,00	628 030 837,00
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	1 117 590 621,00	132 060 557,00	1 249 651 178,00	614 576 465,00	61 423 556,00	676 000 021,00	1 201 681 994,00	628 030 837,00
3011	Engrais et amendements	1 115 376,00	707 178,00	1 822 554,00	0,00	1 115 376,00	1 115 376,00	707 178,00	0,00
3012	Semences et plants	408 688,00	130 616,00	539 304,00	0,00	408 688,00	408 688,00	130 616,00	0,00
3013	Produits de défense des végétaux	1 002 765,00	924 205,00	1 926 970,00	0,00	1 002 765,00	1 002 765,00	924 205,00	0,00
3014	Aliments du bétail	2 336 655,00	3 238 560,00	5 575 215,00	0,00	2 336 655,00	2 336 655,00	3 238 560,00	0,00
3015	Produits de défense des animaux	1 795 122,00	1 990 801,00	3 785 923,00	0,00	1 795 122,00	1 795 122,00	1 990 801,00	0,00
3017	Emballages	1 751 450,00	3 385 500,00	5 136 950,00	0,00	1 751 450,00	1 751 450,00	3 385 500,00	0,00
3021	Carburants et lubrifiants	225 000,00	15 750,00	240 750,00	0,00	225 000,00	225 000,00	15 750,00	0,00
3022	Produits d'entretien	319 947,00	432 986,00	752 933,00	0,00	319 947,00	319 947,00	432 986,00	0,00
3027	Autres fournitures consommables	447 638,00	331 638,00	779 276,00	0,00	447 638,00	447 638,00	331 638,00	0,00
3028	Matières premières	907 033,00	720 912,00	1 627 945,00	0,00	907 033,00	907 033,00	720 912,00	0,00
307	Marchandises	23 800,00	854 912,00	878 712,00	0,00	23 800,00	23 800,00	854 912,00	0,00
30	APPROVISIONNEMENTS ET MARCHANDISES	10 333 474,00	12 733 058,00	23 066 532,00	0,00	10 333 474,00	10 333 474,00	12 733 058,00	0,00
32	ANIMAUX (cycle court)	17 528 180,00	0,00	17 528 180,00	0,00	0,00	0,00	17 528 180,00	0,00
32	ANIMAUX (cycle court)	17 528 180,00	0,00	17 528 180,00	0,00	0,00	0,00	17 528 180,00	0,00
341	Avances aux cultures	1 874 360,00	0,00	1 874 360,00	0,00	0,00	0,00	1 874 360,00	0,00
34	VEGETAUX (cycle court)	1 874 360,00	0,00	1 874 360,00	0,00	0,00	0,00	1 874 360,00	0,00
372	Produits intermédiaires animaux	0,00	23 439 700,00	23 439 700,00	0,00	17 528 180,00	17 528 180,00	5 911 520,00	0,00
374	Produits fins végétaux	0,00	1 859 600,00	1 859 600,00	0,00	1 874 360,00	1 874 360,00	0,00	14 760,00
376	produits fins transformés	905 500,00	931 300,00	1 836 800,00	0,00	905 500,00	905 500,00	931 300,00	0,00
37	PRODUITS	905 500,00	26 230 600,00	27 136 100,00	0,00	20 308 040,00	20 308 040,00	6 842 820,00	14 760,00
3	COMPTES DE STOCKS ET ENCOURS	30 641 514,00	38 963 658,00	69 605 172,00	0,00	30 641 514,00	30 641 514,00	38 978 418,00	14 760,00
181	Comptes de liaison	0,00	25 403 000,00	25 403 000,00	0,00	25 403 000,00	25 403 000,00	0,00	0,00
18	COMPTES DE LIAISON	0,00	25 403 000,00	25 403 000,00	0,00	25 403 000,00	25 403 000,00	0,00	0,00
40111	Exercice précédent	0,00	17 873 527,00	17 873 527,00	17 873 527,00	0,00	17 873 527,00	0,00	0,00
40112	Exercice courant	0,00	406 849 269,08	406 849 269,08	0,00	416 108 388,08	416 108 388,08	0,00	9 259 119,00
40411	Fournisseurs- ach. immo- exercice précédent	0,00	1 676 825,00	1 676 825,00	1 676 825,00	0,00	1 676 825,00	0,00	0,00
40412	Fournisseurs exercice courant	0,00	76 898 926,84	76 898 926,84	0,00	87 731 476,84	87 731 476,84	0,00	10 832 550,00

Compte	Libellé du compte	DEBITS		CREDITS		SOLDES			
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
40	FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	0,00	503 298 547,92	503 298 547,92	19 550 352,00	503 839 864,92	523 390 216,92	0,00	20 091 669,00
	Elèves exercices antérieurs	10 823 435,00	0,00	10 823 435,00	0,00	4 146 651,00	4 146 651,00	6 676 784,00	0,00
	Elèves exercice courant	0,00	18 409 906,00	18 409 906,00	0,00	13 207 537,00	13 207 537,00	5 202 369,00	0,00
	Autres clients exercices antérieurs	12 668 331,00	0,00	12 668 331,00	0,00	5 158 850,00	5 158 850,00	7 509 481,00	0,00
	Autres clients exercice courant	0,00	551 328 732,92	551 328 732,92	0,00	521 101 980,42	521 101 980,42	30 226 752,50	0,00
41	CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	23 491 766,00	569 738 638,92	593 230 404,92	0,00	543 615 018,42	543 615 018,42	49 615 386,50	0,00
	Personnel-rémun.dues- exercice précédent	0,00	550 312,00	550 312,00	0,00	0,00	550 312,00	0,00	0,00
	Personnel-rémun.dues exercice courant	0,00	87 609 766,00	87 609 766,00	0,00	88 205 636,00	88 205 636,00	0,00	595 870,00
	Comptables	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00
	Régisseurs	2 492 554,00	0,00	2 492 554,00	0,00	268 377,00	268 377,00	2 224 177,00	0,00
42	Débets	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00
	PERSONNEL ET COMPTES RATTACHES	2 492 554,00	88 260 078,00	90 752 632,00	550 312,00	88 574 013,00	89 124 325,00	2 224 177,00	595 870,00
	T.V.A. sur immobilisations	0,36	6 341 327,12	6 341 327,48	0,00	3 611 358,00	3 611 358,00	2 729 969,48	0,00
	T.V.A. sur autres biens et services	103 566,64	27 690 901,72	27 794 468,36	0,00	26 762 502,84	26 762 502,84	1 031 965,52	0,00
	Crédit de T.V.A. à reporter	0,00	30 318 896,72	30 318 896,72	1,00	25 249 842,92	25 249 843,92	5 069 052,80	0,00
44	T.V.A collectées par l'établissement	0,00	22 750 306,50	22 750 306,50	100 157,50	22 980 185,00	23 080 342,50	0,00	330 036,00
	Remboursement de T.V.A. demandé	6 671 088,74	0,12	6 671 088,86	0,00	6 671 088,50	6 671 088,50	0,36	0,00
	ETAT ET AUTRES COLLECTIVITES PUBLIQUES	6 774 655,74	87 101 432,18	93 876 087,92	100 158,50	85 274 977,26	85 375 135,76	8 830 988,16	330 036,00
	Ordres recet.à recouv. exercice courant	0,00	1 276 984,00	1 276 984,00	0,00	1 276 984,00	1 276 984,00	0,00	0,00
	Exercice précédent	0,00	2 839 301,00	2 839 301,00	2 839 301,00	0,00	2 839 301,00	0,00	0,00
46	Exercice courant	0,00	17 015 513,00	17 015 513,00	0,00	17 015 513,00	17 015 513,00	0,00	0,00
	Virements à réimputer	0,00	630 615,00	630 615,00	317 493,00	540 113,00	857 606,00	0,00	226 991,00
	Excédents de versement à rembourser	0,00	1 999 146,42	1 999 146,42	521 050,10	1 596 572,92	2 117 623,02	0,00	118 476,60
	Oppositions	0,00	2 219 682,00	2 219 682,00	183 642,00	2 188 332,00	2 371 974,00	0,00	152 292,00
	DEBITEURS DIVERS ET CREDITEURS DIVERS	0,00	25 981 241,42	25 981 241,42	3 861 486,10	22 617 514,92	26 479 001,02	0,00	497 759,60
47	recettes perçues avant émission de titre	0,00	145 013 611,00	145 013 611,00	0,00	145 013 611,00	145 013 611,00	0,00	0,00
	Recettes des régisseurs à vérifier	0,00	17 529 692,00	17 529 692,00	0,00	18 446 042,00	18 446 042,00	0,00	916 350,00
	Autres recettes à classer	0,00	51 720 523,00	51 720 523,00	0,00	52 928 200,00	52 928 200,00	0,00	1 207 677,00
	Autres dépenses à régulariser	0,00	3 153 043,00	3 153 043,00	0,00	3 153 043,00	3 153 043,00	0,00	0,00

Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
47	COMPTES TRANSITOIRES OU D'ATTENTE								
4	COMPTES DE TIERS	32 758 975,74	1 517 199 807,44	1 549 958 783,18	24 062 308,60	1 488 865 284,52	1 512 927 593,12	60 670 551,66	23 639 361,60
185	Opérations de trésorerie inter-services	0,00	1 007 587 179,34	1 007 587 179,34	0,00	1 007 587 179,34	1 007 587 179,34	0,00	0,00
18	COMPTES DE LIAISON	0,00	1 007 587 179,34	1 007 587 179,34	0,00	1 007 587 179,34	1 007 587 179,34	0,00	0,00
5151	Compte au Trésor	255 008 292,00	468 566 568,92	723 574 860,92	0,00	524 123 947,92	524 123 947,92	199 450 913,00	0,00
51	BANQUES, ETABLISSEMENTS FINANCIERS ET AS	255 008 292,00	468 566 568,92	723 574 860,92	0,00	524 123 947,92	524 123 947,92	199 450 913,00	0,00
5431	regie avance	350 000,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00
5432	regie avance provisoire	0,00	2 746 660,00	2 746 660,00	0,00	1 946 660,00	1 946 660,00	800 000,00	0,00
545	Régies de recettes	50 000,00	20 000,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00	0,00
54	REGIES D'AVANCES ET ACCREDITIFS	400 000,00	2 766 660,00	3 166 660,00	0,00	1 946 660,00	1 946 660,00	1 220 000,00	0,00
581	Virements internes de comptes	0,00	14 086 675,00	14 086 675,00	0,00	14 086 675,00	14 086 675,00	0,00	0,00
58	VIREMENTS INTERNES	0,00	14 086 675,00	14 086 675,00	0,00	14 086 675,00	14 086 675,00	0,00	0,00
5	COMPTES FINANCIERS	255 408 292,00	1 493 007 083,26	1 748 415 375,26	0,00	1 547 744 462,26	1 547 744 462,26	200 670 913,00	0,00
1860281	C.I.Denrées alimentaires	0,00	754 707,00	754 707,00	0,00	0,00	0,00	754 707,00	0,00
18611	C.I.Sous-traitance générale	0,00	11 588 603,00	11 588 603,00	0,00	0,00	0,00	11 588 603,00	0,00
186226	C.I.Autres honoraires	0,00	96 180,00	96 180,00	0,00	0,00	0,00	96 180,00	0,00
186257	C.I.Réceptions	0,00	181 462,00	181 462,00	0,00	0,00	0,00	181 462,00	0,00
186588	C.I.Autres charges diverses de gestion cour.	0,00	11 000,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00
18	COMPTES DE LIAISON	0,00	12 631 952,00	12 631 952,00	0,00	0,00	0,00	12 631 952,00	0,00
6011	Engrais et amendements	0,00	430 521,00	430 521,00	0,00	0,00	0,00	430 521,00	0,00
6012	Semences et plants	0,00	108 984,00	108 984,00	0,00	0,00	0,00	108 984,00	0,00
6013	Produits de défense des végétaux	0,00	110 793,00	110 793,00	0,00	0,00	0,00	110 793,00	0,00
6014	Aliments du bétail	0,00	35 466 891,00	35 466 891,00	0,00	0,00	0,00	35 466 891,00	0,00
6015	Produits de défense des animaux	0,00	2 316 846,00	2 316 846,00	0,00	0,00	0,00	2 316 846,00	0,00
6016	Produits de reproduction animale	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
6017	Emballages	0,00	2 959 361,00	2 959 361,00	0,00	0,00	0,00	2 959 361,00	0,00
6021	Carburants et lubrifiants	0,00	1 077 500,00	1 077 500,00	0,00	0,00	0,00	1 077 500,00	0,00
60281	Denrées alimentaires	0,00	28 679 478,00	28 679 478,00	0,00	0,00	0,00	28 679 478,00	0,00
60311	Engrais et amendements	0,00	1 115 376,00	1 115 376,00	0,00	707 178,00	707 178,00	408 198,00	0,00



EPEFPA Opunohu			BALANCE GENERALE de l'exercice 2023				Edité le 21/01/2024	
Exercice 2023			COMPTE FINANCIER DEFINITIF				Page 6 / 10	
Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	
60312	Semences et plants	0,00	408 688,00	408 688,00	0,00	130 616,00	130 616,00	278 072,00 0,00
60313	Produits de défense des végétaux	0,00	1 002 765,00	1 002 765,00	0,00	924 205,00	924 205,00	78 560,00 0,00
60314	Aliments du bétail	0,00	2 336 655,00	2 336 655,00	0,00	3 238 580,00	3 238 580,00	0,00 901 905,00
60315	Produits de défense des animaux	0,00	1 795 122,00	1 795 122,00	0,00	1 990 801,00	1 990 801,00	0,00 195 679,00
60317	Emballages	0,00	1 751 450,00	1 751 450,00	0,00	3 385 500,00	3 385 500,00	0,00 1 634 050,00
60321	Carburants et lubrifiants	0,00	225 000,00	225 000,00	0,00	15 750,00	15 750,00	209 250,00 0,00
60322	Produits d'entretien	0,00	319 947,00	319 947,00	0,00	432 986,00	432 986,00	0,00 113 039,00
60327	Autres fournitures consommables	0,00	447 638,00	447 638,00	0,00	331 638,00	331 638,00	116 000,00 0,00
60328	Matières premières	0,00	907 033,00	907 033,00	0,00	720 912,00	720 912,00	186 121,00 0,00
6037	Variation des stocks de marchandises	0,00	23 800,00	23 800,00	0,00	854 912,00	854 912,00	0,00 831 112,00
6062	Gaz	0,00	973 731,00	973 731,00	0,00	0,00	0,00	973 731,00 0,00
6063	Electricité	0,00	8 070 334,00	8 070 334,00	0,00	0,00	0,00	8 070 334,00 0,00
6064	Carburants et lubrifiants	0,00	1 926 768,00	1 926 768,00	0,00	0,00	0,00	1 926 768,00 0,00
6066	Fournitures d'entretien et de petit équ	0,00	2 279 601,00	2 279 601,00	0,00	0,00	0,00	2 279 601,00 0,00
6067	Fourn et matér. d'enseignement non immob	0,00	12 222 405,00	12 222 405,00	0,00	0,00	0,00	12 222 405,00 0,00
6068	Autres fournitures non stockées	0,00	10 319 728,00	10 319 728,00	0,00	107 491,00	107 491,00	10 212 237,00 0,00
607	Achats de marchandises	0,00	3 561 460,00	3 561 460,00	0,00	308 188,00	308 188,00	3 253 272,00 0,00
60	ACHATS	0,00	120 867 875,00	120 867 875,00	0,00	13 148 737,00	13 148 737,00	111 394 923,00 3 675 785,00
611	Sous-traitance générale	0,00	31 547 703,00	31 547 703,00	0,00	19 812,00	19 812,00	31 527 891,00 0,00
6131	Fermages et loyers du foncier et immobil	0,00	4 618 792,00	4 618 792,00	0,00	17 872,00	17 872,00	4 600 920,00 0,00
6132	Locations de matériel	0,00	2 441 086,00	2 441 086,00	0,00	0,00	0,00	2 441 086,00 0,00
6152	Sur biens immobiliers	0,00	19 426 932,00	19 426 932,00	0,00	0,00	0,00	19 426 932,00 0,00
6155	Sur biens mobiliers	0,00	4 076 273,00	4 076 273,00	0,00	0,00	0,00	4 076 273,00 0,00
616	Primes d'assurance	0,00	2 779 392,00	2 779 392,00	0,00	31 592,00	31 592,00	2 747 800,00 0,00
6181	Documentation générale et administrative	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00 0,00
6183	Documentation technique et pédagogique	0,00	950 563,00	950 563,00	0,00	0,00	0,00	950 563,00 0,00
61	SERVICES EXTERIEURS	0,00	65 842 241,00	65 842 241,00	0,00	69 276,00	69 276,00	65 772 965,00 0,00
6223	Rémunérations des transitaires	0,00	95 695,00	95 695,00	0,00	0,00	0,00	95 695,00 0,00
6226	Autres honoraires	0,00	5 995 638,00	5 995 638,00	0,00	0,00	0,00	5 995 638,00 0,00



Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Credit
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	45 600,00	45 600,00	0,00	0,00	0,00	45 600,00	0,00
6228	Divers	0,00	1 614 747,00	1 614 747,00	0,00	0,00	0,00	1 614 747,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	4 114 055,00	4 114 055,00	0,00	0,00	0,00	4 114 055,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	405 446,00	405 446,00	0,00	0,00	0,00	405 446,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	1 722 948,00	1 722 948,00	0,00	0,00	0,00	1 722 948,00	0,00
6238	Divers (pourboires, dons courants,...)	0,00	90 000,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00
6241	Transports sur achats	0,00	9 479 182,00	9 479 182,00	0,00	7 695,00	7 695,00	9 471 487,00	0,00
6245	Voyages d'études, visites sorties pédagogiques	0,00	17 279 684,00	17 279 684,00	0,00	0,00	0,00	17 279 684,00	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	5 989 236,00	5 989 236,00	0,00	0,00	0,00	5 989 236,00	0,00
6248	Divers	0,00	13 627 365,00	13 627 365,00	0,00	0,00	0,00	13 627 365,00	0,00
6251	Voyages et déplacements du personnel	0,00	1 811 736,00	1 811 736,00	0,00	0,00	0,00	1 811 736,00	0,00
6256	Missions	0,00	6 116 415,00	6 116 415,00	0,00	0,00	0,00	6 116 415,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	2 847 082,00	2 847 082,00	0,00	0,00	0,00	2 847 082,00	0,00
626	Frais postaux et frais de télécommunication	0,00	4 846 409,00	4 846 409,00	0,00	0,00	0,00	4 846 409,00	0,00
6278	Autres frais et commis. sur prest. services	0,00	98 595,00	98 595,00	0,00	0,00	0,00	98 595,00	0,00
6288	Autres services extérieurs divers	0,00	88 050,00	88 050,00	0,00	0,00	0,00	88 050,00	0,00
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	0,00	76 267 883,00	76 267 883,00	0,00	7 695,00	7 695,00	76 260 188,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	138 407,00	138 407,00	0,00	0,00	0,00	138 407,00	0,00
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	0,00	138 407,00	138 407,00	0,00	0,00	0,00	138 407,00	0,00
64112	Personnel des exploitations agricoles	0,00	44 149 315,00	44 149 315,00	0,00	0,00	0,00	44 149 315,00	0,00
64113	Employés de bureau	0,00	11 815 203,00	11 815 203,00	0,00	0,00	0,00	11 815 203,00	0,00
64114	Personnel enseignant	0,00	32 672 988,00	32 672 988,00	0,00	0,00	0,00	32 672 988,00	0,00
6416	Primes et gratifications	0,00	131 223,00	131 223,00	0,00	0,00	0,00	131 223,00	0,00
6417	Indemnités et avantages en espèces divers	0,00	154 400,00	154 400,00	0,00	0,00	0,00	154 400,00	0,00
6446	Rémunération personnel- Emplois Jeunes.	0,00	23 064 382,00	23 064 382,00	0,00	536 699,00	536 699,00	22 527 683,00	0,00
6451	Coisations à la Mutualité Sociale Agricole	0,00	12 919 832,00	12 919 832,00	0,00	0,00	0,00	12 919 832,00	0,00
6461	Sécurité Sociale	0,00	21 925 892,00	21 925 892,00	0,00	0,00	0,00	21 925 892,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	839 458,00	839 458,00	0,00	0,00	0,00	839 458,00	0,00
64	CHARGES DE PERSONNEL	0,00	147 672 693,00	147 672 693,00	0,00	536 699,00	536 699,00	147 135 994,00	0,00

EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023

BALANCE GENERALE de l'exercice 2023  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 8 / 10

Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
6571	Bourses accordées par l'Etablissement	0,00	8 215 132,00	8 215 132,00	0,00	0,00	0,00	8 215 132,00	0,00
6574	Bourses accordées par l'état	0,00	15 703 245,00	15 703 245,00	0,00	0,00	0,00	15 703 245,00	0,00
6577	Aide sociale en faveur des élèves(F.S.L)	0,00	381 600,00	381 600,00	0,00	0,00	0,00	381 600,00	0,00
6583	Charges gest. cour. annul. O.R. ex.ante	0,00	424 503,00	424 503,00	0,00	0,00	0,00	424 503,00	0,00
6588	Autres charges diverses de gestion cour.	0,00	2 736 611,00	2 736 611,00	0,00	1 316,00	1 316,00	2 735 295,00	0,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00	27 461 091,00	27 461 091,00	0,00	1 316,00	1 316,00	27 459 775,00	0,00
68112	Immob.corporelles (hors biens vivants)	0,00	57 155 835,00	57 155 835,00	0,00	0,00	0,00	57 155 835,00	0,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PRO	0,00	57 155 835,00	57 155 835,00	0,00	0,00	0,00	57 155 835,00	0,00
6	COMPTES DE CHARGES	0,00	508 037 977,00	508 037 977,00	0,00	13 763 723,00	13 763 723,00	497 950 035,00	3 675 785,00
187021	C.I.Produits végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00	736 204,00	736 204,00	0,00	736 204,00
187023	C.I.Produits transformés	0,00	0,00	0,00	0,00	199 965,00	199 965,00	0,00	199 965,00
187065	C.I.Travx et serv. spécif. liés à l'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00
187066	C.I.Trx et serv. spécif. liés à l'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	11 624 783,00	11 624 783,00	0,00	11 624 783,00
187583	C.I.Puits gesti cour. prove annul OD exe ant.	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	11 000,00	0,00	11 000,00
18	COMPTES DE LIAISON	0,00	0,00	0,00	0,00	12 631 952,00	12 631 952,00	0,00	12 631 952,00
7021	Produits végétaux	0,00	30 080,00	30 080,00	0,00	8 093 766,00	8 093 766,00	0,00	8 063 686,00
7023	Produits transformés	0,00	0,00	0,00	0,00	12 802 736,00	12 802 736,00	0,00	12 802 736,00
704	Ventes d'animaux	0,00	1 184 806,00	1 184 806,00	0,00	67 079 675,00	67 079 675,00	0,00	65 894 869,00
7061	Produits scolaires-Pension des élèves	0,00	172 199,00	172 199,00	0,00	15 093 406,00	15 093 406,00	0,00	14 921 207,00
7062	Produits scolaires-Droits de scolarité	0,00	0,00	0,00	0,00	3 316 500,00	3 316 500,00	0,00	3 316 500,00
7063	Hébergts hôtels passage, apprentis,stagiaires	0,00	460,00	460,00	0,00	696 519,00	696 519,00	0,00	696 059,00
7064	Repas fournis	0,00	0,00	0,00	0,00	527 600,00	527 600,00	0,00	527 600,00
7065	Travx et serv. spécif. liés à l'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	2 003 550,00	2 003 550,00	0,00	2 003 550,00
7068	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	731 741,00	731 741,00	0,00	731 741,00
707	Ventes de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	8 442 472,00	8 442 472,00	0,00	8 442 472,00
70811	Repas	0,00	0,00	0,00	0,00	1 809 796,00	1 809 796,00	0,00	1 809 796,00
70	VENTES	0,00	1 387 545,00	1 387 545,00	0,00	120 597 761,00	120 597 761,00	0,00	119 210 216,00
7132	Animaux (cycle court)	0,00	17 528 180,00	17 528 180,00	0,00	23 439 700,00	23 439 700,00	0,00	5 911 520,00
7134	Végétaux (cycle court)	0,00	1 874 360,00	1 874 360,00	0,00	1 859 600,00	1 859 600,00	14 760,00	0,00

Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Crédit
7137	Produits	0,00	905 500,00	905 500,00	0,00	931 300,00	931 300,00	0,00	25 800,00
71	VARIATIONS D'INVENTAIRE : BIENS VIVANTS	0,00	20 308 040,00	20 308 040,00	0,00	26 230 600,00	26 230 600,00	14 760,00	5 937 320,00
7416	Subventions Emplois Jeunes	0,00	0,00	0,00	0,00	34 534 010,00	34 534 010,00	0,00	34 534 010,00
7418	Autres Subventions d'état	0,00	0,00	0,00	0,00	45 523 526,00	45 523 526,00	0,00	45 523 526,00
742	Région	0,00	0,00	0,00	0,00	206 558 916,00	206 558 916,00	0,00	206 558 916,00
747	Autres collectivités publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	25 951 459,00	25 951 459,00	0,00	25 951 459,00
74884	Bourses accordées par l'état	0,00	0,00	0,00	0,00	15 703 536,00	15 703 536,00	0,00	15 703 536,00
74887	Subventions pour le fonds social lycéen	0,00	0,00	0,00	0,00	403 123,00	403 123,00	0,00	403 123,00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	0,00	0,00	0,00	0,00	328 674 570,00	328 674 570,00	0,00	328 674 570,00
756	Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	800 000,00	0,00	800 000,00
757	Produits spécifiques	0,00	251,00	251,00	0,00	153 329,92	153 329,92	0,00	153 078,92
7581	Indemnités d'assurance	0,00	969,00	969,00	0,00	1 167 240,00	1 167 240,00	0,00	1 166 271,00
7583	Produits gesti cour. prove annul OD exe.ant.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 314 245,00	1 314 245,00	0,00	1 314 245,00
7588	Autres (FMIC)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 723,00	3 723,00	0,00	3 723,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	1 220,00	1 220,00	0,00	3 438 537,92	3 438 537,92	0,00	3 437 317,92
7811	Reprises sur amort.immob.incorpor.et corpo.	0,00	0,00	0,00	0,00	25 609 010,00	25 609 010,00	0,00	25 609 010,00
7813	Quote-part reprise au résultat des financ. rattaché à ac	0,00	0,00	0,00	0,00	18 092 453,00	18 092 453,00	0,00	18 092 453,00
78	REPRISES SUR AMORT. ET PROVISION	0,00	0,00	0,00	0,00	43 701 463,00	43 701 463,00	0,00	43 701 463,00
7	COMPTES DE PRODUITS	0,00	21 696 805,00	21 696 805,00	0,00	535 274 883,92	535 274 883,92	14 760,00	513 592 838,92
	TOTAL GENERAL	1 819 259 343,30	3 768 297 301,98	5 587 556 645,28	1 819 259 343,30	3 768 297 301,98	5 587 556 645,28	2 401 824 764,01	2 401 824 764,01

RECAPITULATIF

Classe des Comptes	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Credit
1	COMPTES DE CAPITAUX	382 859 940,56	57 331 414,28	440 191 354,84	1 180 620 569,70	90 583 878,28	1 271 204 447,98	401 858 088,35	1 232 871 181,49
2	COMPTES D'IMMOBILISATIONS	1 117 590 621,00	132 060 557,00	1 249 651 178,00	614 576 465,00	61 423 556,00	676 000 021,00	1 201 681 994,00	628 030 837,00
3	COMPTES DE STOCKS ET ENCOURS	30 641 514,00	38 963 658,00	69 605 172,00	0,00	30 641 514,00	30 641 514,00	38 978 418,00	14 760,00
4	COMPTES DE TIERS	32 758 975,74	1 517 199 807,44	1 549 958 783,18	24 062 308,60	1 488 865 284,52	1 512 927 593,12	60 670 551,66	23 639 361,60
5	COMPTES FINANCIERS	255 408 292,00	1 493 007 083,26	1 748 415 375,26	0,00	1 547 744 462,26	1 547 744 462,26	200 670 913,00	0,00
6	COMPTES DE CHARGES	0,00	508 037 977,00	508 037 977,00	0,00	13 763 723,00	13 763 723,00	497 950 039,00	3 675 785,00
7	COMPTES DE PRODUITS	0,00	21 696 805,00	21 696 805,00	0,00	535 274 883,92	535 274 883,92	14 760,00	513 592 838,92
	TOTAL 1 / 2 / 3 / 4 / 5	1 819 259 343,30	3 238 562 519,98	5 057 821 863,28	1 819 259 343,30	3 219 258 695,06	5 038 518 038,36	1 903 859 965,01	1 884 556 140,09
	TOTAL 6 / 7	0,00	529 734 782,00	529 734 782,00	0,00	549 038 606,92	549 038 606,92	497 964 799,00	517 268 623,92
	TOTAL GENERAL	1 819 259 343,30	3 768 297 301,98	5 587 556 645,28	1 819 259 343,30	3 768 297 301,98	5 587 556 645,28	2 401 824 764,01	2 401 824 764,01

Compte	Libellé du compte	DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total	Débit	Credit
862	Comptes de position : titres et valeurs	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	0,00	0,00	0,00	1 744 196,00	0,00
863	Comptes de prise en charge	0,00	0,00	0,00	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00
86	VALEURS INACTIVES	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	1 744 196,00
8	COMPTES SPECIAUX	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	1 744 196,00
	TOTAL GENERAL	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	1 744 196,00

RECAPITULATIF

Classe des Comptes	Libellé du compte	DEBITS		CREDITS		SOLDES	
		Balance d'Entrée	Exercice	Total	Balance d'Entrée	Exercice	Total
8	COMPTES SPECIAUX	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00
	TOTAL GENERAL	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00	1 744 196,00	0,00	1 744 196,00

EPEFPA Opunohu

Exercice 2023

**BILAN**  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024

Page 1 / 2

Centre: Pour l'établissement

(Bilan développé)

ACTIF					
Compte	Intitulé	Brut	Amort. et provisions	Net	Net Exercice N-1
<b>2</b>	<b>COMPTES D'IMMOBILISATIONS</b>				
201	Frais d'établissement	1 141 300,00	1 027 170,00	114 130,00	228 260,00
205	Conces.droits simil.brevets,licences...	821 185,00	821 185,00	0,00	0,00
211	Terrains	39 524 552,00	0,00	39 524 552,00	39 524 552,00
212	Agencements et aménagements de terrains	1 939 787,00	1 939 787,00	0,00	0,00
213	Constructions	453 848 516,00	192 705 249,00	261 143 267,00	260 569 102,00
215	Installations techniques, matériel et outillages	238 855 804,00	109 039 881,00	129 815 923,00	78 727 851,00
217	Amélioration du fonds	8 777 825,00	8 777 825,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles (hors biens vivants)	443 346 007,00	313 719 740,00	129 626 267,00	118 771 670,00
231	Immo. corpo. en cours (hors biens viva.)	13 412 018,00	0,00	13 412 018,00	5 177 721,00
275	Dépôts et cautionnements versés	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00
	<b>Total COMPTES D'IMMOBILISATIONS</b>	<b>1 201 681 994,00</b>	<b>628 030 837,00</b>	<b>573 651 157,00</b>	<b>503 014 156,00</b>
<b>3</b>	<b>COMPTES DE STOCKS ET ENCOURS</b>				
301	Approvisionnements			10 376 860,00	8 410 056,00
302	Autres approvisionnements			1 501 286,00	1 899 618,00
307	Marchandises			854 912,00	23 800,00
32	ANIMAUX (cycle court)			17 528 180,00	17 528 180,00
341	Avances aux cultures			1 874 360,00	1 874 360,00
372	Produits intermédiaires animaux			5 911 520,00	0,00
374	Produits finis végétaux			-14 760,00	0,00
376	produits finis transformés			931 300,00	905 500,00
	<b>Total COMPTES DE STOCKS ET ENCOURS</b>			<b>38 963 658,00</b>	<b>30 641 514,00</b>
<b>4</b>	<b>COMPTES DE TIERS</b>				
411	Elèves, stagiaires et hôtes de passage			11 879 153,00	10 823 435,00
412	Autres clients			37 736 233,50	12 668 331,00
429	Déficits et débits des cptables et régi.			2 224 177,00	2 492 554,00
445	Etat-Taxes sur le chiffre d'affaires			8 830 988,16	6 774 655,74
	<b>Total COMPTES DE TIERS</b>			<b>60 670 551,66</b>	<b>32 758 975,74</b>
<b>5</b>	<b>COMPTES FINANCIERS</b>				
515	Caisses du Trésor et des Elabts publics			199 450 913,00	255 008 292,00
543	Régies d'avances			1 150 000,00	350 000,00
545	Régies de recettes			70 000,00	50 000,00
	<b>Total COMPTES FINANCIERS</b>			<b>200 670 913,00</b>	<b>255 408 292,00</b>
	<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>			<b>873 956 279,66</b>	<b>821 822 937,74</b>

EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023

BILAN  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 2 / 2

Centre: Pour l'établissement (Bilan développé)

PASSIF					
Compte	Intitulé	Brut	Amort. et provisions	Net	Net Exercice N-1
1	COMPTES DE CAPITAUX				
102	Biens mis à disposition des établissements			71 768 233,00	71 768 233,00
104	Financ.rattach.actifs déterminé(dt contrepartie biens remis			101 443 037,00	91 889 338,00
106	Réserves			413 362 476,49	375 029 210,00
119	Report à nouveau (solde débiteur)			-106 777 676,35	-87 779 528,56
12	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfi.ou perte)			19 303 824,92	19 335 118,70
134	Financ.rattach.actifs déterminé(dt contrepartie biens remis			351 217 023,00	327 518 258,00
	Total COMPTES DE CAPITAUX	0,00	0,00	850 316 918,06	797 760 629,14
4	COMPTES DE TIERS				
401	Fournisseurs			9 259 119,00	17 873 527,00
404	Fournisseurs d'immobilisations			10 832 550,00	1 676 825,00
421	Personnel-Rémunérations dues			595 870,00	550 312,00
445	Elat-Taxes sur le chiffre d'affaires			330 036,00	100 158,50
466	Autres cptes créditeurs-mandats à payer			497 759,60	3 861 486,10
471	Recettes à classer			2 124 027,00	0,00
	Total COMPTES DE TIERS			23 639 361,60	24 062 308,60
5	COMPTES FINANCIERS				
	Total COMPTES FINANCIERS			0,00	0,00
	TOTAL GENERAL PASSIF			873 956 279,66	821 822 937,74



## Centre Pour l'établissement

CHARGES				PRODUITS			
Compte	Intitulé	Exercice	Exercice N-1	Compte	Intitulé	Exercice	Exercice N-1
	CHARGES D'EXPLOITATION				PRODUITS D'EXPLOITATION		
607	Coût d'achat des marchandises vendues	3 253 272,00	2 373 736,00		Ventes		
6097	Achats de marchandises	0,00	0,00	707	Ventes de marchandises	8 442 472,00	5 225 671,00
6037	De marchandises	-831 112,00	348 327,00	7097	Ventes de marchandises	0,00	0,00
	Variation des stocks de marchandises	2 422 160,00	2 722 063,00		Production vendue		
	Total Coût d'achat des marchandises vendues						
	Consommation en provenance des tiers				Ventes de produits hors exploitation agr	0,00	0,00
601	Achats d'approvisionnements	41 423 396,00	31 513 906,00	7091	Sur ventes produits hors exploit. agricole	0,00	0,00
6091	D'approvisionnements	0,00	0,00	702	Ventes de produits des exploitations agr	20 866 422,00	21 631 388,00
602	Achats d'autres approvisionnements	29 756 978,00	22 536 917,00	7092	Sur ventes de plduits de l'explo. agricole	0,00	0,00
6092	D'autres approvisionnements	0,00	0,00	703	Ventes de produits résiduels	0,00	0,00
603	Variation des stocks (approv. de marche)	0,00	0,00	7093	Sur ventes de produits résiduels	0,00	0,00
6031	Variation des stocks d'approvisionnement	-1 966 804,00	2 975 677,00	704	Ventes d'animaux	65 894 869,00	54 762 092,00
6032	Variation des stocks des autres approvis	398 332,00	-1 412 986,00	7094	Sur ventes d'animaux	0,00	0,00
604	Achats d'animaux	0,00	0,00	705	Etudes	0,00	0,00
6094	D'animaux	0,00	0,00	7095	Sur études	0,00	0,00
605	Achats de travaux et services incorporés	0,00	0,00	706	Prestations de services	22 196 657,00	21 412 086,00
6095	De travaux et services incorporés aux produits	0,00	0,00	7096	Sur prestations de services	0,00	0,00
606	Achats non stockés de fournitures	35 685 076,00	31 162 564,00	708	Produits des activités annexes	1 809 796,00	1 314 023,00
6096	De fournitures non stockées	0,00	0,00	7098	Sur produits des activités annexes	0,00	0,00
6098	Rabais, remises et ristournes non affectés	0,00	0,00	709	Rabais, remi. rist. accordés par établissement	0,00	0,00
609	Rabais, remises ristou. obtenus sur achat	0,00	0,00		Montant net du chiffre d'affaires	119 210 216,00	104 345 240,00
611	Sous-traitance générale	31 527 891,00	38 295 879,00		Production stockée		
612	Redevances de créditbail	0,00	0,00	712	Variation d'inventaire : animaux reproducteurs immobilisés	0,00	0,00
613	Locations	7 042 006,00	5 335 737,00	713	Variation d'inventaire : biens vivants	5 922 560,00	-3 752 990,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00		Total Production stockée	5 922 560,00	-3 752 990,00
615	Travaux d'entretien et de réparations	23 503 205,00	11 754 693,00		Production immobilisée		
616	Primes d'assurance	2 747 800,00	2 285 551,00	721	Production immob.Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	722	Produc.immo.-Immo. corpo.(hors bi.vivan)	0,00	0,00
618	Divers	952 063,00	975 750,00	724	Prod. Immob.-Immob. corpo. ( biens viva)	0,00	0,00
619	Rabais, remis.rist. obtenus sur servext	0,00	0,00	726	Production autoconsommée	0,00	0,00
621	Personnel extérieur à l'établissement	0,00	0,00		Total Production immobilisée	0,00	0,00
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraire	7 751 680,00	7 183 786,00		Subventions d exploitation		
623	Publicité, publications, relations publiques	6 332 449,00	3 438 512,00	741	Etat	80 057 536,00	74 428 658,00
624	Transports de biens et transports collectifs	46 367 772,00	35 824 838,79	742	Région	206 558 916,00	193 683 923,00
625	Dépacements, missions et réceptions	10 775 233,00	5 805 872,00	743	Fonds nal de garantie des calamités agricoles	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais de télécommunication	4 846 409,00	5 651 371,00	744	Collecti. publiques et organismes internationaux	0,00	0,00

Centre Pour l'établissement

CHARGES				PRODUITS			
Compte	Intitulé	Exercice	Exercice N-1	Compte	Intitulé	Exercice	Exercice N-1
627	Frais bancaires et assimilés	98 595,00	159 537,00	746	Dons et legs	0,00	0,00
628	Charges externes diverses	88 050,00	0,00	747	Autres collectivités publiques	25 951 459,00	8 655 648,00
629	Rabais, remi. rist. obtenus services ext	0,00	0,00	748	Autres subventions d'exploitation	16 106 659,00	15 751 377,00
	<b>Total Consommation en provenance des tiers</b>	<b>247 330 131,00</b>	<b>203 487 604,79</b>		<b>Total Subventions d'exploitation</b>	<b>328 674 570,00</b>	<b>292 499 606,00</b>
	<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>				<b>Reprises sur amortissements et provisions</b>		
631	Impôts, tax. versis assimilés sur rémuné	0,00	0,00	781	Reprises sur amortissements et provision	43 701 463,00	46 806 457,00
633	Impôts, tax. versis assimilés sur rémunérations	0,00	0,00		<b>Total Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>43 701 463,00</b>	<b>46 806 457,00</b>
634	Taxes spéci. sur produits de l'exploitation	0,00	0,00		<b>Autres produits</b>		
635	Autres impôts, taxes et versements assimilés	138 407,00	545 584,00	791	Transferts de charges d'exploitation	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00		<b>Total Autres produits</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
	<b>Total Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>138 407,00</b>	<b>545 584,00</b>	751	Redev.pour concessions, brevets, licence	0,00	0,00
	<b>Charges de personnel</b>			752	Revenus immeubles non affectées aux activités prof.	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel salarié	88 923 129,00	74 845 517,00	754	"Ristournes" perçues des coopératives	0,00	0,00
642	Rémunéra. particul. personnel enseignant	0,00	4 750,00	756	Produits des cessions d'éléments d'actif	800 000,00	0,00
643	Rémunérations diverses	0,00	0,00	757	Produits spécifiques	153 078,92	199 238,00
644	Rému. perso. recruté en applica. de convention	22 527 683,00	21 853 720,00	758	Produits divers de gestion courante	2 484 239,00	2 540 309,49
645	Charges de Sécurité Sociale et de prévoyance	12 919 832,00	10 898 909,00		<b>Total Autres produits</b>	<b>3 437 317,92</b>	<b>2 739 547,49</b>
646	charges socia.de prévoyance (non agric.)	21 925 892,00	20 737 495,00		<b>Autres produits (Cessions Internes)</b>		
647	Autres charges sociales	839 458,00	212 010,00	187	Biens et presta. de services produits	12 631 952,00	10 442 813,00
648	Autr. charges personnel(indemn. chômage)	0,00	0,00		<b>Total Autres produits (Cessions Internes)</b>	<b>12 631 952,00</b>	<b>10 442 813,00</b>
	<b>Total Charges de personnel</b>	<b>147 135 994,00</b>	<b>128 552 401,00</b>				
	<b>Dotations aux amortissements et aux provisions</b>						
681	Dotations aux amortissements et aux prov	57 155 835,00	58 815 365,00				
	<b>Total Dotations aux amortissements et aux provisions</b>	<b>57 155 835,00</b>	<b>58 815 365,00</b>				
	<b>Autres charges</b>						
651	Redev. concessions, brevets, licences...	0,00	0,00				
653	Cotisation fonds communs héberg. et restauration	0,00	0,00				
656	Valeurs optables éléments d'actif cédés	0,00	0,00				
657	Charges spéci. Subven. gestion courant	24 299 977,00	22 604 059,00				
658	Charges diverses de gestion courante	3 159 798,00	6 575 665,00				
	<b>Total Autres charges</b>	<b>27 459 775,00</b>	<b>29 179 724,00</b>				
	<b>Autres charges (Cessions Internes)</b>						
186	Biens et presta. de services charges	12 631 952,00	10 442 813,00				
	<b>Total Autres charges (Cessions Internes)</b>	<b>12 631 952,00</b>	<b>10 442 813,00</b>				
	<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>494 274 254,00</b>	<b>433 745 554,79</b>		<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>513 578 078,92</b>	<b>453 080 673,49</b>
	<b>RESULTAT d'EXPLOITATION (Bénéfice)</b>	<b>19 303 824,92</b>	<b>19 335 118,70</b>		<b>RESULTAT d'EXPLOITATION (Perte)</b>		

EPEFPA Opunohu Exercice 2023		COMPTES FINANCIERS			COMPTES FINANCIERS			Edité le 21/01/2024 Page 3 / 3	
Centre Pour l'établissement		CHARGES			PRODUITS				
Compte	Intitulé	Exercice	Exercice N-1	Compte	Intitulé	Exercice	Exercice N-1		
655	QUOTE-PARTS DE RESULTAT sur opérations faites en Quote-part résult. opé. en commun (GIE)	0,00	0,00	755	QUOTE-PARTS DE RESULTAT sur opérations faites en Quote-part résultats sur opérations faites en commun	0,00	0,00		
	TOTAL QUOTE-PARTS DE RESULTAT sur opérations faites en commun	0,00	0,00		TOTAL QUOTE-PARTS DE RESULTAT sur opérations faites en commun	0,00	0,00		
	CHARGES FINANCIERES				PRODUITS FINANCIERES				
661	Charges d'intérêts	0,00	0,00	761	Produits de participation	0,00	0,00		
664	Pertes sur créances liées à des participations	0,00	0,00	762	Produits des autres immobilisations financières	0,00	0,00		
666	Pertes de change	0,00	0,00	763	Revenus des autres créances	0,00	0,00		
667	Charges nettes cessions valeurs mobilières de placem.	0,00	0,00	764	Revenus des valeurs mobilières de placement	0,00	0,00		
668	Autres charges financières	0,00	0,00	765	Escomptes obtenus	0,00	0,00		
686	Dot. amort. aux provi. charges financières	0,00	0,00	766	Gains de change	0,00	0,00		
				767	Pduts nets sur cessions de valeurs mob.	0,00	0,00		
				768	Autres produits financiers	0,00	0,00		
				786	Reprises sur provisions	0,00	0,00		
				796	Transferts de charges financières	0,00	0,00		
	TOTAL CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00		TOTAL PRODUITS FINANCIERES	0,00	0,00		
	RESULTAT FINANCIER (Bénéfice)				RESULTAT FINANCIER (Perte)				
695	RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (Bénéfice)	19 303 824,92	19 335 118,70		RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (Perte)	513 578 078,92	453 080 673,49		
	Impôt sur les bénéfices	0,00	0,00						
	TOTAL CHARGES	494 274 254,00	433 745 554,79		TOTAL PRODUITS				
	RESULTAT de l'EXERCICE (Bénéfice)	19 303 824,92	19 335 118,70		RESULTAT de l'EXERCICE (Perte)				

EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023

Centre Pour l'établissement

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ET DES RECETTES  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 1 / 6

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Compte	DEPENSES						MONTANTS DES CREDITS				
	ORDRES DE DEPENSE		REVERSEMENTS		EXTOURNE	Montant NET des dépenses NET TOTAL <i>(Brut - Extourne)</i>	Dont dép. sur crédits d'extourne	OUVERTS Budget + DM	REGULARISAT°	NON EMPLOYES	CREDITS EXTOURNES NON EMPLOYES
	Montant BRUT	Dont dép. sur crédits d'extourne	Montant BRUT	Dont dép. sur crédits d'extourne							
Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT											
6011	430 521,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430 521,00	0,00	450 000,00	0,00	19 479,00	0,00
6012	108 984,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108 984,00	0,00	200 000,00	0,00	91 016,00	0,00
6013	110 793,00	0,00	0,00	0,00	0,00	110 793,00	0,00	200 000,00	0,00	89 207,00	0,00
6014	35 466 891,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 466 891,00	0,00	36 000 000,00	0,00	533 109,00	0,00
6015	2 316 846,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 316 846,00	0,00	2 100 000,00	216 846,00	0,00	0,00
6016	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00
6017	2 959 361,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 959 361,00	0,00	3 000 000,00	0,00	40 639,00	0,00
6021	1 077 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 077 500,00	0,00	950 000,00	127 500,00	0,00	0,00
60281	29 434 185,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 434 185,00	0,00	26 500 050,00	2 934 135,00	0,00	0,00
60311	1 115 376,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 115 376,00	0,00	0,00	1 115 376,00	0,00	0,00
60312	408 688,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 688,00	0,00	0,00	408 688,00	0,00	0,00
60313	1 002 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 002 765,00	0,00	0,00	1 002 765,00	0,00	0,00
60314	2 336 655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 336 655,00	0,00	0,00	2 336 655,00	0,00	0,00
60315	1 795 122,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 795 122,00	0,00	0,00	1 795 122,00	0,00	0,00
60317	1 751 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 751 450,00	0,00	0,00	1 751 450,00	0,00	0,00
60321	225 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00	225 000,00	0,00	0,00
60322	319 947,00	0,00	0,00	0,00	0,00	319 947,00	0,00	0,00	319 947,00	0,00	0,00
60327	447 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	447 638,00	0,00	0,00	447 638,00	0,00	0,00
60328	907 033,00	0,00	0,00	0,00	0,00	907 033,00	0,00	0,00	907 033,00	0,00	0,00
6037	23 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 800,00	0,00	0,00	23 800,00	0,00	0,00
6062	973 731,00	0,00	0,00	0,00	0,00	973 731,00	0,00	1 144 657,00	0,00	170 926,00	0,00
6063	8 070 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 070 334,00	0,00	7 998 900,00	71 434,00	0,00	0,00
6064	1 926 768,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 926 768,00	0,00	2 035 075,00	0,00	108 307,00	0,00
6066	2 279 601,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 279 601,00	0,00	2 966 170,00	0,00	686 569,00	0,00
6067	12 222 405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 222 405,00	0,00	14 446 270,00	0,00	2 223 865,00	0,00
6068	10 319 728,00	0,00	107 491,00	0,00	0,00	10 212 237,00	0,00	10 353 400,00	0,00	141 163,00	0,00
607	3 561 460,00	0,00	308 188,00	0,00	0,00	3 253 272,00	0,00	2 500 000,00	753 272,00	0,00	0,00
60	121 622 582,00	0,00	415 679,00	0,00	0,00	121 206 903,00	0,00	110 874 522,00	14 436 561,00	4 104 280,00	0,00
611	43 136 306,00	0,00	19 812,00	0,00	0,00	43 116 494,00	0,00	52 904 000,00	0,00	9 787 506,00	0,00
6131	4 618 792,00	0,00	17 872,00	0,00	0,00	4 600 920,00	0,00	5 000 000,00	0,00	399 080,00	0,00
6132	2 441 086,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 441 086,00	0,00	3 598 060,00	0,00	1 156 974,00	0,00
6152	19 426 932,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 426 932,00	0,00	22 992 400,00	0,00	3 565 468,00	0,00

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Compte	DEPENSES					MONTANTS DES CREDITS					
	ORDRES DE DEPENSE		REVERSEMENTS		EXTOURNE	Montant NET des dépenses NET TOTAL (Brut - Extourne)	Dont dép. sur crédits d'extourne	OUVERTS Budget + DM	REGULARISAT°	NON EMPLOYES	CREDITS EXTOURNES NON EMPLOYES
	Montant BRUT	Dont dép. sur crédits d'extourne	Montant BRUT	Dont dép. sur crédits d'extourne							
Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT											
6155	4 076 273,00	0,00		0,00	0,00	4 076 273,00	0,00	5 760 200,00	0,00	1 683 927,00	0,00
616	2 779 392,00	0,00	31 592,00	0,00	0,00	2 747 800,00	0,00	4 088 300,00	0,00	1 340 500,00	0,00
617	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
6181	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	22 940,00	0,00	21 440,00	0,00
6183	950 563,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 563,00	0,00	1 020 090,00	0,00	69 527,00	0,00
61	77 430 844,00	0,00	69 276,00	0,00	0,00	77 361 568,00	0,00	95 386 990,00	0,00	18 025 422,00	0,00
6223	95 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 695,00	0,00	100 000,00	0,00	4 305,00	0,00
6225	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00
6226	6 091 818,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 091 818,00	0,00	10 343 980,00	0,00	4 252 162,00	0,00
6227	45 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 600,00	0,00	201 980,00	0,00	156 380,00	0,00
6228	1 614 747,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 614 747,00	0,00	2 909 899,00	0,00	1 295 152,00	0,00
6231	4 114 055,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 114 055,00	0,00	4 844 130,00	0,00	730 075,00	0,00
6233	405 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405 446,00	0,00	301 980,00	103 466,00	0,00	0,00
6234	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00
6236	1 722 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 722 948,00	0,00	4 219 650,00	0,00	2 496 702,00	0,00
6238	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00	90 000,00	0,00	0,00	0,00
6241	9 479 182,00	0,00	7 695,00	0,00	0,00	9 471 487,00	0,00	9 700 640,00	0,00	229 153,00	0,00
6245	17 279 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 279 684,00	0,00	18 282 735,00	0,00	1 003 051,00	0,00
6247	5 989 236,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 989 236,00	0,00	8 700 000,00	0,00	2 710 764,00	0,00
6248	13 627 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 627 365,00	0,00	15 497 315,00	0,00	1 869 950,00	0,00
6251	1 811 736,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 811 736,00	0,00	2 788 060,00	0,00	976 324,00	0,00
6256	6 116 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 116 415,00	0,00	7 896 120,00	0,00	1 779 705,00	0,00
6257	3 028 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 028 544,00	0,00	2 480 150,00	548 394,00	0,00	0,00
626	4 846 409,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 846 409,00	0,00	4 985 250,00	0,00	138 841,00	0,00
6278	98 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 595,00	0,00	202 980,00	0,00	104 385,00	0,00
6281	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
6288	88 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 050,00	0,00	1 073 594,00	0,00	985 544,00	0,00
62	76 545 525,00	0,00	7 695,00	0,00	0,00	76 537 830,00	0,00	94 671 463,00	651 860,00	18 785 493,00	0,00
6355	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
6358	138 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 407,00	0,00	908 000,00	0,00	769 593,00	0,00
63	138 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 407,00	0,00	909 000,00	0,00	770 593,00	0,00
64112	44 149 315,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 149 315,00	0,00	41 900 000,00	2 249 315,00	0,00	0,00



EPEFPA Opunohu

Exercice 2023

Centre Pour l'établissement

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ET DES RECETTES  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024

Page 3 / 6

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Compte	DEPENSES					MONTANTS DES CREDITS				
	ORDRES DE DEPENSE		REVERSEMENTS		EXTOURNE	Montant NET des dépenses NET TOTAL (Brut - Extourne)	OUVERTS Budget + DM	REGULARISAT° crédits	NON EMPLOYES	CREDITS EXTOURNES NON EMPLOYES
	Montant BRUT	Dont dép. sur crédits d'extourne	Montant BRUT	Dont dép. sur crédits d'extourne						
	Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT									
64113	11 815 203,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 815 203,00	15 000 000,00	0,00	3 184 797,00	0,00
64114	32 672 988,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 672 988,00	41 200 000,00	0,00	8 527 012,00	0,00
6416	131 223,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 223,00	1 080 000,00	0,00	948 777,00	0,00
6417	154 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 400,00	211 200,00	0,00	56 800,00	0,00
642	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
643	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
6446	23 064 382,00	0,00	536 699,00	0,00	0,00	22 527 683,00	24 724 200,00	0,00	2 196 517,00	0,00
6451	12 919 832,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 919 832,00	12 600 000,00	319 832,00	0,00	0,00
6461	21 925 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 925 892,00	22 081 380,00	0,00	155 488,00	0,00
6475	839 458,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 458,00	847 000,00	0,00	7 542,00	0,00
64	147 672 693,00	0,00	536 699,00	0,00	0,00	147 135 994,00	159 645 780,00	2 569 147,00	15 078 933,00	0,00
651	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 000,00	0,00	201 000,00	0,00
6571	8 215 132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 215 132,00	6 484 000,00	1 731 132,00	0,00	0,00
6574	15 703 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 703 245,00	19 700 000,00	0,00	3 996 755,00	0,00
6577	381 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	381 600,00	400 000,00	0,00	18 400,00	0,00
6583	424 503,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 503,00	1 824 500,00	0,00	1 399 997,00	0,00
6588	2 747 611,00	0,00	1 316,00	0,00	0,00	2 746 295,00	2 611 000,00	135 295,00	0,00	0,00
65	27 472 091,00	0,00	1 316,00	0,00	0,00	27 470 775,00	31 220 500,00	1 866 427,00	5 616 152,00	0,00
666	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	1 000,00	0,00
68112	57 155 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 155 835,00	59 862 000,00	0,00	2 706 165,00	0,00
6817	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68174	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 860 600,00	0,00	4 860 600,00	0,00
68	57 155 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 155 835,00	64 722 600,00	0,00	7 566 765,00	0,00
7132	17 528 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 528 180,00	0,00	17 528 180,00	0,00	0,00
7134	1 874 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 874 360,00	0,00	1 874 360,00	0,00	0,00
7137	905 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	905 500,00	0,00	905 500,00	0,00	0,00
71	20 308 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 308 040,00	0,00	20 308 040,00	0,00	0,00
TOTAL	528 346 017,00	0,00	1 030 665,00	0,00	0,00	527 315 352,00	557 431 855,00	39 832 135,00	69 948 638,00	0,00

EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023  
Centre Pour l'établissement

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ET DES RECETTES  
COMPTÉ FINANCIER DÉFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 4 / 6

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

Compte	DEPENSES				MONTANTS DES CREDITS			
	ORDRES DE DEPENSE	REVERSEMENTS	EXTOURNE	Montant NET des dépenses	OUVERTS	REGULARISAT*	NON	CREDITS
	Montant BRUT	Montant BRUT		NET TOTAL	Budget + DM		EMPLOYES	EXTOURNES
	Dont dép. sur crédits d'extourne	Dont dép. sur crédits d'extourne		(Brut - Extourne)				NON EMPLOYES
Section OPERATIONS EN CAPITAL								
2135	7 140 043,00	0,00	0,00	7 140 043,00	36 500 000,00	0,00	29 359 957,00	0,00
2154	50 155 045,00	0,00	0,00	50 155 045,00	63 986 460,00	0,00	13 831 415,00	0,00
2182	5 720 000,00	0,00	0,00	5 720 000,00	5 720 000,00	0,00	0,00	0,00
2183	4 223 923,00	0,00	0,00	4 223 923,00	4 310 000,00	0,00	86 077,00	0,00
2184	601 042,00	0,00	0,00	601 042,00	789 000,00	0,00	187 958,00	0,00
2188	3 749 302,00	0,00	0,00	3 749 302,00	6 405 000,00	0,00	2 655 698,00	0,00
21	71 589 355,00	0,00	0,00	71 589 355,00	117 710 460,00	0,00	46 121 105,00	0,00
2313	12 502 018,00	0,00	0,00	12 502 018,00	31 500 000,00	0,00	18 997 982,00	0,00
23	12 502 018,00	0,00	0,00	12 502 018,00	31 500 000,00	0,00	18 997 982,00	0,00
TOTAL	84 091 373,00	0,00	0,00	84 091 373,00	149 210 460,00	0,00	65 119 087,00	0,00
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES								
	612 437 390,00	0,00	0,00	611 406 725,00	706 642 315,00	39 832 135,00	135 067 725,00	0,00

DEVELOPPEMENT DES RECETTES

Compte	RECETTES							SITUATION PAR RAPPORT AUX PREVISIONS				
	ORDRES DE RECETTE		REDUCTIONS		EXTOURNE	Montant NET des Recettes		PREVISIONS	PLUS-VALUES	MOINS-VALUES	PREVISIONS EXTOURNEES NON EMPLOYES	
	Montant BRUT	Dont Rec. sur crédits d'extourne	Montant BRUT	Dont Rec. sur crédits d'extourne		NET TOTAL <i>(Brut - Extourne)</i>	Dont Rec. sur crédits d'extourne					
Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT												
60311	707 178,00	0,00	0,00	0,00	0,00	707 178,00	0,00	0,00	707 178,00	0,00	0,00	
60312	130 616,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 616,00	0,00	0,00	130 616,00	0,00	0,00	
60313	924 205,00	0,00	0,00	0,00	0,00	924 205,00	0,00	0,00	924 205,00	0,00	0,00	
60314	3 238 560,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 238 560,00	0,00	0,00	3 238 560,00	0,00	0,00	
60315	1 990 801,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 990 801,00	0,00	0,00	1 990 801,00	0,00	0,00	
60317	3 385 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 385 500,00	0,00	0,00	3 385 500,00	0,00	0,00	
60321	15 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 750,00	0,00	0,00	15 750,00	0,00	0,00	
60322	432 986,00	0,00	0,00	0,00	0,00	432 986,00	0,00	0,00	432 986,00	0,00	0,00	
60327	331 638,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331 638,00	0,00	0,00	331 638,00	0,00	0,00	
60328	720 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720 912,00	0,00	0,00	720 912,00	0,00	0,00	
6037	854 912,00	0,00	0,00	0,00	0,00	854 912,00	0,00	0,00	854 912,00	0,00	0,00	
60	12 733 058,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 733 058,00	0,00	0,00	12 733 058,00	0,00	0,00	
7021	8 829 970,00	0,00	30 080,00	0,00	0,00	8 799 890,00	0,00	7 500 000,00	1 299 890,00	0,00	0,00	
7022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	
7023	13 002 701,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 002 701,00	0,00	10 000 000,00	3 002 701,00	0,00	0,00	
704	67 079 675,00	0,00	1 184 806,00	0,00	0,00	65 894 869,00	0,00	61 000 000,00	4 894 869,00	0,00	0,00	
7061	15 093 406,00	0,00	172 199,00	0,00	0,00	14 921 207,00	0,00	16 845 500,00	0,00	1 924 293,00	0,00	
7062	3 316 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 316 500,00	0,00	3 667 000,00	0,00	350 500,00	0,00	
7063	696 519,00	0,00	460,00	0,00	0,00	696 059,00	0,00	614 000,00	82 059,00	0,00	0,00	
7064	527 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 600,00	0,00	286 200,00	241 400,00	0,00	0,00	
7065	2 063 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 063 550,00	0,00	2 013 000,00	50 550,00	0,00	0,00	
7066	11 624 783,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 624 783,00	0,00	11 600 000,00	24 783,00	0,00	0,00	
7068	731 741,00	0,00	0,00	0,00	0,00	731 741,00	0,00	400 000,00	331 741,00	0,00	0,00	
707	8 442 472,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 442 472,00	0,00	8 100 000,00	342 472,00	0,00	0,00	
70811	1 809 796,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 809 796,00	0,00	1 670 000,00	139 796,00	0,00	0,00	
70	133 218 713,00	0,00	1 387 545,00	0,00	0,00	131 831 168,00	0,00	123 745 700,00	10 410 261,00	2 324 793,00	0,00	
7132	23 439 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 439 700,00	0,00	0,00	23 439 700,00	0,00	0,00	
7134	1 859 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 859 600,00	0,00	0,00	1 859 600,00	0,00	0,00	
7137	931 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	931 300,00	0,00	0,00	931 300,00	0,00	0,00	
71	26 230 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 230 600,00	0,00	0,00	26 230 600,00	0,00	0,00	
7416	34 534 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 534 010,00	0,00	27 383 045,00	7 150 965,00	0,00	0,00	
7418	45 523 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 523 526,00	0,00	41 519 955,00	4 003 571,00	0,00	0,00	



EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023  
Centre Pour l'établissement

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ET DES RECETTES  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 6 / 6

DEVELOPPEMENT DES RECETTES

Compte	RECETTES				SITUATION PAR RAPPORT AUX PREVISIONS						
	ORDRES DE RECETTE		REDUCTIONS		EXTOURNE	MONTANT NET DES RECETTES		PREVISIONS	PLUS-VALUES	MOINS-VALUES	PREVISIONS EXTOURNEES NON EMPLOYES
	Montant BRUT	Dont Rec. sur crédits d'extourne	Montant BRUT	Dont Rec. sur crédits d'extourne		NET TOTAL (Brut - Extourne)	Dont Rec. sur crédits d'extourne				
Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT											
742	206 558 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 558 916,00	0,00	208 401 000,00	0,00	1 842 084,00	0,00
747	25 951 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 951 459,00	0,00	7 806 000,00	18 145 459,00	0,00	0,00
74884	15 703 536,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 703 536,00	0,00	19 762 750,00	0,00	4 059 214,00	0,00
74887	403 123,00	0,00	0,00	0,00	0,00	403 123,00	0,00	400 000,00	3 123,00	0,00	0,00
74	328 674 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 674 570,00	0,00	305 272 750,00	29 303 118,00	5 901 298,00	0,00
756	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00	0,00	1 025 400,00	0,00	225 400,00	0,00
757	153 329,92	0,00	251,00	0,00	0,00	153 078,92	0,00	400 000,00	0,00	246 921,08	0,00
7581	1 167 240,00	0,00	969,00	0,00	0,00	1 166 271,00	0,00	1 836 800,00	0,00	670 529,00	0,00
7583	1 325 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 325 245,00	0,00	2 327 900,00	0,00	1 002 655,00	0,00
7588	3 723,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 723,00	0,00	3 000,00	723,00	0,00	0,00
75	3 449 537,92	0,00	1 220,00	0,00	0,00	3 448 317,92	0,00	5 593 100,00	723,00	2 145 505,08	0,00
7811	25 609 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 609 010,00	0,00	25 725 000,00	0,00	115 990,00	0,00
7813	18 092 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 092 453,00	0,00	18 900 000,00	0,00	807 547,00	0,00
78174	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 860 600,00	0,00	4 860 600,00	0,00
78	43 701 463,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 701 463,00	0,00	49 485 600,00	0,00	5 784 137,00	0,00
TOTAL	543 007 941,92	0,00	1 388 765,00	0,00	0,00	546 619 176,92	0,00	484 097 150,00	78 677 760,00	16 155 733,08	0,00
Section OPERATIONS EN CAPITAL											
1041	9 553 699,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 553 699,00	0,00	9 553 700,00	0,00	1,00	0,00
10	9 553 699,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 553 699,00	0,00	9 553 700,00	0,00	1,00	0,00
13412	23 698 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 698 765,00	0,00	119 000 000,00	0,00	95 301 235,00	0,00
13	23 698 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 698 765,00	0,00	119 000 000,00	0,00	95 301 235,00	0,00
TOTAL	33 252 464,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 252 464,00	0,00	128 553 700,00	0,00	95 301 236,00	0,00
DEVELOPPEMENT DES RECETTES											
	581 260 405,92	0,00	1 388 765,00	0,00	0,00	579 871 640,92	0,00	612 650 850,00	78 677 760,00	111 456 969,08	0,00



DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

COMPTE Libellé	DEPENSES					MONTANTS NET	
	Montant BRUT des ordres de dépenses		REVERSEMENTS		EXTOURNE	Montant NET des dépenses	
	Externe	Interne	Dont dépenses sur crédits d'extourne	Externe	Interne	Externe	Interne
Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT							
6155 Sur biens mobiliers	4 076 273,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 076 273,00	0,00
616 Primes d'assurance	2 779 392,00	0,00	0,00	31 592,00	0,00	2 747 800,00	0,00
617 Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6181 Documentation générale et administra	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00
6183 Documentation technique et pédagogi	950 563,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 563,00	0,00
61 SERVICES EXTERIEURS	65 842 241,00	11 588 603,00	0,00	69 276,00	0,00	65 772 965,00	11 588 603,00
6223 Rémunérations des transitaires	95 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 695,00	0,00
6225 Honoraires vétérinaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226 Autres honoraires	5 995 638,00	96 180,00	0,00	0,00	0,00	5 995 638,00	96 180,00
6227 Frais d'actes et de contentieux	45 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 600,00	0,00
6228 Divers	1 614 747,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 614 747,00	0,00
6231 Annonces et insertions	4 114 055,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 114 055,00	0,00
6233 Foires et expositions	405 446,00	0,00	0,00	0,00	0,00	405 446,00	0,00
6234 Cadeaux à la clientèle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236 Catalogues et imprimés	1 722 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 722 948,00	0,00
6238 Divers (pourboires, dons courants,...)	90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00	0,00
6241 Transports sur achats	9 479 182,00	0,00	0,00	7 695,00	0,00	9 471 487,00	0,00
6245 Voyages d'études, visites, sorties pédi	17 279 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 279 684,00	0,00
6247 Transports collectifs du personnel	5 989 236,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 989 236,00	0,00
6248 Divers	13 627 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 627 365,00	0,00
6251 Voyages et déplacements du person	1 811 736,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 811 736,00	0,00
6256 Missions	6 116 415,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 116 415,00	0,00
6257 Réceptions	2 847 082,00	181 462,00	0,00	0,00	0,00	2 847 082,00	181 462,00
626 Frais postaux et frais de télécommuni	4 846 409,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 846 409,00	0,00
6278 Autres frais et commis. sur prest. serv	98 595,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 595,00	0,00
6281 Cotisations professionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288 Autres services extérieurs divers	88 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 050,00	0,00
62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	76 267 883,00	277 642,00	0,00	7 695,00	0,00	76 260 188,00	277 642,00
6355 Taxes sur le chif. d'affaires non récupé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358 Autres droits	138 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 407,00	0,00
63 IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS	138 407,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 407,00	0,00

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

COMPTE Libellé	DEPENSES					EXTOURNE		MONTANTS NET	
	Montant BRUT des ordres de dépenses		REVERSEMENTS		Dont dépenses sur crédits d'extourne	EXTOURNE		Montant NET des dépenses	Interne
	Externe	Interne	Externe	Interne		Externe	Interne		
Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT									
64112 Personnel des exploitations agricoles	44 149 315,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 149 315,00	0,00
64113 Employés de bureau	11 815 203,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 815 203,00	0,00
64114 Personnel enseignant	32 672 988,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 672 988,00	0,00
6416 Primes et gratifications	131 223,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 223,00	0,00
6417 Indemnités et avantages en espèces	154 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	154 400,00	0,00
642 Rémunéra. particul. personnel enseig	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
643 Rémunérations diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6446 Rémunération personnel- Emplois J	23 064 382,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 064 382,00	0,00
6451 Cotisations à la Mutualité Sociale Agri	12 919 832,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 919 832,00	0,00
6461 Sécurité Sociale	21 925 892,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 925 892,00	0,00
6475 Médecine du travail, pharmacie	839 458,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	839 458,00	0,00
64 CHARGES DE PERSONNEL	147 672 693,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 672 693,00	0,00
651 Redev. concessions, brevets, licences	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6571 Bourses accordées par l'Etablissement	8 215 132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 215 132,00	0,00
6574 Bourses accordées par l'état	15 703 245,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 703 245,00	0,00
6577 Aide sociale en faveur des élèves(F.S	381 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	381 600,00	0,00
6583 Charges gest. cour. annul. O.R. ex.ar	424 503,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	424 503,00	0,00
6588 Autres charges diverses de gestion cc	2 736 611,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 735 295,00	11 000,00
65 AUTRES CHARGES DE GESTION C	27 461 091,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 459 775,00	11 000,00
666 Pertes de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66 CHARGES FINANCIERES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68112 Immob.corporelles (hors biens vivants	57 155 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 155 835,00	0,00
6817 Dot. prov. pour dépré. actifs circulants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68174 Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT	57 155 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 155 835,00	0,00
7132 Animaux (cycle court)	17 528 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 528 180,00	0,00
7134 Végétaux (cycle court)	1 874 360,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 874 360,00	0,00
7137 Produits	905 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	905 500,00	0,00
71 VARIATIONS D'INVENTAIRE : BIEN	20 308 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 308 040,00	0,00
TOTAL SECT- OPERATIONS DE FONCTIONN	515 714 065,00	12 631 952,00	0,00	0,00	0,00	1 030 665,00	0,00	514 683 400,00	12 631 952,00

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES

COMPTE Libellé	DEPENSES					MONTANTS NET	
	Montant BRUT des ordres de dépenses		REVERSEMENTS			Montant NET des dépenses	
	Externe	Interne	Dont dépenses sur crédits d'extourne	Externe	Interne	Dont dépenses sur crédits d'extourne	Externe Interne
Section OPERATIONS EN CAPITAL							
2135 Installations générales, agencements, matériel, outillage, agencements et an	7 140 043,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 140 043,00 0,00
2154 Matériel, outillage, agencements et an	50 155 045,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 155 045,00 0,00
2182 Matériel de transport	5 720 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 720 000,00 0,00
2183 Matériel de bureau et matériel informa	4 223 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 223 923,00 0,00
2184 Mobilier	601 042,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	601 042,00 0,00
2188 Autres	3 749 302,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 749 302,00 0,00
21 IMMO. CORPORELLES (hors biens	71 589 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 589 355,00 0,00
2313 Constructions	12 502 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 502 018,00 0,00
23 IMMOBILISATIONS EN COURS	12 502 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 502 018,00 0,00
TOTAL SECT* OPERATIONS EN CAPITAL	84 091 373,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 091 373,00 0,00
DEVELOPPEMENT DES DEPENSES							
TOTAL GENERAL	599 805 438,00	12 631 952,00	0,00	1 030 665,00	0,00	0,00	598 774 773,00 12 631 952,00





EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023

Centre Pour l'établissement

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ET DES RECETTES  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 6 / 6

DEVELOPPEMENT DES RECETTES

COMPTE Libellé	RECETTES					MONTANTS NET	
	Montant BRUT des ordres de Recettes		REDUCTIONS			Montant NET des Recettes	
	Externe	Interne	Dont Recettes sur crédits d'extourne	Externe	Interne	Dont Recettes sur crédits d'extourne	Externe Interne
Section OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT							
7418 Autres Subventions d'état	45 523 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 523 526,00 0,00
742 Région	206 558 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 558 916,00 0,00
747 Autres collectivités publiques	25 951 459,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 951 459,00 0,00
74884 Bourses accordées par l'état	15 703 536,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 703 536,00 0,00
74887 Subventions pour le fonds social lycée	403 123,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	403 123,00 0,00
74 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	328 674 570,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 674 570,00 0,00
756 Produits des cessions d'éléments d'act	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00 0,00
757 Produits spécifiques	153 329,92	0,00	0,00	251,00	0,00	0,00	153 078,92 0,00
7581 Indemnités d'assurance	1 167 240,00	0,00	0,00	969,00	0,00	0,00	1 166 271,00 0,00
7583 Pduits gesti cour. prove annul OD exe	1 314 245,00	11 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 314 245,00 11 000,00
7588 Autres (FMIC)	3 723,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 723,00 0,00
75 AUTRES PRODUITS DE GESTION C	3 438 537,92	11 000,00	0,00	1 220,00	0,00	0,00	3 437 317,92 11 000,00
7811 Reprises sur amort.immob.incorpor et	25 609 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 609 010,00 0,00
7813 Quote-part reprise au résultat des fina	18 092 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 092 453,00 0,00
78174 Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 0,00
78 REPRISES SUR AMORT. ET PROVIS	43 701 463,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 701 463,00 0,00
TOTAL SECT* OPERATIONS DE FONCTIONN	535 375 989,92	12 631 952,00	0,00	1 388 765,00	0,00	0,00	533 987 224,92 12 631 952,00
Section OPERATIONS EN CAPITAL							
1041 Valeur initiale des financements rattach	9 553 699,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 553 699,00 0,00
10 CAPITAL ET RESERVES	9 553 699,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 553 699,00 0,00
13412 Régions	23 698 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 698 765,00 0,00
13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	23 698 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 698 765,00 0,00
TOTAL SECT* OPERATIONS EN CAPITAL	33 252 464,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 252 464,00 0,00
DEVELOPPEMENT DES RECETTES							
TOTAL GENERAL	568 628 453,92	12 631 952,00	0,00	1 388 765,00	0,00	0,00	567 239 688,92 12 631 952,00

EPEFPA Opunohu  
Exercice 2023

Centre Pour l'établissement

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES ET DES RECETTES  
Récapitulatif Général : Exécution du budget  
COMPTE FINANCIER DEFINITIF

Edité le 21/01/2024  
Page 1 / 1

DEPENSES		RECETTES	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	527 315 352,00	546 619 176,92	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT
Excédent de Fonctionnement	19 303 824,92	0,00	
TOTAUX EGAUX (Section Fonctionnement)	546 619 176,92	546 619 176,92	TOTAUX EGAUX (Section Fonctionnement)
	0,00	31 958 196,92	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
	0,00	800 000,00	COMPTE 756
DEPENSES EN CAPITAL	84 091 373,00	33 252 464,00	RECETTES EN CAPITAL
Sous-Total Dépenses	84 091 373,00	66 010 660,92	Sous-Total Recettes
		18 080 712,08	Diminution du Fonds de Roulement
TOTAUX EGAUX (Section Capital)	84 091 373,00	84 091 373,00	TOTAUX EGAUX (Section Capital)
TOTAL BRUT	630 710 549,92	630 710 549,92	
Virements Internes entre Sections	12 631 952,00	12 631 952,00	
TOTAL NET	618 078 597,92	618 078 597,92	



## COMPTE FINANCIER de l'EXERCICE 2023

pour l'établissement: EPEFPA Opunohu  
BP 1007 PAPETOAI

98728 moorea

présenté par M. *Agiti*

L'agent comptable soussigné, affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte financier.

Il affirme en outre, et sous les mêmes peines, que les opérations portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de l'Etablissement et qu'il en existe aucune autre à sa connaissance.

A *Moorea*, le *28/03/2024*

L'agent comptable,

*Brandt*

L'ordonnateur soussigné certifie l'exactitude du montant des titres de dépenses et du montant des titres de recettes inscrits au présent compte financier.

A *MOOREA*, le *28/03/2024*

L'ordonnateur,

*[Signature]*



**E.P.E.F.P.A**  
OPUNOHU

Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du .....

A ....., le .....

Le Président du Conseil d'Administration,



*Teini TEAI*

ARRÊTÉS DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 2159 CM du 21 novembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 pris pour application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements

NOR : DDC24201570AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Considérant l'intérêt de garantir la tenue des Jeux du Pacifique en 2027 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — À l'annexe 4 de l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié susvisé, il est inséré au sein du sous-secteur « Sanitaire et social », l'opération suivante :

Opération	Taux directeur	Majoration	
		500 < Hab < 2 000	Hab < 500
Installations sportives des Jeux du Pacifique 2027	80 %	-	-

Art. 2. — Les indicateurs de performance figurant à l'annexe 5 dudit arrêté sous le volet « Opérations », « Installations sportives » ainsi que les pièces constitutives du volet « Travaux », « Installations sportives » figurant à l'annexe 3 du même arrêté s'appliquent aux demandes de concours financier déposées pour des installations sportives des Jeux du Pacifique 2027.

Art. 3. — La disposition de l'article 1er est applicable aux demandes déposées à la délégation pour le développement des communes à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté jusqu'à la fin des Jeux du Pacifique 2027.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 21 novembre 2024.  
Moetai BROTHERSON

**Arrêté n° 2193 CM du 22 novembre 2024 rendant exécutoire la délibération n° 10-24 CAPF du 28 octobre 2024 du conseil d'administration du Conservatoire artistique de la Polynésie française portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 pour l'exercice 2024**

NOR : CAP24203426AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 89-102 AT du 20 juillet 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé « Conservatoire artistique territorial de la Polynésie française » ;

Vu l'arrêté n° 794 CM du 13 juillet 1990 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière et comptable du Conservatoire artistique territorial - Te Fare Upa Rau ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 154 CM du 21 avril 2005 portant nomination de M. Fabien DINARD en qualité de directeur du Conservatoire artistique de la Polynésie française - Te Fare Upa Rau ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration de l'établissement Conservatoire artistique de la Polynésie française en date du 28 octobre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est rendue exécutoire la délibération n° 10-24 CAPF du 28 octobre 2024 du conseil d'administration du Conservatoire artistique de la Polynésie française portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2 pour l'exercice 2024.

Le budget modifié est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 457 394 278 F CFP (quatre-cent-cinquante-sept-millions-trois-cent-quatre-vingt-quatorze-mille-deux-cent-soixante-dix-huit francs CFP) se décomposant comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
Recettes (en F CFP)	409 181 066	25 903 203	435 084 269
Dépenses (en F CFP)	415 200 000	42 194 278	457 394 278
Résultat	-6 018 934	-16 291 075	-22 310 009

L'équilibre budgétaire est assuré par une contraction du fonds de roulement de 22 310 009 F CFP (vingt-deux-millions-trois-cent-dix-mille-neuf francs CFP).

Art. 2. — Le ministre l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE  
TE FARE 'UPA RAU

DÉLIBÉRATION n° 10-24/CAPF du 28 octobre 2024  
portant adoption de la décision budgétaire modificative n° 2  
du Conservatoire artistique de la Polynésie française – Te Fare 'Upa Rau pour l'exercice 2024

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU CONSERVATOIRE ARTISTIQUE de la POLYNÉSIE FRANÇAISE

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 89-102/AT du 20 juillet 1989 modifiée portant création d'un établissement public dénommé « Conservatoire artistique de la Polynésie Française » ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 794/CM du 13 juillet 1990 modifié relatif à l'organisation, au fonctionnement et à la gestion financière et comptable du Conservatoire artistique de la Polynésie Française « Te Fare 'Upa Rau » ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 05 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 154/CM du 21 avril 2005 portant nomination de Monsieur Fabien MARA-DINARD, en qualité de directeur du Conservatoire artistique de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 1281/CM du 2 août 2024 rendant exécutoire la délibération n° 5-24/CAPF du 25 juin 2024 du Conservatoire artistique de la Polynésie française portant adoption la décision budgétaire modificative n°1 pour l'exercice 2024 ;
- Vu les décisions n° 27/2024/CAPF du 17 septembre 2024 et n° 30/2024/CAPF du 22 octobre 2024 relatives au transfert de crédits des comptes du budget du Conservatoire artistique de la Polynésie française - Te Fare 'Upa Rau ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 28 octobre 2024,

A D O P T E

**Article 1.-** Le budget modifié du Conservatoire artistique de la Polynésie française – *Te Fare 'Upa Rau* pour l'exercice **2024**, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **457 394 278 francs CFP** (quatre cent cinquante-sept millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille deux cent soixante-dix-huit francs) est approuvé.

Il se décompose comme suit :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en Capital	TOTAL
Recettes (en F CFP)	409 181 066	25 903 203	435 084 269
Dépenses (en F CFP)	415 200 000	42 194 278	457 394 278
Résultats (en F CFP)	-6 018 934	-16 291 075	-22 310 009

**L'équilibre budgétaire est assuré par la diminution du fonds de roulement d'un montant de 22 310 009 F CFP.**

**Article 2.-** Le directeur et l'agent comptable de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

  
Wallace TEINA

Le Président du Conseil d'administration,

  
Ronny TERIIPAIA

**BUDGET PRINCIPAL**

**CONSERVATOIRE ARTISTIQUE DE LA POLYNESIE FRANCAISE**

**DECISION MODIFICATIVE DE L'EXERCICE 2024**

**DECISION MODIFICATION N°2**

CADRE 1  
( DEVELOPEMENT DES CREDITS CLASSE 6 )  
Feuillet 1

NUMEROS				CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES CREDITS						
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	ENGAGEMENTS 2023 non mandatés	RAPPEL des crédits antérieurement votés	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Mt reportés Uniquement pour une RA	Mt des crédits après décision modificative
								Augmentations	Diminutions		
60	6				SECTION I - FONCTIONNEMENT  ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES  Sous-total 606 Total chapitre 60.....		10 200 000 10 200 000				10 200 000 10 200 000
61	3				ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES LOCATIONS  Sous-total 613		1 400 000 1 400 000				1 400 000 1 400 000
	5				TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS  Sous-total 615		3 600 000 3 600 000	300 000			3 900 000 3 900 000
	6				PRIMES ASSURANCES  Sous-total 616		850 000 850 000				850 000 850 000
	8				DIVERS  Sous-total 618		50 000 50 000				50 000 50 000
						Total chapitre 61.....		5 900 000 5 900 000	300 000		
62	2				AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES  Sous-total 622		100 000 100 000	100 000			200 000 200 000
	3				PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION  Sous-total 623		250 000 250 000	150 000			400 000 400 000
	4				TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSO  Sous-total 624		694 468 694 468	150 000			844 468 844 468
	5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS  Sous-total 625		800 000 800 000	347 000			1 147 000 1 147 000
	6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS  Sous-total 626		920 000 920 000				920 000 920 000
	7				SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES  Sous-total 627		340 000 340 000				340 000 340 000
	8				CHARGES EXTERNES DIVERSES  Sous-total 628		44 750 000 44 750 000	2 083 275			46 833 275 46 833 275
						Total chapitre 62.....		47 854 468 47 854 468	2 830 275		



CADRE 1  
( DEVELOPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )  
Feuillet 2

NUMEROS				CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROG.		MONTANTS DES CREDITS					
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	ENGAGEMENTS 2023 non mandatés	RAPPEL des crédits antérieurement votés	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Mt reporté Uniquement pour une RA	Mt des crédits après décision modificative
								Augmentations	Diminutions		
63					SECTION I - FONCTIONNEMENT						
					IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES		450 000				450 000
	5				AUTRES IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES ..		450 000				450 000
	7				AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES		200 000				200 000
					Sous-total 635						
					Sous-total 637		200 000				200 000
					Total chapitre 63.....		650 000				650 000
64					CHARGES DE PERSONNEL						
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET SIEMPLOI BLOQ		247 659 054				247 659 054
	1				Sous-total 641		247 659 054				247 659 054
	3				REMUNERATION PERSONNEL SUR CREDITS		4 750 000				4 750 000
					Sous-total 643		4 750 000				4 750 000
	5				CHARGES SOCIALES CPS		71 300 000				71 300 000
					Sous-total 645		71 300 000				71 300 000
					AUTRES CHARGES SOCIALES		250 000				250 000
	7				Sous-total 647		250 000				250 000
					Total chapitre 64.....		323 959 054				323 959 054
65					AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE						
	1				REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES		200 000	303 000			503 000
					Sous-total 651		200 000	303 000			503 000
					Total chapitre 65.....		200 000	303 000			503 000
67					CHARGES EXCEPTIONNELLES						
	1				CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATION GEST EXERCI.		550 000				550 000
					Sous-total 671		550 000				550 000
	8				AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES		50 000				50 000
					Sous-total 678		50 000				50 000
					Total chapitre 67.....		600 000				600 000
68					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS						
	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS		21 236 478	1 166 725			22 403 203
					Sous-total 681		21 236 478	1 166 725			22 403 203
					Total chapitre 68.....		21 236 478	1 166 725			22 403 203

CADRE 1

( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6 )

Feuillet 3

NUMEROS		CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.		MONTANTS DES CREDITS						
Chap	Art	Sous Parag	Programme	INTITULES	ENGAGEMENTS 2023 non mandatés	RAPPEL des crédits antérieurement votés	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Mt reportés Uniquement pour une RA	Mt des crédits après décision modificative
							Augmentations	Diminutions		
				SECTION I - FONCTIONNEMENT						
				TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....		410 600 000	4 600 000			415 200 000

CADRE 1  
( DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4 )  
Feuillet 4

NUMEROS		CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.		ENGAGEMENTS 2023 non mandatés	MONTANTS DES CREDITS				Mt reporté Uniquement pour une RA	Mt des crédits après décision modificative
Chap	Art	Sous Parag	Programme		RAPPEL des crédits antérieurement votés	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Mt reporté Uniquement pour une RA		
						Augmentations	Diminutions			
13				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL						
	1			SUBVENTION INVESTISSEMENT						
				SUBVENTION EQUIPEMENT						
	9			Sous-total 131 SUBVENTION AU CPTE RESULTAT	24 194 278					24 194 278
				Sous-total 139	24 194 278					24 194 278
				Total chapitre 13.....	24 194 278					24 194 278
21				IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
	2			AGENCEMENTS AMENAGEMENTS TERRAINS	3 500 000					3 500 000
				Sous-total 212	3 500 000					3 500 000
	3			CONSTRUCTIONS	6 986 069					6 986 069
				Sous-total 213	6 986 069					6 986 069
	5			INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	4 513 931					4 513 931
			Sous-total 215	4 513 931					4 513 931	
			AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 000 000						3 000 000
			Sous-total 218	3 000 000						3 000 000
				Total chapitre 21.....	18 000 000					18 000 000
				TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL .....	42 194 278					42 194 278

Feuillet 5

CADRE 2  
( DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7 )

NUMEROS			CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	MONTANTS DES RECETTES			Mt des Prév. de recettes après décision modificative	
Chap	Art	Parag. Sous- Parag	INTITULES	RAPPEL des prévisions de recettes antérieures	Modifications proposées au titre de la décision modificative			Mt reporté Uniquement pour une RA
					Augmentations	Diminutions		
70			SECTION I - FONCTIONNEMENT					
	6		VENTES DE MARCHANDISES	103 300 000			107 405 600	
			PRESTATIONS SERVICES	103 300 000	4 105 600		107 405 600	
	8		PRODUITS DES ACTIVITES ANNEES	2 400 000	4 105 600		2 400 000	
			Sous-total 706	103 300 000				
			Sous-total 708	2 400 000				
			Total chapitre 70.....	105 700 000	4 105 600		109 805 600	
74			SUBVENTION EXPLOITATION					
	1		SUBVENTION EXPLOITATION ETAT	15 751 790			15 751 790	
			Sous-total 741	15 751 790			15 751 790	
	4		SUBVENTION FONCTIONNEMENT POLYNESIE FRANCAISE	233 136 000			233 136 000	
			Sous-total 744	233 136 000			233 136 000	
	6		DONS ET LEGS		1 094 400		1 094 400	
			Sous-total 746		1 094 400		1 094 400	
	8		AUTRES SUBVENTIONS EXPLOITATION	14 100 000	781 066		14 881 066	
			Sous-total 748	14 100 000	781 066		14 881 066	
			Total chapitre 74.....	262 987 790	1 875 466		264 863 256	
75			AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE					
	8		DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 000 000			3 000 000	
			Sous-total 758	3 000 000			3 000 000	
			Total chapitre 75.....	3 000 000			3 000 000	
77			PRODUITS EXCEPTIONNELS					
			PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATION GESTION EXERC	7 000 000			7 000 000	
	1		Sous-total 771	7 000 000			7 000 000	
			QUOTE-PART SUBVENTIONS INVEST VIREE AUX RESULT EXE	24 194 278			24 194 278	
	7		Sous-total 777	24 194 278			24 194 278	
			AUTRES PRODUITS OPERATIONS EXCEPTIONNELLES CAPITAL	317 932			317 932	
	8		Sous-total 778	317 932			317 932	
			Total chapitre 77.....	31 512 210			31 512 210	
			TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT .....	403 200 000	5 981 066		409 181 066	

CADRE 2  
( DEVELOPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4 )  
Feuillet 6

NUMEROS			CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROG.	INTITULES	MONTANTS DES RECETTES						
Chap	Art	Sous-Parag			Programme	RAPPEL des prévisions de recettes antérieures	Modifications proposées au titre de la décision modificative		Mt reporté Uniquement pour une RA	Mt des Prév. de recettes après décision modificative	
							Augmentations	Diminutions			
13	1			SECTION II - OPERATION EN CAPITAL	SUBVENTION INVESTISSEMENT SUBVENTION EQUIPEMENT					3 500 000 3 500 000	3 500 000 3 500 000
28	1  4			AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES  AMMORT IMMOB CORPOR CHARGE RENOUV NON A L'Etabl   							

CADRE 3

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES

Paramètres d'édition :

Organisme :	103
Exercice :	2024
Budget :	B03
Etape :	%

CADRE 3  
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

Section I - FONCTIONNEMENT				RECETTES	
DEPENSES					
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMERO des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	10 200 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	109 805 600
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	8 200 000	74	SUBVENTION EXPLOITATION	264 883 256
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS/EN RELATION AVEC L'ACTI	50 884 743	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	3 000 000
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	650 000	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	31 512 210
64	CHARGES DE PERSONNEL	323 959 054			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	503 000			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	600 000			
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	22 403 203			
	Total des DEPENSES ...	416 200 000		Total des RECETTES ...	409 181 066
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)			Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)	6 018 934
	Montant TOTAL ....	416 200 000		Montant TOTAL ....	415 200 000



CADRE 3  
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

Section II - OPERATION EN CAPITAL					RECETTES	
DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES
	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	24 194 278	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	3 500 000
	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 000 000	28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	22 403 203
		Total des DEPENSES ...	42 194 278		Total des RECETTES ....	25 903 203
		Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement	6 018 934		Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	22 310 009
		Montant TOTAL .....	48 213 212		Montant TOTAL .....	48 213 212
		TOTAL BRUT DES DEPENSES ...	463 413 212		TOTAL BRUT DES RECETTES ....	463 413 212
		A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)	6 018 934		A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	6 018 934
		TOTAL NET DES DEPENSES ....	457 394 278		TOTAL NET DES RECETTES ....	457 394 278

**Arrêté n° 2204 CM du 26 novembre 2024 rendant exécutoire la délibération du conseil d'administration n° 4-2024 GREPFOC du 13 mai 2024 portant adoption du compte financier 2023 de l'établissement public dénommé GREPFOC et affectation de son résultat**

NOR : GRE24202297DL-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2003-97 APF du 10 juillet 2003 portant création d'un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière dénommé Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 29 CM du 10 janvier 2020 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public industriel et commercial dénommé Groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu le procès-verbal du conseil d'administration du GREPFOC en date du 13 mai 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 20 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est rendue exécutoire la délibération du conseil d'administration n° 4-2024 GREPFOC du 13 mai 2024 portant adoption du compte financier 2023 de l'établissement public dénommé GREPFOC et affectation de son résultat.

Art. 2. — Le compte financier du GREPFOC, au titre de l'exercice 2023, s'établit ainsi :

	Section de fonctionnement	Opérations en capital	Total
Recettes (en F CFP)	185 441 999	0	185 441 999
Dépenses (en F CFP)	183 736 607	3 009 431	186 746 038
Résultat	1 705 392	3 009 431	- 1 304 039

Art. 3. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2023, soit un excédent de 1 705 392 F CFP, est affecté au compte :

- 120 : solde créditeur 1 705 392 F CFP.

Art. 4. — Au 31 décembre de l'exercice 2023, le fonds de roulement du GREPFOC est de 58 368 642 F CFP (cinquante-huit-millions-trois-cent-soixante-huit-mille-six-cent-quarante-deux francs CFP).

Art. 5. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.  
Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*  
Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*  
Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 2212 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Tahiti Iti Diving au titre des aides à l'équipement des petites entreprises**

NOR : DAE24202839AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Tahiti Iti Diving et déposée le 15 mai 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 28 août 2024 ;

Vu la lettre n° 6993 PR du 25 octobre 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 28 octobre 2024 ;

Vu l'avis n° 492-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 1 510 000 F CFP (un-million-cinq-cent-dix-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Tahiti Iti Diving (n° TAHITI 896852), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 15 191 663 F CFP (quinze-millions-cent-quatre-vingt-onze-mille-six-cent-soixante-trois francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (excursions nautiques, plongée sous-marine et enseigne de la conduite de bateaux) située à Taravao.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 2216 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Cold Tahiti au titre des aides à l'équipement des petites entreprises**

NOR : DAE24202857AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Cold Tahiti et déposée le 5 juin 2024 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 28 août 2024 ;

Vu la lettre n° 6993 PR du 25 octobre 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 28 octobre 2024 ;

Vu l'avis n° 492-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 2 920 000 F CFP (deux-millions-neuf-cent-vingt-mille francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises, en faveur de la société Cold Tahiti (n° TAHITI F71635), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels estimées à 5 930 742 F CFP (cinq-millions-neuf-cent-trente-mille-sept-cent-quarante-deux francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (restauration de type rapide) située à Punaauia.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER



**Arrêté n° 2217 CM du 28 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière en faveur de la société Le Foodcourt Papeete au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants**

NOR : DAE24202912AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et restaurants ;

Vu l'arrêté n° 1855 CM du 18 octobre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-28 du 9 octobre 2017 instituant un dispositif d'aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants ;

Vu la demande d'aide présentée par la société Le Foodcourt Papeete et déposée le 29 décembre 2023 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'attribution des aides économiques réunie le 8 mars 2024 ;

Vu la lettre n° 6993 PR du 25 octobre 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 28 octobre 2024 ;

Vu l'avis n° 492-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 4 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une aide financière d'un montant de 3 000 000 F CFP (trois-millions de francs CFP), au titre des aides à l'équipement des petites entreprises et à la création et à la revitalisation des petits commerces et des restaurants, en faveur de la société Le Foodcourt Papeete (n° TAHITI F34609), pour cofinancer les dépenses d'acquisition d'équipements professionnels et de réalisation de travaux d'aménagement, estimées à 6 535 557 F CFP (six-millions-cinq-cent-trente-cinq-mille-cinq-cent-cinquante-sept francs CFP) hors TVA, relatives à son activité (restauration rapide) située à Papeete.

Art. 2. — Le montant de cette aide est imputé au budget général de la Polynésie française : mission 966, programme 96603, article 652, centre de travail 73000-F.

Art. 3. — Le montant total de l'aide financière sera versé en une seule fois, sur le compte bancaire de la société bénéficiaire mentionnée à l'article 1er, à compter de la publication de l'arrêté d'attribution de l'aide au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — La société doit, dans les douze mois qui suivent la notification de l'arrêté d'attribution de l'aide, produire auprès de la direction générale des affaires économiques les documents justifiant la réalisation totale de son projet. À défaut de production de justificatifs ou dans le cas où l'aide a reçu une destination n'entrant pas dans le cadre du projet présenté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide financière.

Art. 5. — Le présent arrêté devient caduc si la société n'a pas achevé son projet d'investissement dans un délai d'un an suivant sa notification.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux représentants de la société et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

**Arrêté n° 2218 CM du 28 novembre 2024 rendant exécutoire les délibérations n° 6-2022 du 3 mai 2022 et n° 7-2022 du 3 mai 2022 du lycée polyvalent de Taravao portant adoption du compte financier et affectation du résultat de l'exercice 2021**

NOR : DEE23201843DL-1

La Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 580 CM du 5 juillet 1993 modifié relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics territoriaux ;

Vu le procès-verbal du conseil d'établissement du 3 mai 2022 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Sont rendues exécutoires les délibérations n° 6-2022 du 3 mai 2022 et n° 7-2022 du 3 mai 2022 du lycée polyvalent de Taravao adoptant le compte financier 2021 et portant affectation du résultat de l'exercice 2021.

Art. 2. — Le compte financier du lycée polyvalent de Taravao, au titre de l'exercice 2021, s'établit ainsi :

	Section de fonctionnement	Opérations en capital	Total de l'exécution budgétaire
Recettes (en F CFP)	173 610 430	0	173 610 430
Dépenses (en F CFP)	172 700 885	6 827 029	179 527 914
Résultat	909 545	- 6 827 029	- 5 917 484

Art. 3. — Le résultat d'exploitation de l'exercice 2021 du lycée polyvalent de Taravao, soit un excédent de 909 545 F CFP (neuf-cent-neuf-mille-cinq-cent-quarante-cinq francs CFP) est affecté aux comptes :

- 10681 - Établissement : 909 545 F CFP ;
- 10684 - Services spéciaux : 0 F CFP ;
- 10687 - Service de restauration et hébergement : 0 F CFP.

Art. 4. — Au 31 décembre de l'année 2021, le fonds de roulement du lycée polyvalent de Taravao est de 32 841 414 F CFP (trente-deux-millions-huit-cent-quarante-et-un-mille-quatre-cent-quatorze francs CFP).

Art. 5. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée polyvalent de Taravao et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER

*Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,*

Ronny TERIIPAIA

**Arrêté n° 2234 CM du 28 novembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention complémentaire de fonctionnement en faveur de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision pour l'exercice 2024**

NOR : TNT24000154AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 modifié portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande d'une subvention complémentaire en fonctionnement de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision, pour l'exercice 2024 en date du 9 octobre 2024 ;

Vu la lettre n° 7208 PR du 5 novembre 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 6 novembre 2024 ;

Vu l'avis n° 506-24 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 18 novembre 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 27 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention complémentaire de fonctionnement de 50 000 000 F CFP (cinquante-millions de francs CFP) en faveur de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision, pour financer, au titre de l'exercice 2024, ses charges de fonctionnement (deux mandataires sociaux, l'audit social, l'achat en hausse de programmes locaux, la perte de revenus publicitaires).

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 974, programme 97406, article 6744, CT 620-1-F.

Art. 3. — Le versement de la subvention s'effectuera sur le compte de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision selon les modalités et conditions déterminées dans la convention annexée au présent arrêté.

Art. 4. — La société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision s'engage à produire auprès du ministère en charge de la communication dans un délai d'un an à compter de la date de versement de l'avance les pièces justificatives attestant de l'utilisation conforme de cette aide.

Art. 5. — À défaut de justificatifs dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,*

Warren DEXTER



relative à l'octroi d'une subvention complémentaire de fonctionnement en faveur de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision pour l'exercice 2024

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 815/PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- Vu l'arrêté n° 1229/PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;
- Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la délibération n°2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;
- Vu l'arrêté n° 2116/CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;
- Vu la demande d'une subvention complémentaire en fonctionnement de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision, pour l'exercice 2024 en date du 9 octobre 2024 ;
- Vu l'arrêté n° 2234/CM du 12 8 NOV 2024 approuvant l'attribution d'une subvention complémentaire de fonctionnement en faveur de la société d'économie mixte locale Tahiti Nui Télévision pour l'exercice 2024.

**ENTRE :**

La Polynésie française, représentée par son Président, Monsieur Moetai BROTHERRSON,

d'une part,

**ET :**

La société d'économie mixte locale, Tahiti Nui Télévision (TNTV), représentée par Monsieur Karl TEFAATAU, directeur général, dûment habilité à l'effet des présentes, ci-après désignée « la bénéficiaire »,

d'autre part,

**IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1er.** - Dans la limite des crédits disponibles et dans les conditions définies par la présente convention, le Pays consent à la bénéficiaire, qui l'accepte sans réserve ni restriction, l'octroi d'une subvention complémentaire de fonctionnement de 50 000 000 F CFP (cinquante-millions de francs CFP) pour financer, au titre de l'exercice 2024, ses charges de fonctionnement (deux mandataires sociaux, l'audit social, l'achat en hausse de programmes locaux, la perte de revenus publicitaires).

**Article 2.** - La subvention définie à l'article 1<sup>er</sup> sera versée à la bénéficiaire selon l'échéancier et les modalités suivantes :



**Article 2. -** La subvention définie à l'article 1<sup>er</sup> sera versée à la bénéficiaire selon l'échéancier et les modalités suivantes :

- 1<sup>er</sup> versement : 50% 25 000 000 F CFP (vingt-cinq-millions de francs CFP) à compter de la notification de la présente convention ;
- solde : 50% 25 000 000 F CFP soit (vingt-cinq-millions de francs CFP) sur présentation d'un état récapitulatif de la totalité des dépenses effectuées.

**Article 3. - Modalités de paiement**

Le paiement est effectué sur le compte de :

- Domiciliation : Banque SOCREDO
- Intitulé du compte : SEML Tahiti Nui Télévision
- Code Etablissement : [REDACTED]
- Code guichet : [REDACTED]
- N° Compte : [REDACTED]
- Clé RIB : [REDACTED]

Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique.

Le comptable assignataire est le Payeur de la Polynésie française.

**Article 4. -** La bénéficiaire produit les pièces justificatives de l'utilisation de la subvention qu'elle perçoit auprès du ministère en charge de la communication, gestionnaire des crédits en cause.

**Article 5. - Imputation budgétaire**

La dépense est imputable au budget de fonctionnement :

- Budget de la Polynésie française : 100
- Exercice : 2024
- Programme : 97406
- Article : 6744
- Centre de travail : 620-1-F

**Article 6. -** En application de l'article 186-2 de la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, la Bénéficiaire est tenue de communiquer à la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française et au Haut-commissaire de la République en Polynésie française, dans les quinze (15) jours suivant leur adoption :

- les comptes annuels et les rapports des commissaires aux comptes ;
- tous actes pouvant avoir une incidence sur l'exécution de la présente convention.

**Article 7. -** A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

**Article 8. - Election de domicile**

Pour la présente convention, les parties font élection de domicile à :

**Présidence de la Polynésie française**

Quartier Broche, – Avenue Pouvanaa a OOPA - Papeete  
B.P. 2551, 98713 Papeete - Tahiti - Polynésie française

et

**SEML « Tahiti Nui Télévision »**

Colline Putiaoro, quartier de la Mission

B.P. 348, 98713 Papeete - Tahiti - Polynésie française

**Article 9.** - Les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des dispositions de la présente convention sont portés, au gré de la partie la plus diligente et après vaine tentative de conciliation amiable, devant la juridiction compétente de Papeete-Tahiti.

**Article 10. - Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires**

La présente convention est établie, au jour de la signature, pour la durée exigée par la réalisation de son objet, en quatre (4) exemplaires originaux. Elle peut être modifiée par avenant et dénoncée à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Papeete, le

Fait à

, le

Fait à

, le

Le directeur général,

Le Président  
de la Polynésie française

Karl TEFAATAU

Moetai BROTHERSON

**ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****PRÉSIDENCE**

**Arrêté n° 2707 PR du 27 novembre 2024 autorisant le transfert d'autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime, dans le cadre de l'exploitation de l'hôtel Kia Ora Moorea, au profit de la SAS Eimeo Holding**

*NOR : DAF24515587AP-1*

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 94 CM du 18 janvier 2019 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 915 CM du 4 juin 2004 modifié autorisant l'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime, sis à Temae, commune de Moorea-Maiao, au profit de la SA Safari Club Moorea ;

Vu l'acte administratif du 8 juin 2004 enregistré le 18 juin 2004, folio n° 20, bordereau n° 646-1 et avenant du 22 décembre 2006, enregistré le 27 décembre 2006, folio n° 64, bordereau n° 1950-1, transcrit le 17 janvier 2007 volume 3193 n° 10 ;

Vu l'arrêté n° 8835 MLV du 13 octobre 2016 portant transfert de l'autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Moorea-Maiao, commune associée de Teavaro, au profit de la société Lupesina Moorea ;

Vu l'acte du 27 octobre 2017, enregistré le 13 novembre 2018, bordereau n° 1130-1 ;

Vu l'arrêté n° 2333 MAF du 21 mars 2022 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis commune de Moorea-Maiao, commune associée de Teavaro, au profit de la SAS Kia Ora Moorea ;

Vu la demande de la SAS Kia Ora Moorea du 4 septembre 2024 complétée et modifiée le 16 octobre 2024 ;

Vu la lettre d'acceptation du transfert de la société Eimeo Holding du 2 septembre 2024 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Bora Bora en date 17 octobre 2024,

## Arrête :

Article 1er. — Le transfert des autorisations d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime, sis commune de Mo'orea-Mai'ao, commune associée de Teavaro, d'une superficie totale de 20 663 m<sup>2</sup>, initialement accordée à la société Kia Ora Moorea, est autorisé au profit de la société Eimeo Holding.

L'occupation est destinée à l'exploitation des ouvrages de l'hôtel sous l'enseigne Sofitel Kia Ora Moorea ci-après désignés :

Superficies	Ouvrages	Références cadastrales	Références du plan
20 526 m <sup>2</sup>	39 bungalows et 3 Fare services	CL n° 101 et 102	du 17 décembre 2004, de récolement n° 11 dressé le 19 avril 2021 par le cabinet d'architecte Yohann Florentin
137 m <sup>2</sup>	1 ponton sur pilotis	non cadastré	topographique n° T200807 dressé en février 2021 par le cabinet de géomètre GEOVRD

Art. 2. — Les points portant l'emplacement du ponton, tel que le tout figure dans l'avis transmis par courrier n° 3225 MLA/DPAM du 9 juillet 2021, sont précisés comme suit :

A : 17°30,0167'S / 149°45,7474'W	B : 17°30,0221'S / 149°45,8405'W	C : 17°30,0209'S / 149°45,8395'W
D : 17°30,0232'S / 149°45,8342'W	E : 17°30,0283'S / 149°45,8378'W	F : 17°30,0248'S / 149°45,8421'W
G : 17°30,0230'S / 149°45,8416'W	H : 17°30,0179'S / 149°45,8497'W	

Art. 3. — Le présent transfert est consenti à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour le temps restant à courir dans les autorisations susvisées, dont le terme est fixé comme suit :

Référence de l'arrêté	Ouvrages concernés	Date de fin
915 CM du 4 juin 2004 modifié	39 bungalows et 3 fare	31 décembre 2026
2333 MAF du 21 mars 2022	1 ponton sur pilotis	24 mars 2092

La bénéficiaire s'engage à respecter les clauses et conditions particulières ci-après :

A - Elle affectera les emplacements concédés :

1° Pour les travaux déjà réalisés, depuis 1997, sur une emprise de 12 826 m<sup>2</sup>, l'implantation de 20 bungalows sur l'eau et 3 fare service ;

2° Pour les travaux réalisés, sur une emprise de 7 700 m<sup>2</sup>, l'implantation de 19 bungalows sur l'eau ;

B - Elle s'engage à assurer la continuité du passage public en bordure du rivage ;

C - Elle s'engage à prendre toutes les mesures de protection nécessaires, de manière à limiter au maximum les atteintes au milieu marin, avant, pendant et après l'exécution des travaux. À ce titre, il s'engage à entourer les zones de travaux des zones voisines sensibles par des écrans protecteurs géotextiles (*siltscreen*) afin d'éviter toute dégradation des zones voisines sensibles par d'éventuels dépôts de panaches turbines générés par les engins du chantier ;

D - Elle s'engage à mettre en œuvre tous les moyens propres à assurer la protection du milieu naturel et à se conformer aux recommandations et directives de l'étude d'impact réalisée par la SNC Pae Tai - Pae Uta ;

E - Elle se conformera aux prescriptions que pourront lui faire tenir les agents des services habilités par la Polynésie française, notamment en ce qui concerne la protection du milieu naturel de la direction de l'environnement et les recommandations de la direction de l'équipement et de la direction de la santé, hygiène et salubrité publique ;

F - Les constructions et installations sur le domaine public maritime sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement ;

G - Elle prendra en charge toutes les conséquences dommageables éventuelles qu'induiront les travaux sur les propriétés riveraines ;

H - Elle sera seule tenue à toutes les garanties que ces occupations et ces installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés. Elle fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

I - Elle ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès et préalable de l'autorité compétente ;

J - Toutes les difficultés qui pourraient surgir au sujet, soit de l'interprétation, soit de l'exécution du présent acte, seront du ressort du tribunal administratif de Papeete ;

K - L'emplacement non cadastré autorisé est destiné à l'implantation d'un ponton sur pilotis tel que décrit à l'article 1er du présent arrêté ;

L - La bénéficiaire doit laisser le libre passage du public à l'ouvrage ;

M - Le ponton doit comporter une signalisation de jour et de nuit au titre de la sécurité de la navigation et de la circulation maritime dans la zone ;

N - Elle est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

O - Elle lui appartient de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile.

Elle est tenue de présenter annuellement, auprès de la Polynésie française, l'attestation des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public maritime ;

P - Elle fait son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

Q - La bénéficiaire doit fournir à la direction des affaires foncières, une copie du certificat de conformité délivrée par le service en charge de l'urbanisme et un plan de récolement établi par un géomètre agréé dans un délai de trois (3) années à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 4. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 5. — La redevance annuelle d'occupation des emplacements visés à l'article 1er ci-dessus, est répartie comme suit :

Référence de l'arrêté	Superficie (m <sup>2</sup> )	Ouvrages	Redevances (F CFP)
915 CM du 4 juin 2004 modifié	20 526	39 bungalows et 3 fare	2 764 340
2333 MAF du 21 mars 2022	137	1 ponton sur pilotis	21 920
Total	20 663	-	2 786 260

Elle est payable à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. La société s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Ma'ohi) à Orovini.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

Sans préjudice de l'application de l'article 8, en cas de retard dans le paiement, les sommes restantes dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier est payé.

Art. 6. — Pour les besoins de la publicité foncière et la réalisation de formalité de transcription du présent arrêté, il est précisé que la présente autorisation est consentie par la Polynésie française.

Art. 7. — Les frais et droits d'enregistrement, de publicité foncière et la taxe de publicité immobilière du présent arrêté, de la convention et des documents y annexés seront à la charge de l'occupante.

Art. 8. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté, l'autorité compétente peut, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer l'abrogation de la présente autorisation, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 9. — À l'expiration ou à l'abrogation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par la bénéficiaire, à ses frais et sous responsabilité, sans aucune indemnité, sauf avis contraire du conseil des ministres.

Art. 10. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 2708 PR du 27 novembre 2024 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, sis au droit de la parcelle de terre cadastrée section AO n° 123, sis commune de Mo'orea-Mai'ao, commune associée de Afareaitu, formulée par Mme Laïza ALLOUCHE veuve ATENI**

NOR : DAF24515417AP-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la demande de Laïza ALLOUCHE veuve ATENI du 11 mars 2024 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Mo'orea-Maia'o du 9 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 112 m<sup>2</sup>, au droit de la terre Tereioehau Haparuru cadastrée section AO n° 123, sis commune de Mo'orea-Mai'ao, sis commune de Afareaitu est autorisée au profit de Mme Laïza ALLOUCHE veuve ATENI.

Cette occupation est destinée à la rénovation d'un ponton sur pilotis existant et notamment, pour l'accostage de bateaux et de toutes embarcations en difficulté naviguant dans la zone.

Et tel que le tout figure sur le plan joint à la demande de l'intéressé.

Les points portant l'emplacement du ponton, tel que le tout figure dans l'avis transmis par courrier n° 3640 MGT/DPAM du 19 juillet 2024, sont précisés comme suit :

A : 17°34,989'S/149°48,006'W	B : 17°35,030'S/149°47,967'W	C : 17°35,032'S/149°47,969'W
D : 17°35,031'S/149°47,970'W	E : 17°35,029'S/149°47,968'W	F : 17°34,990'S/149°48,007'W

Art. 2. — La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — La présente autorisation est consentie aux clauses et conditions particulières du présent arrêté, toutes rigueur, que la bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :

1° L'emplacement autorisé est exclusivement destiné à l'implantation d'un ponton sur pilotis ;

2° Le ponton sur pilotis devra comporter une signalisation de nuit au titre de la sécurité de la navigation et de la circulation maritime dans la zone ;

3° La bénéficiaire doit s'assurer que le ponton sur pilotis ne présente pas une gêne pour les usagers du lagon ;

4° La bénéficiaire doit laisser le libre passage du public à l'ouvrage ;

5° Elle doit procéder à la rénovation du ponton sur pilotis dans les meilleurs délais, avant de permettre le libre accès du public à l'ouvrage ;

6° La bénéficiaire doit respecter la destination principale de l'ouvrage, sans réaliser d'extension ;

7° Elle est seule tenue à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

8° Il lui appartient de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile. Le cas échéant, elle doit justifier auprès de la Polynésie française être couverte par la production des attestations des polices d'assurances conclues dans le cadre de l'occupation temporaire du domaine public maritime ;

9° Elle fait son affaire personnelle de toutes contestations qui pourraient survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

10° Elle ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès et préalable de l'autorité compétente.

Art. 4. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par la bénéficiaire.

Art. 5. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à 23 520 F CFP (vingt-trois-mille-cinq-cent-vingt francs CFP). L'occupante s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua Mā'ohi).

Le paiement de la première annuité de la redevance et des frais y afférents intervient dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le montant de la redevance annuelle sera révisable d'office en cas de modification du tarif des occupations du domaine public maritime.

En cas de retard dans le paiement, les sommes restant dues seront majorées d'une pénalité de retard dont le taux est fixé à 1 % par mois. Tout mois entier payé.

Art. 6. — Les frais et droits d'enregistrement, de publicité foncière et la taxe de publicité immobilière du présent arrêté et des documents y annexés seront à la charge de la bénéficiaire.

Art. 7. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, la personne qui occupe sans titre un emplacement du domaine public est tenue de verser une indemnité pour occupation sans titre, correspondant *a minima* à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée.

Cette indemnité est calculée sur la base de la redevance qui aurait dû être perçue par la Polynésie française, pour toute la durée d'occupation sans autorisation soit à compter de la date de début de l'occupation jusqu'à la veille de la date de publication du présent arrêté. Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Le paiement de de l'indemnité ci-dessus doit intervenir dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 8. — À l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toute nature édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par l'occupante, à ses frais et sous sa responsabilité, sans aucune indemnité.

Art. 9. — En cas d'inobservation des conditions particulières du présent arrêté, l'autorité compétente peut, après mise en demeure restée infructueuse, prononcer l'abrogation de la présente autorisation, sans préjudice de la remise en état des lieux et du versement éventuel de dommages et intérêts.

Art. 10. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.  
Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :  
Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,  
Jordy CHAN



**Arrêté n° 2719 PR du 27 novembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 244 PR du 19 janvier 2011 modifié portant autorisation d'ouverture et d'exploitation du laboratoire d'analyses de biologie médicale à l'institut Louis-Malardé**

NOR : DPS24516524AP-2

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 823 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée ;

Vu la délibération n° 88-154 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant réglementation des laboratoires d'analyses de biologie médicale en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-114 APF du 28 septembre 2000 modifiée relative à l'institut Louis-Malardé ;

Vu l'arrêté n° 1834 CM du 29 décembre 2000 modifié relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé l'institut Louis-Malardé ;

Vu l'arrêté n° 555 CM du 23 avril 2002 relatif au dossier justificatif à produire pour une demande d'autorisation d'ouverture d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale ;

Vu l'arrêté n° 1017 CM du 1er septembre 1989 fixant la liste des actes réservés de biochimie, d'immunologie, de bactériologie et de virologie, d'hématologie et de mycologie ;

Vu l'arrêté n° 1018 CM du 1er septembre 1989 fixant le matériel complémentaire que doivent posséder les laboratoires de biologie médicale ;

Vu l'arrêté n° 244 PR du 19 janvier 2011 modifié portant autorisation d'ouverture et d'exploitation du laboratoire d'analyses de biologie médicale à l'institut Louis-Malardé ;

Vu la demande de l'institut Louis-Malardé, du 25 juillet 2024, de changement de directeur du laboratoire d'analyses de biologie médicale, sis à Papeete ;

Vu la demande de l'institut Louis-Malardé, du 13 août 2024, d'autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un laboratoire d'analyses de biologie médicale, sis à Papara ;

Vu les avis du conseil de l'ordre des pharmaciens de la Polynésie française en date du 7 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 244 PR du 19 janvier 2011 modifié susvisé est ainsi modifié :

1° Les articles 1er et 2 sont remplacés par un article 1er ainsi rédigé :

« L'Institut Louis-Malardé (ILM) est autorisé à ouvrir et à exploiter les deux laboratoires d'analyses de biologie médicale suivants :

« 1 - Le laboratoire sis au sein de l'institut Louis-Malardé, sis à Papeete, au croisement de la rue des Poilus-Tahitiens et de la rue du 5-mars-1797, inscrit sous le n° 11, dirigé par sa directrice, Mme le docteur Raphaëlle BOS, pharmacien biologiste ;

« 2 - Le laboratoire dénommé « Laboratoire d'analyses médicales - institut Louis Malardé - Papara », sis à Papara, dans le centre commercial Apatea extension, au PK 36 côté montagne, inscrit sous le n° 16, dirigé par sa directrice Mme le docteur Anne-Lise DECAMBRON, pharmacien biologiste ».

2° L'article 3 devient l'article 2.

Art. 2. — Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,*

Cédric MERCADAL

**MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT**

**Arrêté n° 11994 MGT du 27 novembre 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Rurutu n° 020 VMT-RUR 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à Mme Teinavaiuru, Ginette UTIA épouse TEIKIHOKATOUA**

*NOR : DTT24516249AM-1*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres. ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 23 octobre 2024 ;

Vu l'attestation de qualification professionnelle mention véhicule multi-transports n° 1068 MGT/DTT du 1er février 2024, de l'intéressée ;

Vu l'avis favorable du maire de Rurutu reçu le 23 octobre 2024 ;

Vu l'avis de la direction des transports terrestres par lettre n° 8200 MGT/DTT du 29 octobre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports est délivrée à Mme Teinavaiuru, Ginette UTIA épouse TEIKIHOKATOUA.

Cette autorisation porte le n° 020 VMT-RUR 01 et est valable uniquement pour l'île de Rurutu.

Art. 2. — Une licence multi-transports est accordée à Mme Teinavaiuru, Ginette UTIA épouse TEIKIHOKATOUA portant le n° 1-020.

Art. 3. — L'exploitante dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et la secrétaire générale de la circonscription des îles Australes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**Arrêté n° 11995 MGT du 27 novembre 2024 portant autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports sur l'île de Ua Pou n° 205 VMT-UAP 01 et portant attribution d'une licence de véhicule multi-transports à Mme Yvonne BONNO épouse TEIKIHAKAUPOKO**

NOR : DTT24516254AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la loi du pays n° 2018-11 du 29 mars 2018 portant réglementation de l'activité de transport routier avec chauffeur, au moyen de véhicule de moins de dix places assises et son arrêté d'application n° 843 CM du 30 avril 2018 modifié ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 11 octobre 2024 ;

Vu l'attestation de qualification professionnelle mention véhicule multi-transports n° 3689 MGT/DTT du 2 juin 2023, de l'intéressée ;

Vu l'avis favorable du 1er maire adjoint de Ua Pou daté du 25 septembre 2024 ;

Vu l'avis de la direction des transports terrestres par lettre n° 8076 MGT/DTT du 22 octobre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Une autorisation d'exercer la profession d'exploitant de véhicule multi-transports est délivrée à Mme Yvonne BONNO épouse TEIKIHAKAUPOKO.

Cette autorisation porte le n° 205 VMT-UAP 01 et est valable uniquement pour l'île de Ua Pou.

Art. 2. — Une licence multi-transports est accordée à Mme Yvonne BONNO épouse TEIKIHAKAUPOKO portant le n° 1-205.

Art. 3. — L'exploitante dispose d'un délai maximal de huit mois pour mettre en service la licence qui lui est accordée.

Le défaut d'exploitation de la licence accordée dans le délai prévu à l'alinéa précédent rend caduque de plein droit cette licence.

Art. 4. — Le directeur des transports terrestres et le tāvana hau de la circonscription des îles Marquises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 27 novembre 2024.

*Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,*  
Jordy CHAN

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE  
L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté n° 12037 MPR/DBS du 28 novembre 2024 portant agrément de l'établissement Multi Imp-Exp pour le transport interinsulaire d'articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux**

*NOR : DBS24516684AM*

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu la loi du pays n° 2013-12 du 6 mai 2013 réglementant, aux fins de protection en matière de biosécurité, l'introduction, l'importation, l'exportation et le transport interinsulaire des organismes vivants et de leurs produits dérivés ;

Vu la délibération n° 93-155 AT du 3 décembre 1993 modifiée portant protection des végétaux sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 253 CM du 6 mars 2024 portant nomination de M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 5129 MPR du 6 juin 2024 portant délégation de signature à M. Yves LAUGROST en qualité de directeur de la biosécurité ;

Vu l'arrêté n° 1755 CM du 26 août 2021 modifié relatif aux conditions de transport interinsulaire des marchandises présentant un risque phytosanitaire ;

Vu l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 fixant les conditions d'agrément des établissements pour le transport interinsulaire des végétaux, produits végétaux et autres articles réglementés susceptibles de véhiculer des organismes nuisibles aux végétaux ;

Vu la demande d'agrément du 22 novembre 2024 ;

Considérant le plan de gestion des risques de l'établissement ;

Considérant le caractère complet et régulier de la demande à compter du 22 novembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — L'établissement Multi Imp-Exp, sis entrepôt 1, face à Central Sport, vallée Tipaerui, Papeete, BP 811, 98713, Tahiti, Papeete, ayant pour référent chargé du suivi du plan de gestion des risques Mme Nanihi JAMMES, est agréé pour le transport interinsulaire des articles suivants :

- bois de construction.

Art. 2. — Cet agrément est accordé pour une durée de 3 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il peut être suspendu ou révoqué dans les conditions fixées par l'arrêté n° 793 CM du 25 mai 2022 susvisé.

Art. 3. — Le numéro d'agrément de l'établissement est : 2024-MS18. Ce numéro est apposé sur chaque article ou lot d'articles expédié vers les îles de la Polynésie française.

Art. 4. — Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

a) D'un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) ; dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours administratif, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant la réception du recours administratif. En effet, le silence gardé par l'administration pendant deux mois équivaut à un rejet implicite de la demande ;

b) D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française, soit de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique Télérécourts citoyens accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), soit par courrier adressé à l'adresse suivante : av. Pouvana'a-a-O'opa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

*Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : le directeur de la biosécurité,*

Yves LAUGROST

**MINISTÈRE DES SPORTS, DE LA JEUNESSE, DE LA PRÉVENTION  
CONTRE LA DÉLINQUANCE**

**Arrêté n° 11976 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Aelan VAAST, en catégorie « Élite », pour l'année 2024**

NOR : SJS24515687AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de Mme Aelan VAAST,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à Mme Aelan VAAST, relevant de la catégorie « Élite », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du surf.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Aelan VAAST ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Aelan VAAST et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

*La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,*  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11977 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Kohai FIERRO, en catégorie « Élite », pour l'année 2024**

NOR : SJS24515689AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de Mme Kohai FIERRO,

**Arrête :**

Article 1er. — Il est octroyé à Mme Kohai FIERRO, relevant de la catégorie « Élite », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du surf.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Kohai FIERRO ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Kohai FIERRO et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII



**Arrêté n° 11978 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Angèle RICHARD, en catégorie « Accession », pour l'année 2024**

NOR : SJS24516195AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de Mme Angèle RICHARD,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à Mme Angèle RICHARD, relevant de la catégorie « Accession », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline de l'athlétisme.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Angèle RICHARD ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Angèle RICHARD et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11979 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Lanilei TEUA, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024**

NOR : SJS24516082AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de Mme Lanilei TEUA,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à Mme Lanilei TEUA, relevant de la catégorie « Excellence », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du va'a.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Lanilei TEUA ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Lanilei TEUA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11980 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Hiritea TEPEA, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024**

NOR : SJS24515688AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de Mme Hiritea TEPEA,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à Mme Hiritea TEPEA, relevant de la catégorie « Excellence », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du taekwondo.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Hiritea TEPEA ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Hiritea TEPEA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11981 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Aurore COTTET, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024**

NOR : SJS24516081AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de Mme Aurore COTTET,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à Mme Aurore COTTET, relevant de la catégorie « Excellence », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du tir à l'arc.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Aurore COTTET ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Aurore COTTET et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11982 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de Mme Teina RUI, en catégorie « Excellence », pour l'année 2024**

NOR : SJS24516077AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de Mme Teina RUI,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à Mme Teina RUI, relevant de la catégorie « Excellence », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du va'a.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de Mme Teina RUI ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Teina RUI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11983 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Kauli VAAST, en catégorie « Élite », pour l'année 2024**

NOR : SJS24516084AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de M. Kauli VAAST,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à M. Kauli VAAST, relevant de la catégorie « Élite », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du surf.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de M. Kauli VAAST ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Kauli VAAST et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11984 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Titouan RONCIN, en catégorie « Élite », pour l'année 2024**

NOR : SJS24516083AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de M. Titouan RONCIN,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à M. Titouan RONCIN, relevant de la catégorie « Élite », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 250 000 F CFP (deux-cent-cinquante-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline de la chasse sous-marine.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de M. Titouan RONCIN ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Titouan RONCIN et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**Arrêté n° 11986 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Haunui HAUMANI, en catégorie « Accession », pour l'année 2024**

NOR : SJS24515693AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de M. Haunui HAUMANI,

Arrête :

Article 1er. — Il est octroyé à M. Haunui HAUMANI, relevant de la catégorie « Accession », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du surf.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de M. Haunui HAUMANI ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Haunui HAUMANI et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII



**Arrêté n° 11987 MJP du 26 novembre 2024 portant attribution d'une aide financière, au titre du sport de haut niveau, en faveur de M. Hiva KELLEY, en catégorie « Accession », pour l'année 2024**

NOR : SJS24516075AM

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 458 CM du 11 avril 2024 relatif au sport de haut niveau ;

Vu l'arrêté n° 4287 MJP du 24 avril 2024 modifié portant établissement de la liste des sportifs de haut niveau reconnus par la Polynésie française au titre des années 2024 et 2025 ;

Vu la demande d'aide financière au titre du sport de haut niveau de M. Hiva KELLEY,

**Arrête :**

Article 1er. — Il est octroyé à M. Hiva KELLEY, relevant de la catégorie « Accession », une aide individuelle au titre du sport de haut niveau, d'un montant de 100 000 F CFP (cent-mille francs CFP), pour lui permettre de mener au mieux sa carrière d'athlète de haut niveau dans la discipline du tennis.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget de la Polynésie française : programme 97106, article 6513, centre de travail 8240-F, exercice 2024.

Art. 3. — L'aide financière sera versée sur le compte de M. Hiva KELLEY ou de son représentant légal, en une seule fois, à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française du présent arrêté.

Art. 4. — Le remboursement intégral ou partiel de l'aide financière versée peut être exigé par le Président de la Polynésie française :

- soit dans le cas d'une fraude dûment constatée dans les déclarations fournies par le demandeur ;
- soit dans le cas d'un retrait du statut de sportif de haut niveau. Dans ce cas, le remboursement intégral ou partiel ne pourra être exigé que pour l'année du retrait.

Art. 5. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Hiva KELLEY et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 novembre 2024.

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,  
Nahema TEMARII

**ACTES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL  
ET CULTUREL****Avis n° 38 du 27 novembre 2024 sur le projet de loi du pays relative au crédit à la consommation et au crédit immobilier, selon la procédure d'urgence (15 jours)**

Saisine du Président de la Polynésie française

Rapporteurs : Mme Maeva WANE et M. Félix FONG

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 7328 PR du 12 novembre 2024 du Président de la Polynésie française enregistrée le 13 novembre 2024, sollicitant l'avis du CESEC, selon la procédure d'urgence, sur un projet de loi du pays relative au crédit à la consommation et au crédit immobilier ;

Vu la décision du bureau réuni le 13 novembre 2024 ;

Vu le projet d'avis de la commission « Économie » en date du 25 novembre 2024 ;

Le Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 27 novembre 2024, l'avis dont la teneur suit :

**I - OBJET DE LA SAISINE**

Le Président de la Polynésie française soumet à l'avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française (CESEC), selon la procédure d'urgence, un projet de loi du pays relatif au crédit à la consommation et au crédit immobilier.

**II - CONTEXTE ET OBJECTIFS DU PROJET DE LOI DU PAYS**

Un grand nombre de polynésiens s'adressent à un établissement bancaire, un jour ou l'autre de leur existence, pour obtenir un crédit à la consommation<sup>1</sup> ou un crédit immobilier<sup>2</sup>.

L'emprunt bancaire vient en soutien de la consommation des ménages et des entreprises, ce qui en fait un instrument essentiel de notre économie.

D'après l'institut d'émission d'outre-mer<sup>3</sup>, l'encours brut de crédit souscrit par les agents économiques polynésiens auprès des établissements financiers s'établit à 875 milliards de francs CFP en 2023 (dont 856 milliards F CFP en encours sain<sup>4</sup>). Les crédits immobiliers, majoritairement destinés aux ménages, représentent plus de 36 % de l'encours sain.

Dans notre collectivité et en vertu de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française (LOPF), l'État détient une compétence propre en matière de crédit.

Toutefois, un avis du Conseil d'État du 17 mars 2016<sup>5</sup> a considéré que le droit de la consommation et notamment les règles spécifiques à l'offre, à la formation et à l'exécution des contrats en matière de crédit, relevaient de la compétence de la Polynésie française.

Ce faisant, lors de la recodification du code de la consommation, étendue en Polynésie française par ordonnance nationale n° 2017-269 du 2 mars 2017, hormis les dispositions relatives aux taux d'intérêts qui relèvent de l'État, celles relatives à l'offre, à la formation et à l'exécution des contrats en matière de crédit n'ont pas été étendues à la Polynésie française.

De surcroît, cette ordonnance a procédé à l'abrogation des textes antérieurs à 2017, relatifs à l'information précontractuelle, au formalisme des contrats de crédit à la consommation et aux crédits immobiliers, jusqu'alors applicables en Polynésie française.

Cette abrogation était susceptible de créer une insécurité juridique en Polynésie française. Or, en juin 2017, un *statu quo* semblait avoir été trouvé entre l'État qui considérait que « le droit applicable est en principe celui figé en 2004 au moment de l'entrée en vigueur de la loi organique » et le pays qui a tiré toutes les conséquences de la position de l'État en considérant que le droit en vigueur en matière de crédit était :

- la loi n° 78-22 du 10 janvier 1978 relative à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine de certaines opérations de crédit (dite loi « Scrivener » 1) ;
- la loi n° 79-596 du 13 juillet 1979 relative à l'information et à la protection des emprunteurs dans le domaine immobilier (dite loi « Scrivener » 2) ;
- le décret n° 88-293 du 25 mars 1988 pris pour l'application de l'article 3 de la loi de 1978 précitée ;
- l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 modifié, relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française.

Cet état du droit a été bouleversé par un récent avis de la Cour de cassation du 29 novembre 2023<sup>6</sup> qui estime que depuis 2017, les contrats de crédit établis en Polynésie française relèvent de la compétence de la Polynésie française, en matière de droit civil ou d'obligations commerciales. En d'autres termes, d'après cette juridiction, l'ordonnance du 2 mars 2017 a bien abrogé tous les textes antérieurs en matière de crédit, y compris en Polynésie française.

Aujourd'hui, ne demeure applicable que le droit commun des contrats prévu par le code civil, ce qui est largement insuffisant et inadapté pour protéger efficacement les consommateurs.

Afin de pallier le vide juridique qui pèse en ce domaine, le projet de texte soumis à la consultation du CESEC a pour objectif d'instaurer un droit du crédit à la consommation et un droit du crédit immobilier, largement inspiré du code de la consommation national.

### III - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

En liminaire, le CESEC relève qu'il est, une fois de plus, saisi selon la procédure d'urgence, malgré ses précédentes alertes sur ce mode de saisine. Ce dernier ne lui permet pas de recueillir des intervenants, et surtout des auteurs des projets, tous les éléments nécessaires pour permettre des propositions éclairées et approfondies.

En l'occurrence, le projet de loi du pays soumis à sa consultation correspond, en métropole, à un code de la consommation national. Juridiquement, la matière est technique, complexe et son champ d'application très vaste.

En réponse, les auteurs du texte ont indiqué qu'ils manquaient de ressources humaines et que ce dossier a fait l'objet de plus de six mois de travail, incluant la consultation du comité des banques, de l'ordre des notaires, de l'association de Défense des Consommateurs Te Tia Ara et du Comité des sociétés d'assurances (COSODA). Sur le plan calendaire et compte tenu de l'urgence à légiférer, ils ont pris l'engagement que le dispositif serait applicable au plus tard début 2025.

Dans son articulation, le projet de texte composé de plus de 200 articles, est scindé en trois grandes parties :

- le titre I traite des opérations de crédit et se décline lui-même en quatre chapitres ;
- le titre II est relatif aux sanctions civiles, administratives et pénales ;
- le titre III porte sur les dispositions transitoires.

Le projet de loi du pays appelle de la part du CESEC les observations et recommandations suivantes :

Au préalable, le CESEC rappelle que le droit de la consommation a pour objectif principal de protéger le consommateur et de promouvoir le développement de la consommation dans un contexte d'économie de marché. Il encadre les relations entre les consommateurs et les professionnels lors des transactions.

Ce droit s'étend aux crédits à la consommation et aux crédits immobiliers, objets de la présente saisine.

#### III – 1. Définitions communes aux deux types de contrat de crédit (article LP. 1)

L'article LP. 1 du projet de texte définit différentes notions qui correspondent aux termes les plus souvent usités en matière de crédit tels que « prêteur », « emprunteur », « acquéreur », « vendeur », « opération de crédit », « montant total du crédit » et « autorisation de découvert ».

À ce titre, le CESEC rappelle qu'un consommateur est souvent peu familier du droit des crédits. Il est donc important de lui donner accès à des informations claires et accessibles pour s'assurer autant que possible qu'il a bien pris la mesure de son engagement en matière de crédit.

Le CESEC salue donc l'existence de ces définitions qui milite en faveur de l'information du consommateur mais recommande que celles-ci soient traduites en reo maohi. Il préconise également que des fiches d'informations simplifiées soient accessibles par tous moyens et supports, tels que les sites internet des acteurs concernés (Direction générale des affaires économiques [DGAE], banques, IEOM, associations de consommateurs, etc.).

Le CESEC a par ailleurs noté que les notions de « taux débiteur » et de « crédit relais » ne sont pas définies dans le projet de texte mais renvoyées à la réglementation de l'État, seul compétent en la matière.

Il relève à ce sujet que l'analyse des juges relative au partage de compétences entre l'État et le pays a empêché l'application d'un droit homogène et évolutif en matière de crédit à la consommation et de crédit immobilier, en Polynésie française.

Il préconise donc qu'à l'occasion d'une prochaine révision statutaire, qu'en matière de crédit, les compétences entre l'État et la Polynésie française soient clarifiées et mieux définies, afin d'éviter à l'avenir d'autres interprétations juridiques contradictoires ou regrettables pour la sécurité des contrats et des consommateurs.

### III – 2. Principes liés aux crédits à la consommation (articles LP. 2 à LP. 96)

Selon le projet de texte, un crédit à la consommation se définit comme « toute opération de crédit mentionnée au 6° de l'article LP. 1er, qu'elle soit conclue à titre onéreux ou à titre gratuit et, le cas échéant, à son cautionnement, dès lors que le montant total du crédit est égal ou supérieur à 24 000 francs CFP et inférieur ou égal à 8 950 000 francs CFP ».

À titre de comparaison, les lois Scrivener de 1978 et 1979 excluaient du régime de protection du crédit à la consommation les emprunts dont le montant dépassait 2 546 881 francs CFP. Le projet de texte a prévu de relever ce montant pour tenir compte notamment du prix de vente de certains véhicules.

Le CESEC approuve ce relèvement qui correspond mieux aux réalités de notre société de consommation actuelle.

Par ailleurs, certaines opérations de crédit sont expressément exclues des crédits à la consommation selon leur objet, leur durée ou leur destination. Elles visent par exemple la réalisation de travaux de réparation, d'amélioration ou d'entretien d'un terrain ou d'un immeuble concerné par une opération immobilière.

S'agissant de la publicité en matière de crédit à la consommation, le projet de texte prévoit les mentions obligatoires devant figurer telles que le montant total du crédit, la durée du contrat ou le Taux annuel effectif global (TAEG). Le dispositif projeté prévoit également que ces mentions figurent dans une taille de caractère plus importante et qu'il soit rappelé au consommateur son droit de s'opposer sans frais à l'utilisation de ses données personnelles, à des fins de prospection notamment.

À ce titre, le CESEC relève que l'article LP. 5 dispose que « Toute publicité, à l'exception des publicités radiodiffusées, contient [...] la mention suivante : "Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager" ».

Afin que la protection des consommateurs soit renforcée, le CESEC recommande que cet article soit rédigé de manière à ce que toute publicité, y compris radiodiffusée, soit assujettie à cette mention. Les mots « à l'exception des publicités radiodiffusées » n'ont donc pas leur place dans l'article LP. 5.

Le projet de texte encadre également le droit de rétractation du consommateur qui est de 14 jours et qui peut s'exercer sans motif. Il exige aussi un contrat écrit ou un support durable (dématérialisé). L'ensemble des informations doit figurer dans une fiche de renseignements relative aux caractéristiques du crédit. Un arrêté pris en conseil des ministres précisera les informations qui doivent figurer dans le contrat de crédit.

N'ayant pas connaissance du contenu de ce projet d'arrêté, le CESEC préconise que celui-ci soit pris en cohérence avec l'arrêté n° 170 CM du 7 février 1992 relatif à l'information et à la protection du consommateur sur le territoire de la Polynésie française, ainsi qu'avec l'ensemble de la réglementation applicable en Polynésie française en matière de protection des consommateurs<sup>7</sup>.

### III – 3. Principes liés aux crédits immobiliers (articles LP. 97 à LP. 161)

Les crédits immobiliers s'entendent comme les opérations destinées à financer des immeubles d'habitation (ou les immeubles à usage professionnel et d'habitation) ainsi que l'achat de terrain à la construction.

Comme les crédits à la consommation, des obligations strictes, à la charge des établissements de crédit, sont également prévues en matière de publicité et d'information, telles que l'indication du droit de rétractation de 10 jours ou la subordination de la vente à l'obtention du prêt. De plus, il doit être mentionné que si l'emprunteur n'obtient pas son prêt, il est remboursé des sommes éventuellement versées.

Le CESEC approuve le droit à la rétractation qui permet au consommateur de revenir sur sa décision d'adhérer à un contrat de crédit et reconnaît l'importance des informations relatives aux taux d'intérêt et aux frais annexes afin de limiter les abus. Il sollicite que ce droit à la rétractation puisse s'exercer sans motif, à l'instar du crédit à la consommation.

Le projet de texte oblige le prêteur à fournir une fiche type pour permettre à l'emprunteur de comparer les différentes offres, ainsi qu'une fiche d'information spécifique qui doit contenir notamment le montant total du crédit, le taux d'intérêt nominal, la durée du remboursement, et le Taux annuel effectif global (TAEG) qui inclut tous les coûts liés au crédit, assurances comprises.

De manière générale, il encourage toute démarche de simplification et défend une meilleure lisibilité des contrats de crédit. Ainsi, le CESEC soutient la mise en place de documents d'information précontractuelle et de contrats standardisés, la traduction des informations essentielles du contrat en reo maohi (notamment celles relevées dans la fiche d'information spécifique et le droit de rétractation) ainsi que l'accès en ligne de fiches explicatives des textes sur des sites internet dédiés (DGAE, banques, IEOM, associations de consommateurs).

Enfin, pour le CESEC, l'encadrement des crédits, l'évaluation de la solvabilité de l'emprunteur (en amont de l'octroi d'un crédit), la réglementation en matière de surendettement, l'information, l'éducation et l'accompagnement des emprunteurs sont autant de moyens et d'instruments de lutte contre le surendettement.

Ces derniers reflètent aussi le souci de soutenir les individus dans leurs projets de vie.

À cette fin, il recommande qu'un bureau dépendant de la DGAE assure l'information des emprunteurs et surtout le contrôle de cette réglementation. Un renforcement des moyens humains de cette direction est plus que nécessaire pour lui permettre d'assumer l'ensemble des missions qui lui sont dévolues.

### III – 4. Dispositions communes au crédit à la consommation et au crédit immobilier (articles LP. 162 à LP. 174)

Ces articles ont trait aux règles applicables au crédit à la consommation et au crédit immobilier. Ils concernent les conditions dans lesquelles ils peuvent faire l'objet d'un regroupement c'est-à-dire une opération consistant pour un organisme de crédit, à octroyer un prêt global en substitution de plusieurs crédits.

Le projet de loi du pays renvoie également pour la sûreté personnelle (le cautionnement) relative aux deux catégories de crédit aux règles de droit commun du code civil.

L'article LP. 168 consacre l'existence du délai de grâce qui permet d'obtenir dans certaines conditions du tribunal qu'il suspende le remboursement d'un crédit durant un délai de deux ans maximum et sans occasionner de majorations ou pénalités de retard.

Enfin, les articles LP. 171 à 174 consacrent la possibilité pour le prêteur de mettre à disposition ou fournir des informations et documents sur un support durable (dématérialisé). Si cette possibilité se généralise, en particulier dans le droit de la consommation, le CESEC appelle à être vigilant sur son utilisation afin que le consommateur bénéficie des mêmes droits en termes d'information et d'accessibilité à cette dernière.

### III – 5. Pratique bancaire actuelle et tendance du marché

Interrogés par la commission, les représentants du Comité des banques assurent que les trois banques de la place (SOCREDO, Banque de Tahiti et Banque de Polynésie) appliquent déjà à leurs clients la majorité des dispositions du projet de texte, à l'exception de la fiche d'information spécifique.

Certaines de ces banques étant des filiales de groupes métropolitains, elles respectent déjà les nouvelles règles et souhaitent la mise en œuvre d'une réglementation polynésienne quasi similaire au cadre national. En ce sens, elles approuvent le projet de texte, mais ont sollicité qu'il ne s'applique pas aux contrats en cours, ceci au nom du principe de non rétroactivité de la loi.

Le CESEC recommande que dans l'intervalle de la promulgation du texte et de la mise en place ultérieure d'un code de la consommation polynésien, le comité des banques s'engage dans une charte de bonnes pratiques en matière de crédit à la consommation et de crédit immobilier, afin de garantir la protection des consommateurs.

Par ailleurs, au terme de l'audition des professionnels du secteur bancaire et immobilier confirmée par les publications de l'IEOM, le CESEC relève que les crédits à la consommation connaissent une forte progression depuis la période post-covid tandis que les crédits immobiliers voient un certain ralentissement.

La frilosité du marché immobilier serait justifiée par plusieurs facteurs dont :

- la capacité d'emprunt (montant maximal qu'un emprunteur peut obtenir auprès d'une banque pour financer un projet) fixée par la pratique bancaire autour de 34 % ;
- la hausse des taux d'intérêt ;
- la flambée du prix de l'immobilier ;
- la hausse du coût des matériaux ;
- le permis d'aménager une parcelle foncière à partir de 5 lots ;
- l'indivision en matière foncière.

### III – 6. Les sanctions civiles, administratives et pénales (articles LP. 175 à 222)

Le projet de texte prévoit des sanctions civiles, administratives et pénales qui s'appliquent en cas de violation des obligations du prêteur. En fonction de la nature de l'infraction et de sa gravité, ces peines peuvent aller de la déchéance du droit aux intérêts du prêteur à des sanctions pécuniaires variant entre 3 580 000 francs CFP et 35 800 000 francs CFP.

Conformément à la LOPF, le pays ne peut que reprendre les sanctions pénales nationales qui existent pour des infractions de même nature, ce qui explique les montants repris dans le projet de loi du pays. En revanche, la Polynésie française peut exercer sa pleine compétence en matière de sanctions administratives, mais il appartient au juge en fonction de la gravité de la faute de prononcer les sanctions et les montants correspondants.

Pour autant, le CESEC relève que certaines obligations prévues à de nombreux articles<sup>8</sup> du projet de texte ne font pas l'objet, à la différence du code de la consommation national, de sanctions pénales. Certes, ces dispositions sont pour l'hexagone contenues dans la partie réglementaire du code de la consommation, ce qui explique peut-être leur absence du projet de loi du pays.

Enfin, s'agissant des crédits de consommation illégaux effectués par certaines sociétés de démarchage, qui ne font certes pas l'objet du présent texte mais qui revêtent de l'importance dans la protection du consommateur, le CESEC recommande que l'État, compétent en matière de crédit, soit particulièrement attentif et qu'il sanctionne les pratiques consistant à permettre à des opérateurs, qui ne répondent pas aux conditions définies par le code monétaire et financier pour être un établissement de crédit, de pratiquer des opérations de crédit payantes.

#### IV - CONCLUSION

L'adoption d'une réglementation polynésienne en matière de crédit à la consommation et de crédit immobilier est essentielle pour combler le vide juridique existant et protéger les consommateurs dans leurs transactions avec les professionnels.

Le projet de texte soumis à l'avis du CESEC s'inspire largement du code de consommation national et ce choix emporte l'adhésion globale de l'ensemble des acteurs concernés.

Le CESEC s'inscrit dans le même sens et milite pour une réglementation adaptée et une protection des consommateurs à travers la transparence des règles, la responsabilité des prêteurs et l'équilibre des transactions financières. Le CESEC appelle également de ses vœux que le projet de texte fasse l'objet d'une codification dans les meilleurs délais possibles.

De manière générale, il encourage toute démarche de simplification et défend une meilleure lisibilité des contrats de crédit. Il soutient la mise en place de documents d'information précontractuelle et de contrats standardisés, la traduction des informations essentielles du contrat en reo maohi (notamment celles relevées dans la fiche d'information spécifique et le droit de rétractation) et l'accès en ligne de fiches explicatives des textes sur des sites internet dédiés (DGAE, banques, IEOM, associations de consommateurs).

L'encadrement des crédits, le droit de rétractation, l'évaluation (en amont de l'octroi d'un crédit) de la solvabilité de l'emprunteur, la réglementation relative au surendettement, l'information, l'éducation et l'accompagnement des emprunteurs sont autant de moyens et d'instruments de lutte contre le surendettement. Ils reflètent aussi le souci de soutenir les individus dans leurs projets de vie.

Le CESEC rappelle ses principales recommandations :

- que les définitions prévues à l'article LP. 1 soient traduites en reo maohi et que des fiches d'informations simplifiées soient accessibles par tous moyens et supports, tels que les sites internet des acteurs concernés (DGAE, banques, IEOM, associations de consommateurs, etc.) ;
- qu'à l'occasion d'une prochaine révision statutaire, les compétences entre l'État et la Polynésie française, en matière de crédit, soient clarifiées et mieux définies ;
- que toute publicité, y compris radiodiffusée, soit assujettie à la mention « Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager ». Aussi, les mots « à l'exception des publicités radiodiffusées » n'ont pas leur place dans l'article LP. 5 ;
- que l'État, compétent en matière de crédit, soit particulièrement attentif et qu'il sanctionne les pratiques consistant à ce que des opérateurs, qui ne répondent pas aux conditions définies par le code monétaire et financier pour être un établissement de crédit, pratiquent des opérations de crédit payantes ;
- qu'un bureau dépendant de la DGAE assure l'information des emprunteurs et surtout le contrôle de cette réglementation via le renforcement des moyens humains de cette direction ;
- que le droit à la rétractation en matière de crédit immobilier puisse s'exercer sans motif, à l'instar du crédit à la consommation ;
- que dans l'intervalle de la promulgation du texte et de la mise en place ultérieure d'un code de la consommation polynésien, le comité des banques s'engage dans une charte de bonnes pratiques en matière de crédit à la consommation et de crédit immobilier.

Eu égard à l'ensemble des considérations, observations et recommandations qui précèdent, le Conseil économique, social, environnemental et culturel émet un avis favorable au projet de loi du pays relatif au crédit à la consommation et au crédit immobilier.

1. Pour financer par exemple un véhicule, un voyage.
2. Pour financer par exemple, un terrain, une maison, un appartement.
3. Rapport annuel économique de l'IEOM de 2023, page 162.
4. Un encours sain est un encours qui n'est pas porteur d'un risque de crédit avéré : impayés, situation financière dégradée, procédure de surendettement, etc.
5. Avis du Conseil d'État n° 391.140 du 17 mars 2016.
6. Avis n° 23-70.010 du 29 novembre 2023 confirme l'abrogation des lois « Scrivener » de 1978 et 1979.
7. Loi du pays n° 2016-28 du 11 août 2016 relative à la protection des consommateurs.
8. LP. 5, LP. 6, LP. 8 à LP. 11, LP. 12, LP. 13, LP. 15, LP. 18, LP. 21, LP. 28, LP. 29, LP. 33, LP. 43 à LP. 45, LP. 47, LP. 59, LP. 60, LP. 62 à LP. 65, LP. 66, LP. 68, LP. 69, LP. 72, LP. 76 à LP. 84, LP. 103, LP. 116, LP. 118, LP. 120 et LP. 142.

**Décision n° 2024-8 CESEC/PR du 28 novembre 2024 portant délégation de pouvoirs d'ordonnateur de la présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française au profit de Mme Patricia TERIITERAAHAUMEA, deuxième vice-présidente de l'institution**

La présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2005-64 APF du 13 juin 2005 modifiée portant composition, organisation et fonctionnement du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur du Conseil économique, social, environnemental et culturel du 3 novembre 2005 modifié ;

Vu l'arrêté n° 2023-1 CESEC/PR du 4 octobre 2023 prenant acte de l'élection du président du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2023-2 CESEC/PR du 4 octobre 2023 prenant acte de l'élection des membres du bureau du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;

Vu le bureau réuni le 13 novembre 2024,

Décide :

Article 1er. — Les pouvoirs d'ordonnateur sont délégués au profit de Mme Patricia TERIITERAAHAUMEA, deuxième vice-présidente, pour les dépenses imputables au budget de l'institution, pendant l'absence de la présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française, du 6 décembre 2024 au 13 décembre 2024 inclus.

Art. 2. — La présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 novembre 2024.

*La présidente du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française,*  
Voltina ROOMATAAROA-DAUPHIN

**ACTES PUBLIÉS À TITRE D'INFORMATION**

**ACTES DES AUTORITÉS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

**AVIS OFFICIELS**



**Direction de la construction et de l'aménagement - État récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 4 au 15 novembre 2024**

COMMUNE DE BORA BORA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISÉS LE 4 NOVEMBRE 2024			
Prorogation 20-298-7 PR/ DCA.ISLV	Mme Djelma, Tena HANERE	sur la parcelle cadastrée n° 19, section CY de la terre Fanautahi, sise à Faanui	travaux de construction d'une maison d'habitation
TRAVAUX AUTORISÉS LE 5 NOVEMBRE 2024			
24-232-3 PR/ DCA.ISLV	M. Ling-Sing, Anapa CHUNG	sur la parcelle cadastrée n° 77, section CZ de la terre Teniutehuarere 2 surplus sise à Faanui	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F5
TRAVAUX AUTORISÉS LE 6 NOVEMBRE 2024			
Avenant 24-022-6 PR/ DCA.ISLV	Commune de Bora Bora	sur la parcelle cadastrée n° 90, section AR de la terre Place de Vaitape sise à Nunue	modification des plans apportée au projet de construction de l'hébergement cynophile
24-080-4 PR/ DCA.ISLV	M. Stimson AIHO-LE LOCH, mandataire de l'EURL Tane, représentée par M. Aroarii TANE	sur la parcelle cadastrée n° 29, section NI de la terre Pareu partie sise à Nunue	travaux de terrassement
TRAVAUX AUTORISÉS LE 12 NOVEMBRE 2024			
24-374-3 PR/ DCA.ISLV	Mme Hina TUAIVA épse ROOITI	sur la parcelle cadastrée n° 26, section AY de la terre Ahuaa sise à Nunue	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F3
24-433-2 PR/ DCA.ISLV	M. Christian MOEARO	sur la parcelle cadastrée n° 59, section AP de la terre Tapehaa partie sise à Nunue	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F5
24-412-3 PR/ DCA.ISLV	Mme Vaima DENIEL	sur la parcelle cadastrée n° 82, section AD de la terre Farehutuaihuaraau, lot B2 de la parcelle A sise à Nunue	travaux de construction d'un bungalow
TRAVAUX AUTORISÉS LE 13 NOVEMBRE 2024			
Avenant 20-399-11 PR/ DCA.ISLV	Mme Monique VIRITUA	sur la parcelle cadastrée n° 47, section CY de la terre Teturu sise à Faanui	modification des plans apportée au projet de construction d'une maison d'habitation du type OPH F5 pour personne à mobilité réduite en OPH F3 pour personne à mobilité réduite
24-432-2 PR/ DCA.ISLV	Mme Manatua, Jessica VAIHO TAUTU épse FAREURA	sur la parcelle cadastrée n° 55, section AM de la terre Tehauriuri sise à Nunue	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F5

COMMUNE DE HUAHINE			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISÉS LE 5 NOVEMBRE 2024			
24-365-4 PR/ DCA.ISLV	M. Arnaud, Heremoana AUBAILLY	sur la parcelle cadastrée n° 78, section AA de la terre Fareoa, lots 1 et 2 parcelle sise à Fare	travaux de construction d'une maison d'habitation à louer en Airbnb
24-403-3 PR/ DCA.ISLV	M. Jean-François LE MAREC	sur la parcelle cadastrée n° 28, section MC de la terre Tiipoto II partie sise à Maeva	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F3
TRAVAUX AUTORISÉS LE 6 NOVEMBRE 2024			
24-402-3 PR/ DCA.ISLV	Mme Hélène MAHUTA épouse PITA	sur la parcelle cadastrée n° 20, section PA de la terre Hiva parcelle D sise à Parea	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F4
COMMUNE DE TAHAA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISÉS LE 13 NOVEMBRE 2024			
Avenant 23-105-9 PR/ DCA.ISLV	Mme Uratua TAMAHAAHE et M. Philippe NIVAL	sur la parcelle cadastrée n° 2, section AM de la terre Raai (parcelle Fauraro) partie sise à Hipu	modification des plans apportée au projet de construction d'une maison d'habitation du type OPH F3 en maison d'habitation
TRAVAUX AUTORISÉS LE 14 NOVEMBRE 2024			
Avenant 22-537-9 PR/ DCA.ISLV	Mme Vaite AIHO	sur la parcelle cadastrée n° 18, section TO de la terre Aharau dite Mahamene, lot 4 parcelle sise à Tapuamu	modification des plans apportée au projet de construction d'une maison d'habitation en R+1
COMMUNE DE TAPUTAPUATEA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISÉS LE 6 NOVEMBRE 2024			
24-251-4 PR/ DCA.ISLV	Raromatai Architecture, représentée par Mme Delphine RIDEAUD DPLG, mandataire de M. Gilles GUIRAUD	sur la parcelle cadastrée n° 191, section ME de la terre Hamoa lot 1C-surplus sise à Avera	travaux de terrassement et de construction d'une maison d'habitation
TRAVAUX AUTORISÉS LE 7 NOVEMBRE 2024			
24-356-4 PR/ DCA.ISLV	M. Christian TETUANUI	sur la parcelle cadastrée n° 98, section ML de la terre Puanoa, lot B du surplus sise à Avera	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F4
TRAVAUX AUTORISÉS LE 12 NOVEMBRE 2024			
24-386-3 PR/ DCA.ISLV	Mme Sandra COLONNE et M. Nuutea LEON	sur la parcelle cadastrée n° 159, section MA de la terre Farooie, parcelle A sise à Avera	travaux de construction de deux (2) bungalows à louer
TRAVAUX AUTORISÉS LE 13 NOVEMBRE 2024			
24-394-3 PR/ DCA.ISLV	M. Ari TEURUA	sur la parcelle cadastrée n° 23, section MC de la terre Irvai 3 lot D sise à Avera	travaux de construction d'une maison d'habitation du type OPH F3

COMMUNE DE TUMARAA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISÉS LE 5 NOVEMBRE 2024			
24-170-4 PR/ DCA.ISLV	SARL Matau, représentée par M. Gaël MANES, mandataire de M. Christian WANG SANG	sur la parcelle cadastrée n° 55, section BB de la terre Faafau 1, lot B de la parcelle B sise à Tevaitoa	travaux de construction d'une maison d'habitation

COMMUNE DE UTUROA			
NUMÉRO	NOMS	SITUATION	NATURE DES TRAVAUX
TRAVAUX AUTORISÉS LE 13 NOVEMBRE 2024			
24-199-4 PR/ DCA.ISLV	TPE Vehiarii Conception, représentée par M. Vehiarii TAHITI, mandataire de M. et Mme Frank et Christine TERDIMAN	sur la parcelle cadastrée n° 50, section AY de la terre Atitautu partie lot D du lot 12	travaux de construction d'une maison d'habitation

**Direction de la construction et de l'aménagement - Décisions d'autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour le mois de novembre 2024**

N°	Référence	Île	Commune	Date de l'autorisation	Nom ou raison sociale	Intitulé du projet	Superficie Volume
24-104	24-104-3/PR/ DCA.MARQ	Hiva Oa	Atuona	12 novembre 2024	Mme Leilani HUHINA et M. Kaha AUTUCHE	Projet de construction d'une maison d'habitation OPH F5	95 m <sup>2</sup>
24-125	24-125-3/PR/ DCA.MARQ	Nuku Hiva	Taiohae	20 novembre 2024	Mme Lisa YEECHONG	Projet de construction d'une maison d'habitation de type F1 sur pilotis	80,33 m <sup>2</sup>